



Secrétariat général

Service de l'Assemblée

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

SÉANCE PUBLIQUE DU:

JEUDI 28 AVRIL 2016

TOME I

Le présent registre a été coté et paraphé par Mme Stéphanie THIARELLO, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2016/2101/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 22 juin 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Stéphanie Thiarello', with a stylized flourish at the end.

Stéphanie THIARELLO

Chef du service Assemblée

SOMMAIRE

TOME I

Convocation	p. 1
Ordre du jour	p. 2
Emargement	p. 6
Compte-rendu	p. 11
Délibérations et annexes	p. 21 à 186

TOME II

Délibérations et annexes	p. 187 à 300
Synthèse des décisions	p. 301 à 303
Décisions et annexes	p. 304 à 365

Montpellier, le 07 avril 2016



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Cher(e) collègue,

Je vous invite à assister à la prochaine séance publique du Conseil Municipal, le **jeudi 28 avril 2016 à 18 heures**, dans la salle du Conseil municipal du nouvel Hôtel de Ville.

Conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales, vous trouverez ci-joint l'ordre du jour et les synthèses relatives aux affaires présentées.

J'attire votre attention sur l'obligation faite aux élus éventuellement intéressés par une affaire de s'abstenir de participer au vote de celle-ci et, plus largement, de ne pas intervenir d'une quelconque manière dans le processus décisionnel. Pour s'assurer de la validité de l'ensemble des délibérations, il vous est demandé de signaler un tel cas de figure au Secrétariat du Conseil en début de séance.

Veuillez agréer, cher(e) collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Monsieur Le Maire,

Philippe SAUREL

PJ :

- Ordre du jour de la séance du 28 avril 2016
- Synthèses des affaires du 28 avril 2016
- Procès-Verbal de la séance du 31 mars 2016

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance Publique du jeudi 28 avril 2016
18h00 – SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales –
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Urbanisme, aménagement durable

- 1 Quartier Croix d'Argent Ecole d'Application de l'Infanterie Modalités de mise à disposition de l'étude d'impact
- 2 MONTPELLIER GRAND CŒUR Concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur 2013 - 2020 Ancienne caserne de gendarmerie Avenant n°3 Approbation
- 3 QUARTIER CEVENNES PRU CEVENNES - Petit Bard Prorogation de la Déclaration d'Utilité Publique - Phase 2
- 4 CONCESSION D'AMENAGEMENT MONTPELLIER GRAND COEUR Opération 31 Cours Gambetta Agrément de candidature de la SOCIETE FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES (SFHE), société anonyme d'habitations à loyer modéré Modification de programme
- 5 Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne – Rive gauche Modification du programme des équipements publics
- 6 Quartier des Cévennes Secteur « Rimbaud » Instauration d'un périmètre d'étude (art. L 424-1 du code de l'urbanisme) Approbation
- 7 ZAC DU COTEAU Concours d'urbanisme Approbation des objectifs d'aménagement du concours
- 8 Foncier Constitution de servitude sur la parcelle cadastrée KS 205, propriété de la Ville, au profit de la Clinique Clémentville.

Culture

- 9 Culture et Patrimoine Attribution de subventions à des associations culturelles Exercice 2016
- 10 Adhésion de la Ville au dispositif GEOSUD

Sécurité

- 11 Programme de Vidéo protection Urbaine Année 2016

Réussite éducative

- 12 Demande de subvention à la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc-Roussillon - Midi-Pyrénées dans le cadre du Parcours d'Education Artistique et Culturelle (P.L.E.A.C.) - (Offres Culturelles 2016)
- 13 Attribution de subventions – Temps d'activités périscolaires – Année scolaire 2016-2017

Enfance

- 14 Crèche « Boussinesq » Délégation de Service Public Délibération de principe

Sport, Jeunesse

- 15 Urban Trail Nocturne de Montpellier le vendredi 13 mai 2016 Convention d'occupation du domaine public Attribution d'une subvention - Exercice 2016
- 16 FESTIVAL INTERNATIONAL DES SPORTS EXTREMES (F.I.S.E.) du 4 au 8 MAI 2016 sur les berges du Lez, le Lez et la place Georges Frêche Occupation du domaine public Attribution d'une subvention - Exercice 2016
- 17 "LA MONTPELLIER REINE" le dimanche 29 mai 2016 au Peyrou Valorisation de l'aide logistique apportée à la Ville pour l'édition 2016 Convention d'occupation du domaine public
- 18 TOUR DE FRANCE 2016 Arrivée de la 11ème étape à Montpellier le mercredi 13 juillet 2016 Départ de la 12ème étape de Montpellier le jeudi 14 juillet 2016 Convention AMAURY SPORT ORGANISATION - VILLE DE MONTPELLIER - MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Relations internationales

- 19 Signature du Pacte de jumelage entre la Municipalité de Palerme (Italie), la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole
- 20 Mandats spéciaux, présentation de missions opérationnelles de membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages
- 21 Participation d'un Chef pâtissier au « Festival Diplomatie Culinaire et Cultures Méditerranéennes au service de la paix » organisé à Fès (Maroc) du 15 au 17 avril 2016

Administration générale de la collectivité, désignations des représentants

- 22 Election d'un Adjoint au Maire
- 23 Société Publique Locale d'Aménagement (SAAM) – Modifications Statutaires – Approbation de l'autorisation accordée au représentant de la Ville de Montpellier
- 24 Maison d'enfants Marie Caizergues - Désignation d'une personnalité qualifiée
- 25 Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) - Désignation d'un nouveau représentant au Conseil d'administration
- 26 Université Montpellier 3 - UFR 1 - Désignation d'un nouveau représentant
- 27 Association « Maison de Montpellier à Chengdu » Désignation d'un représentant de la Ville au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale
- 28 Centre Equestre Montpellier Grammont - Désignation d'un nouveau représentant
- 29 AFFAIRE RETIREE
- 30 Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance Désignations d'un nouveau représentant de la Ville
- 31 Commission consultative des cessions immobilières Désignation d'un nouveau représentant

Finances, marchés publics, patrimoine de la collectivité

- 32 Convention constitutive de groupement de commandes Commune de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole- Marché d'impression, pose et dépose pour pavéage
- 33 Journal municipal Montpellier Notre Ville - Autorisation de signer le marché 5D0060
- 34 Attributions et modifications d'attributions de subventions - Exercice 2016
- 35 URIOPSS Languedoc Roussillon- Avenant Garantie d'emprunt souscrit auprès de la

- 36 Certification des comptes - Candidature de la Ville de Montpellier
- 37 Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier, et autorisation de lancement et de signature pour un marché de services de télécommunications
- 38 Précisions et modifications de tarifs sur la location de matériels
- 39 Convention de servitude d'appui - accrochage au profit de Montpellier Méditerranée Métropole
- 40 Travaux de remise en état des bâtiments communaux de la Ville Autorisation de déclaration préalable de travaux Autorisation de dépôt de permis de démolir
- 41 Raccordement d'une sirène étatique au système d'alerte et d'information des populations (SAIP) sur l'Opéra Orchestre National de Montpellier
- 42 Mise à disposition d'un local associatif Approbation du loyer Autorisation de signer la convention
- 43 Mise à disposition de salles à tarif réduit ou gratuit
- 44 Mise à disposition de salles à titre gratuit dans les Maisons pour tous



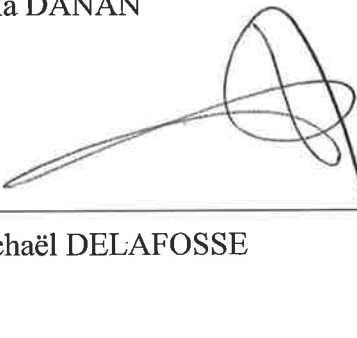



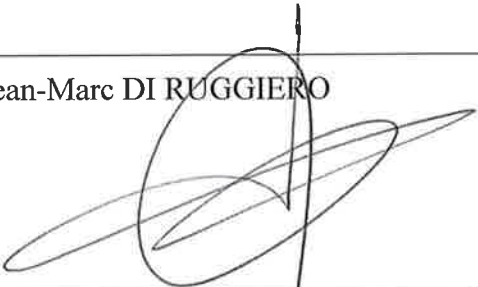


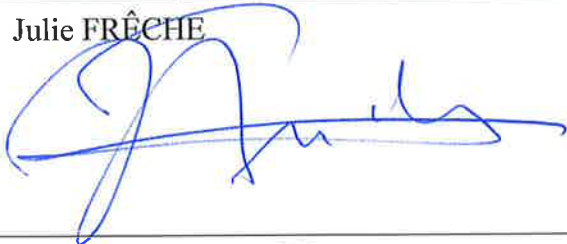

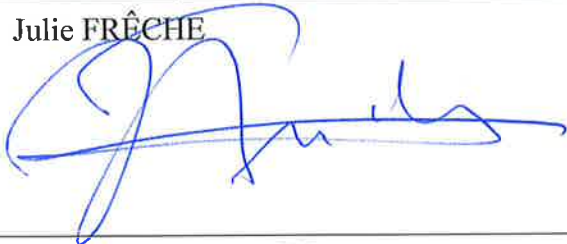

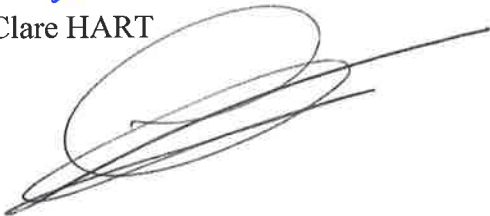
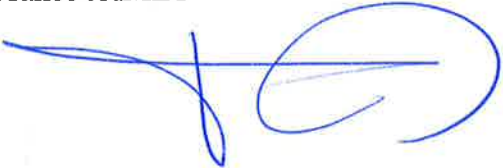
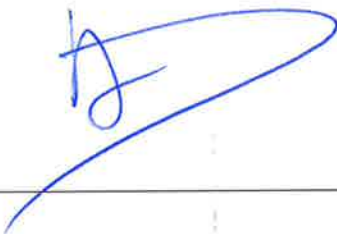
Ressources humaines de la collectivité

- 45 Protection Fonctionnelle des élus et agents de la Ville
- 46 Convention de gestion de la Comédie du Livre
- 47 Création d'un service commun de chauffeurs
- 48 Mise à jour des délibérations afférentes aux logements de fonction
- 49 Astreinte Police Municipale dans le cadre du Plan Communal de Sauvegarde
- 50 Astreinte Police Municipale – Etat-major
- 51 Astreinte plan communal de sauvegarde- Service sécurité civile
- 52 Modification du tableau des effectifs

EMARGEMENTS DES ELUS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE PUBLIQUE DU 28 AVRIL 2016

Fabien ABERT 	Lorraine ACQUIER 
Luc ALBERNHE 	Rémi ASSIE 
Sophia AYACHE 	Guy BARRAL 
Valérie BARTHAS-ORSAL 	Maud BODKIN 
Françoise BONNET 	Sabria BOUALLAGA 
Djamel BOUMAAZ 	Anne BRISSAUD 
Nancy CANAUD 	Gérard CASTRE 
Mylène CHARDES 	Robert COTTE 

<p>Christophe COUR</p> 	<p>Jean-Luc COUSQUER</p> 
<p>Perla DANAN</p> 	<p>Titina DASYLVA</p> 
<p>Michaël DELAFOSSE</p> 	<p>Véronique DEMON</p> 
<p>Jean-Marc DI RUGGIERO</p> 	<p>Jacques DOMERGUE</p> 
<p>Michèle DRAY-FITOUSSI</p> 	<p>Christian DUMONT</p> 
<p>Abdi EL KANDOUSSI</p> 	<p>Julie FRÊCHE</p> 
<p>Vincent HALUSKA</p> 	<p>Clare HART</p> 
<p>France JAMET</p> 	<p>Stéphanie JANNIN</p> 

<p>Sonia KERANGUEVEN</p> 	<p>Pascal KRZYZANSKI</p> <p>P</p>
<p>Gérard LANNELONGUE</p> 	<p>Alex LARUE</p> 
<p>Max LEVITA</p> 	<p>Chantal LEVY-RAMEAU</p> 
<p>Nicole LIZA</p> 	<p>Audrey LLEDO</p> 
<p>Henri MAILLET</p> 	<p>Mustapha MAJDOUL</p>
<p>Jérémie MALEK</p> 	<p>Chantal MARION</p> 
<p>Isabelle MARSALA</p> 	<p>Hervé MARTIN</p> 
<p>Dominique MARTIN-PRIVAT</p> 	<p>Patricia MIRALLES</p> 

Jean-Pierre MOURE 	Caroline NAVARRE 
Véronique PEREZ  P	Thibault RASSAT 
Patrick RIVAS 	Brigitte ROUSSEL-GALIANA 
Cédric de SAINT-JOUAN 	Samira SALOMON 
Marie-Hélène SANTARELLI 	Philippe SAUREL 
Séverine SCUDIER 	Sauveur TORTORICI 
Bernard TRAVIER 	Henri de VERBIZIER 
Patrick VIGNAL P	Annie YAGUE P

Rabii YOUSSEUS

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Rabii Yousseus', is written over the text. The signature is stylized with loops and a long vertical stroke extending downwards.

Secrétariat Général

Secrétariat de l'Assemblée

Compte-rendu du Conseil municipal

Séance Publique du jeudi 28 avril 2016

18h00 – SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

Adoption de l'ordre du jour

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales –
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Urbanisme, aménagement durable

- 1 Quartier Croix d'Argent Ecole d'Application de l'Infanterie Modalités de mise à disposition de l'étude d'impact
Pour : 62
Contre :
Abstentions :
Ne prend pas part au vote : 1 (Stéphanie JANNIN)
Adopté à l'unanimité.
- 2 MONTPELLIER GRAND CŒUR Concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur 2013 - 2020 Ancienne caserne de gendarmerie Avenant n°3 Approbation
Pour : 59
Contre :
Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)
Ne prend pas part au vote : 2 (Philippe SAUREL, Alex LARUE)
Adopté à l'unanimité.
- 3 QUARTIER CEVENNES PRU CEVENNES - Petit Bard Prorogation de la Déclaration d'Utilité Publique - Phase 2
Pour : 60
Contre :
Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)
Ne prend pas part au vote : 1 (Stéphanie JANNIN)
Adopté à l'unanimité.
- 4 CONCESSION D'AMENAGEMENT MONTPELLIER GRAND COEUR Opération 31 Cours Gambetta Agrément de candidature de la SOCIETE FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES (SFHE), société anonyme d'habitations à loyer modéré Modification de programme
Pour : 60
Contre :
Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)
Ne prend pas part au vote : 1 (Luc ALBERNHE)
Adopté à l'unanimité.
- 5 Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne – Rive gauche Modification du programme des équipements publics
Pour : 63
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 6 Quartier des Cévennes Secteur « Rimbaud » Instauration d'un périmètre d'étude (art. L 424-1 du code de l'urbanisme) Approbation
Pour : 61
Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)
Abstentions :
Adopté à la majorité.
- 7 ZAC DU COTEAU Concours d'urbanisme Approbation des objectifs d'aménagement du concours
Pour : 61
Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)
Adopté à l'unanimité.

- 8 Foncier Constitution de servitude sur la parcelle cadastrée KS 205, propriété de la Ville, au profit de la Clinique Clémentville.

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Monsieur YOUSSEUS sort de séance.

Culture

- 9 Culture et Patrimoine Attribution de subventions à des associations culturelles
Exercice 2016

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

- 10 Adhésion de la Ville au dispositif GEOSUD

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Sécurité

- 11 Programme de Vidéo protection Urbaine Année 2016

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 2 (Hervé MARTIN sans sa procuration, Françoise BONNET)

Adopté à l'unanimité.

Madame JANNIN sort de séance.

Réussite éducative

- 12 Demande de subvention à la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc-Roussillon - Midi-Pyrénées dans le cadre du Parcours d'Education Artistique et Culturelle (P.L.E.A.C.) - (Offres Culturelles 2016)

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Monsieur YOUSSEUS entre en séance.

- 13 Attribution de subventions – Temps d'activités périscolaires – Année scolaire 2016-2017

Pour : 60

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Pour : 60

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Madame JANNIN entre en séance.

Madame LLEDO quitte la séance et donne procuration à Madame JAMET. Monsieur DUMONT quitte la séance et donne procuration à Monsieur LARUE.

Enfance

- 14 Crèche « Boussinesq » Délégation de Service Public Délibération de principe

Pour : 54

Contre : 9 (Françoise BONNET, Julie FRECHE, Clare HART, France JAMET avec la procuration d'Audrey LLEDO, Hervé MARTIN avec la procuration de Michäel DELAFOSSE, Jean-Pierre MOURE avec la procuration de Patrick VIGNAL)

Abstentions :

Adopté à la majorité

Madame JAMET, avec la procuration de Madame LLEDO, quitte définitivement la séance. Monsieur LARUE, avec la procuration de Monsieur DUMONT, sort de séance. Mesdames SANTARELLI, BODKIN et MARSALA sortent de séance.

Sport, Jeunesse

- 15 Urban Trail Nocturne de Montpellier le vendredi 13 mai 2016 Convention d'occupation du domaine public Attribution d'une subvention - Exercice 2016

Pour : 56

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Monsieur LARUE, avec la procuration de Monsieur DUMONT entre en séance. Madame HART et Messieurs De SAINT JOUAN et LANNELONGUE, avec la procuration de Monsieur DOMERGUE, sortent de séance.

- 16 FESTIVAL INTERNATIONAL DES SPORTS EXTREMES (F.I.S.E.) du 4 au 8 MAI 2016 sur les berges du Lez, le Lez et la place Georges Frêche Occupation du domaine public Attribution d'une subvention - Exercice 2016

Pour : 54

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame HART et Monsieur De SAINT JOUAN entrent en séance. Messieurs RASSAT et COUSQUER sortent de séance.

- 17 "LA MONTPELLIER REINE" le dimanche 29 mai 2016 au Peyrou Valorisation de l'aide logistique apportée à la Ville pour l'édition 2016 Convention d'occupation du domaine public

Pour : 54

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame BODKIN et Monsieur LANNELONGUE, avec la procuration de Monsieur DOMERGUE, entrent en séance. Messieurs EL KANDOUSSI et MARTIN, avec la procuration de Monsieur DELAFOSSE, sortent de séance.

- 18 TOUR DE FRANCE 2016 Arrivée de la 11ème étape à Montpellier le mercredi 13 juillet 2016 Départ de la 12ème étape de Montpellier le jeudi 14 juillet 2016
Convention AMAURY SPORT ORGANISATION - VILLE DE MONTPELLIER - MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Pour : 54

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Relations internationales

- 19 Signature du Pacte de jumelage entre la Municipalité de Palerme (Italie), la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Pour : 54

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame SANTARELLI et Messieurs RASSAT et EL KANDOUSSI entrent en séance.

- 20 Mandats spéciaux, présentation de missions opérationnelles de membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages

Pour : 57

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 21 Participation d'un Chef pâtissier au « Festival Diplomatie Culinaire et Cultures Méditerranéennes au service de la paix » organisé à Fès (Maroc) du 15 au 17 avril 2016

Pour : 57

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame MARSALA et Monsieur COUSQUER entrent en séance.

Administration générale de la collectivité, désignations des représentants

- 22 Election d'un Adjoint au Maire
A été élue : Caroline NAVARRE

Pour : 50

Contre :

Nuls : 9

Adopté à l'unanimité.

Mesdames BARTHAS-ORSAL, KERANGUEVEN, MIRALLES, avec la procuration de Madame YAGUE, et Madame SALOMON sortent de séance. Messieurs COUR et YOUSSEUS sortent de séance.

- 23 Société Publique Locale d'Aménagement (SAAM) – Modifications Statutaires –
Approbation de l'autorisation accordée au représentant de la Ville de Montpellier
Pour : 52
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 24 Maison d'enfants Marie Caizergues - Désignation d'une personnalité qualifiée
A été élue : Hélène COULET, chef du service Finances et Conseil de gestion du CCAS

Pour : 52
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 25 Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) - Désignation d'un nouveau représentant
au Conseil d'administration
A été élue : Véronique DEMON

Pour : 52
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

Monsieur COUR entre en séance.
- 26 Université Montpellier 3 - UFR 1 - Désignation d'un nouveau représentant
A été élue : Séverine SCUDIER

Pour : 50
Contre :
Abstentions : 3 (Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD et Cédric de SAINT-JOUAN)
Adopté à l'unanimité.
- 27 Association « Maison de Montpellier à Chengdu » Désignation d'un représentant de la
Ville au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale
A été élu: Pascal KRZYZANSKI

Pour : 50
Contre :
Abstentions : 3 (Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD et Cédric de SAINT-JOUAN)
Adopté à l'unanimité.
- 28 Centre Equestre Montpellier Grammont - Désignation d'un nouveau représentant
A été élue : Séverine SCUDIER

Pour : 50
Contre :
Abstentions : 3 (Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD et Cédric de SAINT-

JOUAN)
Adopté à l'unanimité.

29 AFFAIRE RETIREE

30 Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance Désignations d'un nouveau représentant de la Ville
A été élue : Caroline NAVARRE

Pour : 50

Contre :

Abstentions : 3 (Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD et Cédric de SAINT-JOUAN)

Adopté à l'unanimité.

31 Commission consultative des cessions immobilières Désignation d'un nouveau représentant
A été élu : Thibault RASSAT

Pour : 50

Contre :

Abstentions : 3 (Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD et Cédric de SAINT-JOUAN)

Adopté à l'unanimité.

Finances, marchés publics, patrimoine de la collectivité

32 Convention constitutive de groupement de commandes Commune de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole- Marché d'impression, pose et dépose pour pavoisement

Pour : 53

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Mesdames BARTHAS-ORSAL, SALOMON, MIRALLES, avec la procuration de Madame YAGUE, et Monsieur YOUSSEUS entrent en séance.

33 Journal municipal Montpellier Notre Ville - Autorisation de signer le marché 5D0060

Pour : 58

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame KERANGUEVEN entre en séance.

34 Attributions et modifications d'attributions de subventions - Exercice 2016

Pour : 59

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

35 URIOPSS Languedoc Roussillon- Avenant Garantie d'emprunt souscrit auprès de la Caisse d'Epargne en 2005

Pour : 59

Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

Madame BOUALLAGA sort de séance.

- 36 Certification des comptes - Candidature de la Ville de Montpellier
Pour : 58
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 37 Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier, et autorisation de lancement et de signature pour un marché de services de télécommunications
Pour : 58
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 38 Précisions et modifications de tarifs sur la location de matériels
Pour : 58
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 39 Convention de servitude d'appui - accrochage au profit de Montpellier Méditerranée Métropole
Pour : 58
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 40 Travaux de remise en état des bâtiments communaux de la Ville Autorisation de déclaration préalable de travaux Autorisation de dépôt de permis de démolir
Pour : 58
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 41 Raccordement d'une sirène étatique au système d'alerte et d'information des populations (SAIP) sur l'Opéra Orchestre National de Montpellier
Pour : 58
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 42 Mise à disposition d'un local associatif Approbation du loyer Autorisation de signer la convention
Pour : 58
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 43 Mise à disposition de salles à tarif réduit ou gratuit

Pour : 58
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

- 44 Mise à disposition de salles à titre gratuit dans les Maisons pour tous

Pour : 58
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

Ressources humaines de la collectivité

- 45 Protection Fonctionnelle des élus et agents de la Ville

Pour : 58
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

- 46 Convention de gestion de la Comédie du Livre

Pour : 58
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

- 47 Création d'un service commun de chauffeurs

Pour : 58
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

- 48 Mise à jour des délibérations afférentes aux logements de fonction

Pour : 58
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

Madame BOUALLAGA entre en séance.

- 49 Astreinte Police Municipale dans le cadre du Plan Communal de Sauvegarde

Pour : 59
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

- 50 Astreinte Police Municipale – Etat-major

Pour : 59
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

- 51 Astreinte plan communal de sauvegarde- Service sécurité civile

Pour : 59
Contre :
Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

52 Modification du tableau des effectifs

Pour : 56

Contre :

Abstentions : 3 (Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD et Cédric de SAINT-JOUAN)

Adopté à l'unanimité.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 21h10.

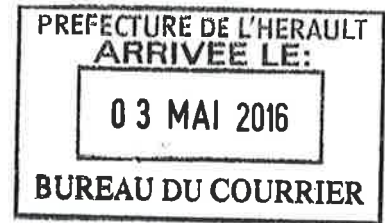


Conformément à l'article L212125 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte-rendu du Conseil Municipal est affiché en mairie sur les panneaux officiels prévus à cet effet sous huitaine.

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

DÉLIBÉRATIONS ET ANNEXES

Séance publique du jeudi 28 avril 2016



Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

Quartier Croix d'Argent Ecole d'Application de l'Infanterie Modalités de mise à disposition de l'étude d'impact

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et de la réforme de la carte militaire, l'Ecole d'Application de l'Infanterie (E.A.I.) a fermé ses portes à l'été 2010.

La Ville a décidé de répondre immédiatement en engageant de façon volontariste la transformation de ce site désaffecté pour le remobiliser au service du développement de la ville, de son rayonnement, de sa qualité de vie et de la création d'emploi.

Il s'agit là d'une opportunité exceptionnelle de réaménager un site stratégique de 35 hectares et certaines de ses fanges, au potentiel remarquable situé à moins d'un kilomètre à vol d'oiseau du centre-historique, doté d'un important patrimoine militaire et d'un vaste parc, auquel les montpelliérains témoignent d'un fort attachement.

Le projet constituera l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la municipalité en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle) avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, la réalisation de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

- Favoriser le recyclage de la ville par la mise en valeur des qualités existantes, de l'identité des lieux, la mémoire, l'histoire, les ambiances,... mais aussi en transformant, complétant et enrichissant cet existant pour offrir de nouvelles qualités de vie et d'habiter,

- Proposer un nouveau type "d'écosystème" par la réalisation d'un quartier de haute qualité environnementale avec des objectifs de préservation des ressources existantes, de sobriété énergétique, d'appropriation par les habitants de leur cadre de vie.
- S'inscrire dans la continuité des faubourgs en s'engageant dans une forme urbaine où se côtoie une diversité de mode d'habiter, où les activités s'imbriquent à l'habitat, où le nouveau se sédimente à l'ancien sans tout à fait l'effacer.
- Créer des nouvelles polarités, culturelles et économiques avec l'ancienne caserne, où se côtoieront activités innovantes, structures de formations mais aussi des commerces de proximité et de loisirs urbains et le parc Montcalm, lui aussi support sur plus de 20 ha d'une multitude d'activités de loisirs et de sports urbains.

En date du 6 avril 2012, la Ville de Montpellier a acquis auprès de l'Etat le foncier de l'ancienne EAI d'une superficie de 356.019 m².

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), l'opération de reconversion de l'E.A.I. sous la forme d'une concession d'aménagement.

Pour une bonne articulation du projet avec son environnement urbain, cette concession d'aménagement porte sur un périmètre opérationnel élargi. Elle prévoit, sur les terrains de l'ancienne EAI, la réalisation de 214.000 m² de surface de plancher dont 35 000 m² d'activités et de commerces, d'un programme d'équipements publics intégrant la création d'un parc d'au moins 20 hectares, des voies nouvelles et de tous les réseaux nécessaires à l'aménagement de la zone.

Monsieur le Maire rappelle que par délibération du 18 juin 2015, ont été précisés les objectifs et modalités d'une concertation préalable à la création d'une ZAC devant permettre cet aménagement.

En application des articles R. 122-1 et R.122-2 du Code de l'environnement, tenant les caractéristiques de la ZAC projetée, sa création doit être précédée d'une étude d'impact.

En application du Code l'environnement, le dossier présentant le projet et comprenant l'étude d'impact doit être soumis à l'avis de l'autorité environnementale (article L.122-1) et doivent être mis à la disposition du public avant toute décision d'autorisation, d'approbation ou d'exécution, l'étude d'impact relative au projet, la demande d'autorisation, l'indication des autorités compétentes pour prendre la décision et celle des personnes auprès desquelles peuvent être obtenus les renseignements sur le projet ainsi que, lorsqu'ils sont rendus obligatoires, les avis émis par une autorité administrative sur le projet (article L. 122-1-1).

Ces modalités de mise à disposition, dont la durée ne peut être inférieure à 15 jours, doivent être définies par l'autorité compétente pour prendre la décision et portées à la connaissance du public huit jours au moins avant le début de la mise à disposition.

Il convient donc de délibérer d'une part pour autoriser le Monsieur le Maire à saisir l'autorité environnementale et d'autre part pour fixer les modalités de la mise à disposition.

Il est proposé de mettre le dossier comprenant l'étude d'impact à la disposition du public en mairie de Montpellier, aux heures d'ouverture du public et pour une durée au moins égale à 15 jours. Durant toute cette durée, le public pourra formuler ses observations sur un registre.

Huit jours au moins avant le début de la mise à disposition, ces modalités seront portées à la connaissance du public par un avis précisant la date à partir de laquelle le dossier sera tenu à disposition et la durée de cette mise à disposition, les lieux, jours et heures où le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur le registre ouvert à cet effet.

Cet avis sera publié :

- par voie d'affiches sur les lieux du projet ;
- dans au moins deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département ;
- sur le site internet de la Commune.

Vu la délibération du 18 juin 2015 précisant les objectifs et modalités d'une concertation préalable à la création d'une zone d'aménagement concerté en vue de l'urbanisation du site de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie,

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L.122-1, L. 122-1-1 et R. 122-11,

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le maire à saisir pour avis l'autorité environnementale,
- d'approuver les modalités ci-dessus proposées de mise à disposition de l'étude d'impact de la future ZAC et de l'ensemble des éléments visés à l'article L.122-1-1 du Code de l'environnement,
- d'autoriser le maire, ou, à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 29 Avril 2016

Séance publique du jeudi 28 avril 2016



Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

MONTPELLIER GRAND CŒUR

Concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur 2013 - 2020

Ancienne caserne de gendarmerie

Avenant n°3

Approbation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis 2003, la Ville de Montpellier mène sur son centre-ville une intervention globale de renouvellement urbain dénommée « *Montpellier Grand Cœur* ». L'objectif global de l'opération est l'amélioration du cadre de vie pour ceux qui y habitent et y travaillent, en agissant principalement sur trois volets : le logement, le commerce et les équipements publics.

L'ensemble de ces actions nécessitant l'intervention d'un aménageur, une convention publique d'aménagement a été confiée dans un premier temps à la Société d'Aménagement de la Région Montpelliéraine (SERM). Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 (NB : suite à la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement). Sa durée, de 10 ans à l'origine, a été portée à 14 ans par avenant en mars 2012 pour mettre en œuvre et terminer dans de bonnes conditions le programme fixé par la Ville.

Dans un deuxième temps, une nouvelle concession d'aménagement a été confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), société publique locale (SPL), sur un territoire de centre-ville redéfini et agrandi, avec un nouveau programme établi à partir des potentialités foncières et immobilières identifiées sur ce secteur. Cette concession, dénommée « *Nouveau Grand Cœur 2013-2020* » a été approuvée par une délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013 puis signée le 3 décembre 2013.

Un avenant n°1 à la concession d'aménagement « Nouveau Grand Cœur 2013-2020 » a approuvé l'intégration d'une sous-opération sur les secteurs « *Moularès* » et « *Moulin des Sept Cans – Petit Train* » par une délibération du Conseil Municipal du 23 juillet 2015.

Un avenant n°2 a approuvé l'intégration d'une sous-opération sur les Halles Laissac par une délibération du Conseil Municipal du 5 novembre 2015.

Le périmètre d'intervention de la concession « Nouveau Grand Cœur 2013-2020 » intègre l'ancienne caserne de Gendarmerie située en bordure de l'avenue de Lodève et d'une superficie de 3 hectares.

Dès le départ de l'état-major de Gendarmerie, la Ville de Montpellier s'est engagée dans un processus de transformation en engageant une étude urbaine et une étude de capacité sur ce secteur et en intégrant dans la réflexion le Château de la Piscine. Cette étude a conclu à la possibilité de développer sur le terrain de l'ancienne gendarmerie une Surface de Plancher d'environ 37.500 m² comprenant une dominante de logements, des commerces et services de proximité et des locaux d'activité.

Parallèlement, le groupe Languedoc Mutualité, qui souhaite créer un grand pôle sanitaire mutualiste à Montpellier pour consolider son implantation historique en centre-ville et renforcer son positionnement, a manifesté son intention de développer un ambitieux projet d'extension, situé pour partie sur le terrain de l'ancienne Gendarmerie. En articulation avec la clinique Beausoleil existante, Languedoc Mutualité entend développer un programme de construction comprenant des services nouveaux (laboratoire, consultations externes, locaux administratifs, établissement de soins de suite) et le transfert et agrandissement de l'EHPAD des Violettes.

Ce projet est intéressant à plusieurs titres : il sera créateur d'emplois stables dans cette partie du territoire communal fragile et peu attractive dans ce domaine (près de 400 emplois supplémentaires implantés sur le site, dont 250 créations) et permettra un accès aux soins pour le plus grand nombre à l'heure où plusieurs cliniques quittent le centre de Montpellier, faute de foncier disponible.

Des discussions longues et complexes se sont tenues avec l'Etat durant les années 2014 et 2015 dans la perspective de l'acquisition par la Ville de cet ensemble immobilier de 3 hectares. Le principe de cette acquisition est aujourd'hui arrêté dans le cadre d'une cession par l'Etat à la Ville de cette emprise à l'euro symbolique.

Le programme d'aménagement prévisionnel envisagé sur ce secteur s'établit comme suit :

- 37.500 m² de surface de plancher (SDP) dont 16.600 m² d'activités et de commerces ;
- un parc longitudinal ;
- les ouvrages techniques nécessaires à la desserte et au raccordement des programmes immobiliers.

Cette opération d'aménagement viendra contribuer à l'extension du groupe scolaire Pape Carpentier.

Afin de permettre la mise en œuvre de ce programme, des études doivent préalablement être engagées (études hydrauliques, études géotechniques, diagnostics avant démolition, lancement d'un concours d'aménagement, etc.). Ces études nécessitent un savoir-faire, une expertise et des moyens spécifiques qui relèvent de la compétence d'une société d'aménagement telle que la SAAM, dont le périmètre d'intervention opérationnelle intègre l'ancienne caserne de Gendarmerie.

Dans la perspective d'assurer une mission globale d'aménagement et de s'adjoindre les compétences d'un ensemblier chargé de coordonner la réalisation d'équipements complexes et imbriqués dans un secteur en plein renouvellement, la Ville souhaite confier à la SAAM, par un avenant n°3 à la concession « Nouveau Grand Cœur 2013 - 2020 », l'aménagement du quartier selon le programme défini ci-avant.

Pour cela, l'avenant n°3 proposé aujourd'hui à l'approbation du Conseil municipal prévoit notamment :

- d'intégrer le programme d'aménagement prévisionnel du secteur de l'ancienne caserne de Gendarmerie, tel que défini ci-avant, en tant que sous-opération de la concession « Nouveau Grand Cœur 2013 - 2020 » concédée à la SAAM ;

- de confier à la SAAM aménageur les missions définies à l'article 2 du contrat de concession « Nouveau Grand Cœur 2013 – 2020 » telles que prévues initialement dans le contrat ;
- de modifier en conséquence le bilan de l'opération « Nouveau Grand Cœur 2013 - 2020 » et notamment la participation d'équilibre ;
- de modifier en conséquence la rémunération de la SAAM.

L'intégration de cette sous-opération à la concession « Nouveau Grand Cœur 2013 – 2020 » augmente le bilan global de la concession de 12.430.000 € HT.

Le total des dépenses de ce sous-bilan est de 12.430.000 € HT et correspond notamment aux frais d'études opérationnelles, aux travaux d'aménagement et immobiliers, aux frais de commercialisation et de conduite d'opération, aux frais financiers et de portage immobilier.

Le total des recettes de ce sous-bilan est lui aussi de 12.430.000 € HT et comprend notamment les reventes de charges foncières, les participations éventuelles d'autres collectivités, les subventions (Etat, autres collectivités, autres) ainsi qu'une nouvelle participation d'équilibre d'un montant de 660.000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le projet d'avenant n°3 à la concession d'aménagement « Nouveau Grand Cœur 2013-2020 » permettant de confier à la SAAM l'aménagement de l'ancienne caserne de Gendarmerie sise avenue de Lodève, joint à la présente délibération ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SAAM, joint à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 Avril 2016

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE:
03 MAI 2016
BUREAU DU COURRIER

SAAM

CR 01905 CC NOUVEAU GRAND COEUR CONSOLIDE

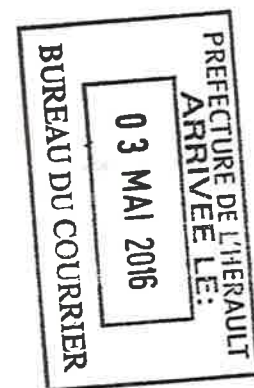
Régulé HT en KE - Arrêté au 31/12/2014

Concession : VILLE DE MONTPELLIER

Date de convention : 11/12/2013

Date de fin convention : 11/12/2020

	Bilan	2014			2015				2016					2017	2018	2019	2020	2021	2022	Bilan	
	Approuvé	Année	Cumul	Jan-Mars	Avr-Juin	Jui-Sept	Oct-Dec	Année	Jan-Mars	Avr-Juin	Jui-Sept	Oct-Dec	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Nouveau		
	DEPENSES	55 585	570	670	366	1 311	1 655	3 857	7 190	3 071	2 929	5 347	7 078	18 425	20 896	10 710	6 026	2 142	1 806	151	68 015
10	ETUDES	1 473	19	19	10	41	95	116	263	124	136	201	196	656	468	302	226	40			1 974
11	ACQUISITIONS AUPRES DU	2 709								208	208	208	421	1 045	832						2 709
12	ACQUISITIONS	27 379	307	307	241	1 108	1 292	3 210	5 851	1 332	1 332	3 181	3 376	9 221	10 489	866	707	39			27 479
13	TRAVAUX VRD	8 783								276	276	1 426	1 426	2 255	4 633	5 431	2 697	992	416		16 424
14	TRAVAUX BATIMENT	5 270	2	2	2	18	77	147	244	752	619	837	857	3 066	1 410	328	220				5 270
15	HONORAIRES sur TRAVAUX	1 685				8	20	61	97	69	73	157	145	444	772	925	569	216	114		3 137
17	REMUNERATION	6 118	241	341	97	128	143	241	609	220	208	393	460	1 280	1 732	1 427	1 150	597	106	1	7 244
18	FRAIS DIVERS	1 096			7	7	28	79	121	90	77	94	96	357	283	219	184	62	3		1 230
19	TVA NON RECUPERABLE																				
20	FONDS DE CONCOURS																		1 155		1 155
21	FRAIS FINANCIERS SUR CT	55	1	1				5	5				21	21	5	31			4		66
22	FRAIS FINANCIERS SUR MT/LT	1 016											80	80	273	348	273	196	11	147	1 327
	RECETTES	55 585	500	500	110	144	357	1 512	2 123	1 155	1 655	3 735	2 875	9 420	19 138	19 053	14 849	2 563		369	68 015
30	LOYERS	1 464				34	77	84	195	75	75	75	75	302	316	278	217	156			1 464
31	Récupération charges locatives																				
50	VENTES DE TERRAINS ET	25 370			110	110	110	440	747	747	1 708	1 708	4 910	12 566	10 248	8 977					37 141
51	Cessions à co contractant																				
52	VENTES DE BATIMENTS	18 108						85	85	25	25	528	528	1 106	3 954	6 505	4 461	1 996			18 108
53	PARTICIPATIONS																				
55	PARTICIPATION CONCÉDANT	10 643	500	500			170	1 233	1 403	308	808	1 423	563	3 102	2 302	2 022	1 194	411		369	11 303
56	PRODUITS FINANCIERS																				
57	REMBOURSEMENTS DIVERS																				
58	PRODUITS DIVERS																				
	RESULTAT		-70	-170	-256	-1 167	-1 298	-2 346	-5 067	-1 916	-1 274	-1 612	-4 203	-9 005	-1 758	8 343	8 823	421	-1 806	218	
	AMORTISSEMENTS	27 000						4 000	4 000	1 000	1 000	500	4 000	6 500	5 500	2 817	4 366	4 995	321		28 500
60	AMORTISSEMENT EMPRUNT	12 000													1 500	2 817	4 366	4 995	321		13 500
62	remboursement avances	12 500						4 000	4 000				4 000	4 000	4 000			500			12 500
64	REMBOURSEMENT AVANCES	2 500								1 000	1 000	500		2 500							2 500
65	VERSEMENT AVANCE A																				
67	DEBITEURS CREDITEURS																				
69	VERSEMENT AVANCE à																				
90	FLUX DE TVA																				
92	SECTEUR NORD ECUSSON																				
	MOBILISATIONS	27 000			500	1 000	1 000	9 000	11 500	4 000	500		5 500	10 000	7 000						28 500
70	MOBILISATION EMPRUNT	12 000						5 000	5 000				5 500	5 500	3 000						13 500
72	MOBILISATION AVANCE	12 500						4 000	4 000	4 000	500			4 500	4 000						12 500
74	AVANCES RECUES OPERATION	2 500			500	1 000	1 000		2 500												2 500
77	DEPOTS ET																				
78	Remboursement avances versées																				
91	crediteurs divers																				
	FINANCEMENT				500	1 000	1 000	5 000	7 500	3 000	-500	-500	1 500	3 500	1 500	-2 817	-4 366	-4 995	-321		
	TRESORERIE		-177		74	-93	-391	2 263	2 263	3 347	1 573	-539	-3 242	-3 242	-3 500	2 026	6 483	1 908	-218		



**Société d'Aménagement
de l'Agglomération de Montpellier
S.A.A.M.**



**CONCESSION D'AMENAGEMENT
NOUVEAU GRAND CŒUR 2013-2020**

AVENANT n° 3

ENTRE

LA VILLE DE MONTPELLIER, ayant son siège social, 1 Place Georges Frêche 34267 Montpellier,

Représentée par Philippe SAUREL, Maire de la Ville de Montpellier, agissant en vertu d'une délibération n°.... du Conseil Municipal en date du, reçue en Préfecture de l'Hérault le

et désignée dans ce qui suit par « la Collectivité »

d'une part,

ET

La Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier, Société publique locale d'aménagement au capital de 1 770 000 euros, inscrite au R.C.S. de Montpellier sous le n°531 130 716, dont le siège social est situé en l'Hôtel de Montpellier Agglomération, sis au 50 place Zeus – CS 39556, 34961 Montpellier cedex 2,

Représentée par Monsieur Christophe PEREZ, agissant aux présentes :

- Tant en sa qualité de Directeur Général, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du Conseil d'administration de ladite société, en date du 18 septembre 2014,
- Qu'en vertu des pouvoirs résultant tant de la dite délibération que des dispositions de l'article 21 des statuts,

et désignée dans ce qui suit par la « la Société »

D'autre part.

EXPOSE

La Ville de Montpellier a confié à la SAAM une concession d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Nouveau Grand Cœur ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil Municipal le 7 octobre 2013, reçue en Préfecture le 14 octobre 2013, signée le 3 décembre 2013, reçue en Préfecture le 10 décembre 2013 et notifiée à la SAAM le 10 décembre 2013.

L'opération Montpellier Nouveau Grand Cœur se décline en 3 volets :

- le logement : production de logements neufs et réhabilitation du parc de logements indécents ou insalubres.
- le commerce et l'activité économique : dynamiser le commerce et l'artisanat sur de nouveaux secteurs
- les équipements publics : améliorer le cadre de vie par la création d'équipements, le renforcement de l'offre de services municipaux, l'aménagement des espaces publics et la mise en valeur du patrimoine.

Le programme de la concession établi sur une période de 7 ans prévoit :

- de remettre sur le marché 1350 logements dont 360 logements sociaux,
- de remettre sur le marché 50 locaux commerciaux et / ou d'activités pour une surface de 4 600 m²,
- la relocalisation des étaliers de la halle Laissac et sa démolition.

Par avenant n°1, approuvé par délibération du Conseil Municipal du 23 juillet 2015, enregistrée en Préfecture le 29 juillet 2015, la Ville de Montpellier a intégré les programmes prévisionnels d'aménagement des :

- secteur Moularès : environ 20 000 m² SdP (logements, activités, commerces),
- secteurs « Moulin des Sept Cans, Petit train : environ 23 000 m² SdP (logements, activités, commerces).

Par avenant n°2 approuvé par délibération du Conseil Municipal du 5 novembre 2015, enregistrée en Préfecture le 16 novembre 2015, la Ville de Montpellier, compte tenu des travaux de sécurité et de remise aux normes qu'il conviendrait de réaliser sur la halle et le parking Laissac, en a décidé sa démolition et la relocalisation temporaire des étaliers. Pour ce faire la ville a confié à la SAAM ces missions.

De plus, l'évolution du programme de la concession d'aménagement a entraîné une modification de la participation publique à l'équilibre de l'opération.

Par ailleurs, à l'ouest du périmètre de la concession Nouveau Grand Cœur, dans le cadre de sa poursuite de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a décidé de lancer une opération sur un secteur le long de l'avenue de Lodève et sur le site en cours de reconversion de l'ancienne gendarmerie dans le quartier de Celleneuve.

L'objectif recherché par la Ville de Montpellier consiste à :

- Renouveler le quartier sur un principe de mixité urbaine et sociale,
- Garantir une ouverture urbaine avec les quartiers alentours,
- Conférer au quartier une image plus urbaine, en rapport avec sa proximité du Centre-Ville,
- Assurer le renouvellement et le maintien de l'offre de services de proximité,
- Redéfinir le rapport entre les espaces affectés à l'automobile et aux modes doux,
- Développer des espaces publics de qualité, supports d'animations,
- Valoriser la qualité paysagère du site.

Une étude globale, sur le quartier a été réalisée par une équipe pluridisciplinaire composée de l'agence d'urbanisme Traverses, de l'architecte du patrimoine Régis Nebout et du bet Vanel. Elle conclut sur la possibilité de construire sur le site de l'ancienne gendarmerie d'une superficie de 3 hectares environ :

- 23 000 m2 de sdp comprenant une dominante de logements, des commerces et services de proximité et des locaux d'activités,
- 14 500 m2 de sdp comprenant une extension de la clinique beau et un EHPAD

Languedoc Mutualité souhaitant conserver l'implantation historique de la clinique dans ce secteur de la Ville.

Il s'agit donc d'intégrer ce programme au contrat de la concession Nouveau Grand Cœur, de préciser les missions et les conditions de rémunération de la SAAM.

Tel est l'objet du présent avenant n°3 à la concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur.

CELA EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 – PROGRAMME DE L'OPERATION

L'article 1.2 du contrat de concession est complété comme suit :

« Le programme de l'opération intègre l'opération de reconversion de l'ancienne caserne de gendarmerie, située à l'ouest du périmètre de l'opération Nouveau Grand Cœur, représentant une surface de 3 ha environ.

Ce secteur fera l'objet d'une sous-opération d'aménagement dont le programme prévisionnel comprend la réalisation :

- de 37 500 m² SDP de logements accompagnés d'activités (clinique, EHPAD et commerces)
- des espaces et équipements publics nécessaires à la desserte et aux raccordements des programmes immobiliers,
- les ouvrages d'assainissement nécessaires à la réalisation du programme ».

Le bilan financier joint au présent avenant se substitue au bilan financier précédemment approuvé.

ARTICLE 2 – MISSIONS DE L'AMENAGEUR

Les missions de l'aménageur visées à l'article 2 du contrat de concession confié à la Société sont précisées comme suit :

« Secteur reconversion de l'ancienne caserne de gendarmerie » :

Ce secteur étant intégré dans le périmètre d'une future opération d'aménagement, ce secteur fera l'objet d'un suivi financier spécifique et d'un sous-bilan financier dédié.

La société exercera sur ce secteur l'ensemble des missions visées à l'article 2 du contrat de concession.

ARTICLE 3 – DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT

L'alinéa 2 de l'article 4 de la convention est modifié comme suit :

« L'expiration de la concession d'aménagement est fixée au 31 décembre 2022. »

ARTICLE 4 – REMUNERATION DE L'AMENAGEUR

Tenant compte de la modification de programme définie à l'article 1 au présent avenant, ainsi que les missions complémentaires définies par l'article 2 au présent avenant, la rémunération de la société définie à l'article 23 du contrat de concession est complétée comme suit :

L'article 23.2.5.2 Rémunération pour le suivi de l'ensemble des études et travaux est complété comme suit :

Rémunération forfaitaire spécifique pour la mission <i>Etudes préalables/montage</i> sur l'année 2016	38 000 € HT
---	-------------

Rémunération forfaitaire annuelle pour la mission <i>Pilotage coordination spécifiques</i> sur le secteur « Reconversion de l'ancienne gendarmerie ».	32 000 € HT
---	-------------

L'article 23.2.7 Liquidation de l'opération est complété comme suit :	50 000 € HT
---	-------------

Complément de rémunération *de liquidation* pour le secteur « Reconversion de l'ancienne caserne de gendarmerie » :

ARTICLE 5 – PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITE AU COUT DE L'OPERATION

L'article 19.4 de la convention est modifié comme suit :

« En application de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, le montant prévisionnel de la participation du CONCEDANT est fixé à 11 303 240 €, répartie comme suit :

- 8 620 240 € (hors champ de TVA) : cette participation en numéraire de la Collectivité fera l'objet de versements par tranches annuelles définies en fonction des besoins tels qu'ils apparaissent sur les prévisions budgétaires actualisées et évaluées aux montants suivants.
- 2 496 000€ HT de participation en nature comme définie ci-dessous
- 2.683.000 € HT et 536.600 € de TVA aux taux en vigueur **soit 3.219.600 € TTC** affectés à la relocalisation des étaliers de la halle Laissac et à la démolition du bâtiment seront versés par le biais d'une participation financière.

Pour la partie de participation versée en nature, et en application de l'article L. 300-5, le montant de la participation de la collectivité pour l'aménagement de ces secteurs est évaluée à 2 496 000€ HT.

Ce montant correspond à l'apport par la collectivité des biens dont la collectivité est actuellement propriétaire et dont les numéros cadastraux sont les suivants :

- EY 156
- EY 161
- EZ 159
- EZ 158
- EZ 152
- EZ 154
- EZ 175

Cette estimation pourra l'objet d'une révision à la hausse ou à la baisse suivant l'évaluation du service des domaines qui sera sollicitée par l'aménageur.

Ainsi le montant de la participation pourra être révisé par avenant au contrat de concession d'aménagement ».

Le reste de l'article demeure sans changement.

ARTICLE 6 – INTANGIBILITE DES CLAUSES

Toutes les clauses de la convention initiale et de ses avenants successifs non modifiées par le présent avenant demeurent applicables.

ARTICLE 7 – ENTREE EN VIGUEUR

Le présent avenant prendra effet à compter de la notification qui sera faite, par la Collectivité à la Société, de la date à laquelle le présent avenant aura été reçu par le représentant de l'Etat.

A Montpellier, le
En trois exemplaires originaux

La Société

Monsieur Christophe PEREZ
Directeur Général

Pour la Collectivité

Monsieur Philippe SAUREL
Maire de Montpellier

Annexes :

- Plans de périmètres
- Bilan financier prévisionnel

Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

QUARTIER CEVENNES PRU CEVENNES - Petit Bard Prorogation de la Déclaration d'Utilité Publique - Phase 2

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le projet de rénovation urbaine du Petit Bard, dans sa première phase opérationnelle destinée à permettre la démolition du bâtiment A de l'ancienne copropriété « Petit Bard » et la restructuration des espaces libres, avait été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral en date du 14 mai 2007.

Afin de poursuivre la mise en œuvre opérationnelle du quartier le projet de rénovation du quartier et particulièrement les opérations de reconstruction-démolition, il a été nécessaire de solliciter en 2011, auprès de Monsieur le Préfet, une nouvelle Déclaration d'Utilité Publique (DUP). Déclarée d'intérêt général lors du Conseil Municipal du 21 juin 2011, la 2^{ème} phase du PRU Cévennes – Petit Bard a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de DUP en date du 11 juillet 2011, pour une durée de cinq ans.

La DUP – Phase 2 arrivant à échéance le 11 juillet 2016, il convient de demander à Monsieur le Préfet sa prorogation, pour pouvoir procéder aux dernières acquisitions foncières nécessaires à la finalisation de l'opération de rénovation urbaine du quartier Petit Bard.

L'article L.121-5 du Code de l'Expropriation dispose qu' « *un acte pris dans la même forme peut proroger une fois les effets de la déclaration d'utilité publique pour une durée au plus égale à la durée initialement fixée, lorsque celle-ci n'est pas supérieure à cinq ans* ». En application de la jurisprudence (CE, 14 avril 1999, Assoc. de défense des propriétaires et exploitants agricoles du Technopole de château), la demande de prorogation doit être précédée par une délibération de l'organe délibérant qui a sollicité la prise de la DUP initiale.

En conséquence, afin de pouvoir finaliser l'opération de rénovation urbaine « PRU Cévennes - Petit Bard », il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la demande de prorogation pour une période de 5 ans de la DUP auprès de Monsieur le Préfet, suivant les dispositions de l'article L.121-5 du Code de l'Expropriation ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 Avril 2016

Séance publique du lundi 20 juin 2011

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE:

29 JUIN 2011

BUREAU DU COURRIER

Convoqué le mardi 14 juin 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 20 juin 2011 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amna BENOUCARGHA, JAFFIOL, Stéphanie BLANCHET, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Andrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTHIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAHLIE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOLI, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mairie-Josée AUGIE-CAUMON, Nicole BIGAS, Magalie COUVERT, Gérard LANNELONGUE, Mustapha MAHDOUL, Robert SUBRA

Absents :

Martine PETITOU.

Quartier CEVENNES Projet de Rénovation Urbaine Cévennes - Petit Bard 2ème phase opérationnelle Déclaration de Projet

Au nom de la commission, Philippe SAUREL rapporte :

Le projet du Petit Bard, dans sa première phase opérationnelle destinée à permettre la démolition du bâtiment A de l'ancienne copropriété dite du Petit Bard et la restructuration des espaces libres, a été déclaré d'utilité publique par le Préfet selon arrêté préfectoral en date du 14 mai 2007.

Pour poursuivre le projet de rénovation urbaine du quartier et tout particulièrement les opérations de reconstruction démolition, il a été nécessaire de solliciter de Monsieur le Préfet une nouvelle DUP, afin de permettre à la Ville ou à son concessionnaire de poursuivre l'acquisition des bâtiments à démolir en totalité -- les plus hauts (Tour H et bâtiment F de l'ancienne copropriété dite du Petit Bard) -- ou partiellement -- pour ouvrir le quartier (bâtiments D et G de l'ancienne copropriété dite du Petit Bard) -- et du foncier nécessaire à la réalisation des opérations de résidentialisation. La DUP portera également sur la copropriété Apollinaire pour la mise en œuvre du programme de résidentialisation et du volet commercial du projet de rénovation urbaine.

Cette deuxième étape du projet portée par la Ville est de nature à modifier de façon substantielle, par son importance et sa nature, le cadre de vie de ce quartier.

En conséquence, conformément aux dispositions de l'article L.300-2 du Code de l'urbanisme, lors de sa séance du 3 mai 2010, le Conseil municipal a déterminé les objectifs de cette opération et défini les modalités de concertation du public préalablement à la mise en place d'une déclaration d'utilité publique.

La concertation s'est déroulée du 15 juin inclus au 6 juillet 2010 inclus selon les modalités arrêtées par le Conseil municipal.

Par délibération du Conseil Municipal en date du 26 juillet 2010, Madame le Maire a été autorisée à solliciter Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, aux fins d'ouverture de l'enquête d'Utilité Publique.

Le 20 janvier 2011, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault a pris l'arrêté n° 2011- 01-169 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de rénovation urbaine 2^{ème} phase du Petit Bard, dans le quartier Cévennes sur la commune de Montpellier. **Cette enquête s'est déroulée du lundi 7 février 2011 au jeudi 10 mars 2011.**

En application de l'article L.126-1 du code de l'environnement, lorsqu'un projet a fait l'objet d'une enquête publique en application de l'article L.123-1 du même code, « *l'organe délibérant de la collectivité territoriale responsable du projet se prononce, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération projetée* ». Ce même article ajoute que la déclaration de projet doit comporter les motifs et considérations qui justifient son caractère d'intérêt général, ainsi que, le cas échéant, les modifications apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique et des observations émises.

La présente délibération a pour objet de répondre au dit article.

1. Motifs et considérations justifiant l'intérêt général de l'opération

Cette deuxième phase opérationnelle s'inscrit pleinement dans les objectifs généraux du projet de rénovation urbaine décrit précédemment. Il s'agit plus particulièrement de :

- permettre la démolition des bâtiments les plus hauts : bâtiment F et H (11 étages et 18 étages),
- permettre la démolition des bâtiments qui enclavent le quartier : bâtiment D1 à D6 et D16 à D17 et bâtiment G1 à G2 et G8,
- poursuivre le désenclavement du quartier par le dévoiement de l'axe principal de transit de la rue Paul Rimbaud vers l'avenue du Petit Bard qui passera en double sens,
- permettre la reconstitution de logements dans un objectif de mixité de produits : libre, en accession et social,
- permettre la résidentialisation de toutes les copropriétés : n°1 (bâtiment I), n°2 (bâtiment G3 à G7), n°3 (bâtiment E), n°4 (bâtiment D7 à D15), n°5 (bâtiment C1), n°6 (bâtiment C2), n°7 (bâtiment C3) et Guillaume Apollinaire (bâtiment B), par la création de parkings privés,
- requalifier les espaces publics,
- permettre la reconstruction de logements sur les emprises ainsi libérées, indispensable au relogement d'une partie des habitants concernés par les démolitions d'immeubles.

2. Conclusions des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique

Le 12 avril 2011, Monsieur Louis SERENE, fonctionnaire de l'Équipement, retraité, désigné par le Tribunal Administratif en qualité de président de la commission d'enquête, Monsieur Bernard BOULLET, Ingénieur du Conservatoire National des Arts et Métiers, retraité, en qualité d'assesseur et Monsieur André TRABAUD, Ingénieur Ecole Centrale, retraité, en qualité d'assesseur, ont remis le rapport et les conclusions de la commission d'enquête à la Préfecture, soulignant l'intérêt du projet engagé et assortis **d'un avis favorable à l'opération considérée, accompagné de trois recommandations :**

- *Pour compléter les dispositions prises pour atteindre l'objectif de mixité sociale :*
 - Opérer un plus grand renouvellement de la population résidente à l'occasion des relogements,
 - Étudier des dispositifs qui permettraient d'éviter la sur-occupation des logements et/ou leur subdivision en sous-logements (clause dans les règlements de copropriété),
 - Rechercher des partenariats avec les organismes de facilitation de la vie des étudiants (CROUS,...) afin de pouvoir leur proposer l'accès à des logements de la résidence Petit Bard.
- *Concernant l'aspect architectural, le désenclavement du quartier et la sécurisation des espaces publics :*
 - La commission d'enquête préconise fortement la création d'intervalles, ou tout au moins de transparences en rez-de-chaussée, dans les barres d'immeubles devant être reconstruits, en particulier l'îlot des Trolles et les futurs immeubles en façade de la rue du Petit Bard.
- *Concernant l'aspect environnemental et économique :*
 - La commission préconise la réutilisation sur place, après tri et revalorisation, d'un maximum de matériaux de démolition.

Ces recommandations ne sont pas de nature à modifier le projet soumis à enquête publique, la Ville étudie déjà leur prise en compte dans les prochaines étapes de mise en œuvre du projet.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'adopter la déclaration de projet relative à la réalisation du Projet de Rénovation Urbaine Cévennes – Petit Bard ;
- de prononcer l'intérêt général de la 2^{ème} phase opérationnelle du Projet de Rénovation Urbaine Cévennes – Petit Bard ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte,

Pour être en conformité, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 21/06/2011



PRÉFET DE L'HÉRAULT

Direction des Relations avec les Collectivités Locales
Bureau de l'Environnement
DRCL / 3 BC

Le Préfet de la région Languedoc-Roussillon
Préfet de l'Hérault

Arrêté n°2011-I-1538

Ville de Montpellier ou son concessionnaire la SERM

PRU CEVENNES -PETIT BARD – 2ème phase : Démolition du Bât A et restructuration des espaces libres.

- DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 122.1 à L 123.16, L.126.1 et R126.4

VU l'arrêté préfectoral n° 2011-I-169 du 20 janvier 2011 ouvrant l'enquête publique, préalable à la déclaration d'utilité publique du Projet de Rénovation Urbaine Cévennes-Petit Bard-2ème phase par la ville de Montpellier ou son concessionnaire la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM);

VU le dossier soumis à enquête publique entre le 7 février 2011 et le 10 mars 2011 et les pièces constatant l'accomplissement des formalités de publicité ;

VU les conclusions favorables de la commission d'enquête remises le 12 avril 2011 ;

VU la déclaration de projet sur l'intérêt général du Projet de Rénovation Urbaine (PRU) Cévennes-Petit Bard 2ème phase prononcée par délibération du Conseil Municipal de Montpellier du 21 juin 2011;

VU la décision n° 4792 de Madame le Maire de Montpellier en date du 10 janvier 2008 rendant la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) délégataire du droit de préemption urbain renforcé sur les copropriétés du Petit Bard dans le cadre de la concession d'aménagement que la ville et la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) ont signé le 9 mai 2007 par laquelle la ville lui a confié, suite à la délibération du Conseil Municipal de Montpellier en date du 26 mars 2007, la mission de mener à bien le programme de rénovation urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard Pergola) ;

VU l'exposé des motifs et des considérations justifiant le caractère d'utilité publique de cette opération joint au présent arrêté ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Hérault.

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{er} -

Est déclarée d'utilité publique la 2^{ème} phase du Projet de Rénovation Urbaine, quartier Cévennes-Petit Bard, situé sur la commune de Montpellier par la ville de Montpellier ou son concessionnaire la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

ARTICLE 2 -

Les expropriations éventuellement nécessaires à l'exécution du projet susvisé devront être réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 3 -

Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage à la mairie de Montpellier pendant un mois aux endroits prévus à cet effet;

ARTICLE 4 -

Conformément à l'article L.11-5-1 du Code de l'expropriation, la DUP emporte retrait des emprises expropriées des immeubles soumis à la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis.

ARTICLE 5 -

En application des dispositions des articles R.421-1 et R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans le délai de deux mois à compter de sa publication

ARTICLE 6 -

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de l'Hérault, Mme le Maire de Montpellier, Monsieur le Directeur de la SERM, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault

Montpellier, le **11 JUL 2011**
Pour le Préfet

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général


Patrice LATRON



PRÉFET DE L'HÉRAULT

Vo, merci

h

Direction des Relations avec les Collectivités Locales
Bureau de l'Environnement
Téléphone : 04.67.61.61.61
Télécopie : 04.67.02.25.46

Montpellier, le

11 JUIL 2011

Exposé des motifs et des considérations justifiant le caractère d'intérêt général du projet de rénovation urbaine 2ème phase Quartier Cévennes Petit Bard

I – Présentation du projet :

Ce projet s'inscrit dans la continuité de la première déclaration d'utilité publique de 2007 qui avait permis d'engager la démolition d'un bâtiment, le relogement de ses habitants ainsi que l'aménagement des espaces extérieurs.

La nouvelle déclaration d'utilité publique permettra de poursuivre l'acquisition des bâtiments à démolir en totalité ou partiellement, la construction de logements ainsi que l'aménagement de voiries, de parkings et d'espaces extérieurs.

L'intérêt prioritaire de ce projet réside dans la recherche d'une mixité résidentielle et fonctionnelle, vecteur de mixité sociale et d'intégration. De plus l'amélioration des infrastructures, la création de nouveaux équipements collectifs et la réhabilitation des habitats non démolis contribueront à améliorer la qualité de vie des habitants. Cette deuxième étape est de nature à modifier de façon substantielle la vie de ce quartier.

II – Enquête publique :

L'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique numéro deux du projet de rénovation urbaine Petit Bard «deuxième phase»: démolition de bâtiments, restructurations et aménagements, résidentialisation des copropriétés conservées s'est déroulé du 7 février 2011 au 10 mars 2011.

A l'issue de cette enquête, le collège de commissaires enquêteurs désigné par le Tribunal Administratif de Montpellier a rendu un avis favorable à la réalisation de ce projet par la ville de Montpellier, qui a délégué l'aménagement de cette zone à son concessionnaire la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM).

III Objectifs répondant à une meilleure préservation de l'environnement :

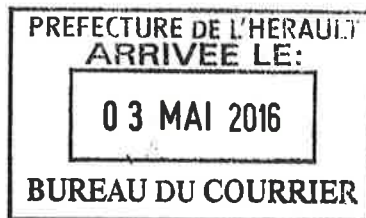
Le projet étant situé en zone urbaine les enjeux environnementaux sont limités. Les aménagements des espaces extérieurs, la restructuration du bâti et l'aménagement du quartier auront un effet positif sur le cadre de vie et par voie de conséquence sur les conditions de vie des habitants de ce quartier.

Les mesures proposées par l'étude paraissent appropriées à une réduction notable des impacts du projet en phase chantier (bruit, vibration, poussières, déchets). Les logements actuels présentent un tel caractère de vétusté qu'ils ne correspondent plus aux normes sanitaires requises. Ainsi, l'opération de renouvellement urbain, qui contribuera à pallier cet inconvénient majeur, apportera un impact positif dans la vie des habitants de ce quartier.

III – Conclusion :

Pour les motifs exposés l'intérêt général de ce projet est reconnu et la déclaration d'utilité publique peut être prononcée.

Séance publique du jeudi 28 avril 2016



Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

CONCESSION D'AMENAGEMENT MONTPELLIER GRAND COEUR

Opération 31 Cours Gambetta

Agrément de candidature de la SOCIETE FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES (SFHE), société anonyme d'habitations à loyer modéré

Modification de programme

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une concession d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et la redynamisation du commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ». Cette concession a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003.

En date du 17 décembre 2012, la Ville a approuvé par délibération du Conseil municipal n°2012/587 la candidature de la Société française des habitations économiques (SFHE), société anonyme d'habitations à loyer modéré en vue de la cession d'un immeuble afin de permettre la réalisation d'une opération de logements collectifs en Prêt locatif à usage social (PLUS) et Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), et ce afin de répondre aux besoins de relogements.

Le projet s'est trouvé bloqué suite à une étude de sols révélant une pollution, le bâtiment ayant accueilli auparavant une station-service. Cette situation a engendré un retard dans le lancement de l'opération ainsi qu'un coût plus élevé, rendant impossible l'opération initialement prévue de 14 logements PLUS/PLAI, au regard du financement de ces types de logement.

A ce jour, seule une opération en logements en Prêt locatif à usage social (PLS) permet de trouver un équilibre financier tout en maintenant des loyers raisonnables.

La SERM sollicite ainsi un nouvel agrément portant sur le changement de programme.

- Dénomination du candidat : Société française des habitations économiques (SFHE),
1175, petite route des Milles
13547 AIX-EN-PROVENCE cedex 4
- Localisation : 31 cours Gambetta
34 000 MONTPELLIER
- Parcelle cadastrée : HW0030 d'une surface totale de 531 m²
- Nature des projets : Réhabilitation et surélévation d'un immeuble R+3
14 logements collectifs en PLS, 9 places de stationnement en RDC - 1 commerce
- Surface des projets : 713.40 m² SU

En conséquence, il vous est proposé :

- d'approuver la candidature de la Société française des habitations économiques (SFHE) pour le changement de programme et la réalisation d'une opération de logements collectifs PLS sur le bien situé au 31 cours Gambetta,
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 29 Avril 2016

Séance publique du jeudi 28 avril 2016



Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALE, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne – Rive gauche Modification du programme des équipements publics

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

D'une superficie de 9 hectares, la zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne – Rive gauche est localisée entre le Lez à l'ouest, l'avenue Raymond Dugrand à l'est, le quartier Jacques Cœur au nord et l'autoroute A9 au sud. Elle s'inscrit également dans la continuité du projet urbain de Port Marianne, son schéma directeur paysager ainsi que dans le plan de composition de l'avenue Raymond Dugrand établi par Architecture Studio.

Par délibération du 26 mars 2007, le Conseil municipal a défini les objectifs et les modalités de concertation relatifs à la réalisation de la ZAC. A l'issue d'une procédure de concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre, une équipe pluridisciplinaire a été désignée pour assurer la conception, la réalisation et le suivi architectural et urbain de cette opération. Elle se compose de l'agence d'architecte-urbanistes Pierre Tourre (architecte-urbaniste en chef), du paysagiste Marc Richier, et du bureau d'études environnemental TRIBU.

Le 4 février 2008, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC Port Marianne – Rive gauche, ainsi que le bilan de la concertation à laquelle elle a donné lieu. Le 22 décembre 2008, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a décidé de concéder les études et la réalisation de ce quartier à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

Au terme du montage du dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – Rive gauche, une nouvelle phase de concertation a été organisée sur ce dossier. Par délibération du 14 décembre 2009, le Conseil municipal a approuvé le bilan complémentaire et définitif de cette concertation et a arrêté le dossier de réalisation correspondant, ce dernier incluant le programme d'équipements publics de la ZAC (PEP).

C'est à partir de 2011 que la phase opérationnelle a pu être engagée avec la construction des premiers lots. L'ensemble de ce quartier totalisera à terme environ 1 200 logements ainsi que des commerces, des locaux

d'activités, des bureaux, le tout réparti sur treize lots. A ce jour, plusieurs lots sont désormais livrés pour un total d'environ 200 logements et cinq autres lots sont en cours de construction.

Le développement de ce quartier, dont la Ville de Montpellier est à l'initiative, vient en réponse à la croissance démographique et au besoin important en logements nouveaux pour accueillir la population supplémentaire. Cette croissance démographique est aujourd'hui caractérisée par un solde naturel positif, ce qui vient renforcer les besoins en structures destinées à accueillir les enfants (groupes scolaires, crèches).

Afin de répondre à ces besoins, la Ville de Montpellier engage, lorsque cela est nécessaire, la construction des équipements publics requis. C'est ainsi qu'en l'espace de deux ans, deux groupes scolaires supplémentaires ont été construits sur le quartier Port Marianne : le groupe scolaire Chengdu a été inauguré en septembre 2013 (10 classes) et le groupe scolaire André Malraux en septembre 2015 (15 classes).

En ce qui concerne la petite enfance, les études ont montré la nécessité d'offrir à la population, à l'horizon de 2018, une structure multi-accueil d'environ 70 berceaux. La ZAC Rive gauche, constituant au sein du quartier Port Marianne le secteur le plus approprié pour accueillir ce type de structure, il est en conséquence nécessaire de modifier au préalable le programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Rive gauche afin d'y intégrer ce projet de création de crèche.

Le programme propre à cette crèche est le suivant :

- capacité d'accueil de 72 enfants en accueil collectif, avec une tolérance de 10 % (soient 80 enfants au total) ;
- structure composée de trois unités de vie répartissant les enfants en trois groupes selon leur âge : bébés, moyens et grands ;
- ces unités de vie s'articuleront autour de salles communes et d'activités ainsi que de cours extérieures et de locaux techniques.


En conséquence, il est aujourd'hui proposé de modifier le programme des équipements publics (PEP) de la ZAC Port Marianne – Rive gauche afin d'y intégrer la réalisation d'un nouvel équipement public tel que défini ci-dessus.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'approuver le programme des équipements publics de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Rive gauche tel que proposé en annexe de la présente délibération,
- de procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage, conformément aux dispositions des articles R.311-5 et R.311-9 du code de l'urbanisme,
- de dire que le programme des équipements publics de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Rive gauche sera tenu à la disposition du public à la mairie de Montpellier, aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

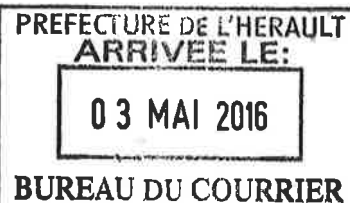
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 29 Avril 2016

PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS



La ZAC Port Marianne - Rive gauche s'insère dans un vaste projet urbain qui s'étend sur 600 hectares à l'est du territoire communal et qui doit permettre à terme d'accueillir plus de 30 000 nouveaux habitants, dans un cadre soucieux de qualité et de mixité exemplaire, tant urbaine, sociale, qu'environnementale.

Ce quartier de 9 hectares s'inscrit dans la continuité du projet de Port Marianne et de ses façades sur le Lez, après les quartiers Consuls de Mer, Richter et Jacques Cœur.

Le programme prévisionnel des constructions de la ZAC intègre une volonté forte de créer un développement social harmonieux, réaliser des équipements publics adaptés, desservis par des transports en commun performants, dans un souci de mixité des usages et de limitation des ressources énergétiques.

Ces objectifs font de cette ZAC un quartier durable proposant une approche contextuelle qui permet, à partir d'analyses très fines du site, d'aboutir depuis le schéma d'aménagement, à une conception bioclimatique des bâtiments.

La ZAC Port Marianne – Rive gauche contribue au développement des équipements publics de Port Marianne, et bénéficie des équipements publics structurants programmés ou existants et dont la vocation dépasse les besoins des futurs habitants et usagers du futur quartier.

1. EQUIPEMENTS PUBLICS EXISTANTS OU PROJETES DONT L'AIRE D'INFLUENCE INCLUT LA ZAC PORT MARIANNE – RIVE GAUCHE

1.1 Équipements existants

Plusieurs équipements existants se situent à proximité du quartier Port Marianne - Rive gauche et bénéficieront aux futurs habitants et usagers du quartier :

Équipements structurants

- L'hôtel de ville, son parc de 4 ha et son parking public de 700 places situés sur la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer et inaugurés en 2011 ;
- Le pont André Lévy au-dessus du Lez achevé en 2014 reliant l'avenue Théroigne de Méricourt à la rue des Acconiers réaménagée puis l'avenue du Pont Trinquat élargie à l'horizon de l'automne 2016 situées dans son prolongement ;
- Le parking public de 450 places réalisé dans le cadre du programme de l'îlot H (« *La Mantilla* ») sur la ZAC Port Marianne - Jacques Cœur le long de l'avenue Raymond Dugrand pour satisfaire aux besoins en stationnement liés notamment au développement commercial prévu sur l'avenue.

Équipements sportifs, culturels et de détente

Le quartier Port Marianne est structuré et ponctué par de nombreux espaces verts, parcs publics de détente et de promenade qui participeront étroitement à la qualité de vie des quartiers qui le composent. Le schéma de secteur est accompagné d'un schéma directeur de paysage élaboré par Michel Desvigne, qui fédère, relie et établit les liaisons entre les différentes composantes du quartier.

- Le grand parc urbain de la ZAC Parc Marianne, le parc Georges Charpak (8 ha), a été

réalisé par tranches successives par la Ville de Montpellier. Entre 2016 et 2021, pas moins de 750 nouveaux arbres seront plantés afin d'enrichir un peu plus la trame paysagère du parc ;

- Le parc urbain de Richter, dont 2,5 ha sont traités en espaces plantés et 8 ha en espaces libres, enserrant le Lez entre les ZAC Consuls de Mer et Richter ;
- Le bassin d'agrément Jacques Cœur, d'une emprise d'1,3 ha, est un équipement du centre de Port Marianne destiné, comme le parc, à un très large usage. Ses abords ont récemment été aménagés et arborés et une aire de jeux pour enfants y a été réalisée ;
- Enfin, depuis l'achèvement des travaux de l'hôtel de ville en 2011, un parc de 4 ha a été aménagé au sud du bâtiment, en rive droite du Lez.

Comme l'ensemble des quartiers de Port Marianne, celui de Rive gauche bénéficie de la proximité du complexe culturel de Grammont (Zénith...etc.) ainsi que de la Park&Suites Aréna réalisée en 2010. La ZAC est également reliée à de nombreux équipements par la ligne 1 et 3 du tramway (Corum, Opéra Comédie, Médiathèque Federico Fellini, Carré Saint Anne, bibliothèque Emile Zola et bibliothèque universitaire, stade de la Mosson...).

Une Maison pour Tous Méline Mercouri a été créée sur la ZAC Blaise Pascal afin de répondre aux besoins des habitants de l'ensemble des quartiers de Port Marianne.

Enfin, à moins de 5 minutes en tramway ou 10 minutes à vélo, le pôle ludico-commercial d'Odysseum, centralise un ensemble d'équipements structurants (patinoire, aquarium, planétarium), d'activités (cinéma, restaurants) et de commerces (centres commerciaux – grandes enseignes).

Équipements d'enseignement (les plus proches)

- Crèche collective municipale Robin des Bois – ZAC Hippocrate ;
- Crèche collective municipale A. Cambon – ZAC Port Marianne – Consuls de Mer ;
- Groupe scolaire Michel de L'Hospital - ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde ;
- Groupe scolaire Jean Jaurès et Geneviève De Gaulle – Anthonioz – ZAC Port Marianne - Consuls de Mer ;
- Groupes scolaires Cheng Du et André Malraux – ZAC Port Marianne - Parc Marianne ;
- Le pôle universitaire - ZAC Port Marianne - Richter ;
- Le lycée Pierre Mendès-France ;
- Le lycée hôtelier Georges Frêche - ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde.

Transports en commun

L'accès à la ZAC via les transports en commun se fait par les lignes T1 et T3 de tramway :

- T1 arrêt « Port Marianne » (quartier Jacques Cœur),
- T3 arrêt « Pablo Picasso » (avenue Raymond Dugrand).

2. LE PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS DE LA ZAC PORT MARIANNE – RIVE GAUCHE

Le chapitre précédent décrit l'ensemble des équipements publics qui sont ou qui seront prévus dans le secteur sud-est de Montpellier dont les futurs habitants et usagers du quartier de la ZAC Port Marianne – Rive gauche pourront bénéficier.

Le chapitre qui suit ne retient que ceux qui font partie intégrante du programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Rive gauche à proprement parler, correspondant aux besoins des habitants et usagers futurs du quartier Rive gauche, et dont le financement est assuré en totalité ou pour partie dans le cadre de cette ZAC.

2.1 Principe de distribution viaire

Situation

Ce quartier s'inscrit dans la continuité de l'aménagement du projet Port Marianne et de ses façades sur le Lez, après les quartiers Consuls de Mer, Richter et Jacques Cœur.

Il est délimité :

- à l'est par l'avenue Raymond Dugrand et le quartier de la République ;
- au nord par l'avenue Théroigne de Méricourt et le quartier Jacques Cœur, prolongé par le pont A. Lévy ;
- au sud par l'autoroute A9 ;
- à l'ouest par le fleuve Le Lez.

Principe de la distribution viaire

La ZAC sera desservie par un système de voies de distribution et de desserte organisé autour de voies à créer comme suit :

Axes structurants :

L'avenue Raymond Dugrand (nord-sud) et Théroigne de Méricourt (est/ouest) sont les deux axes structurants du quartier Rive gauche qui constituent des voies primaires assurant la fonction de desserte externe au quartier.

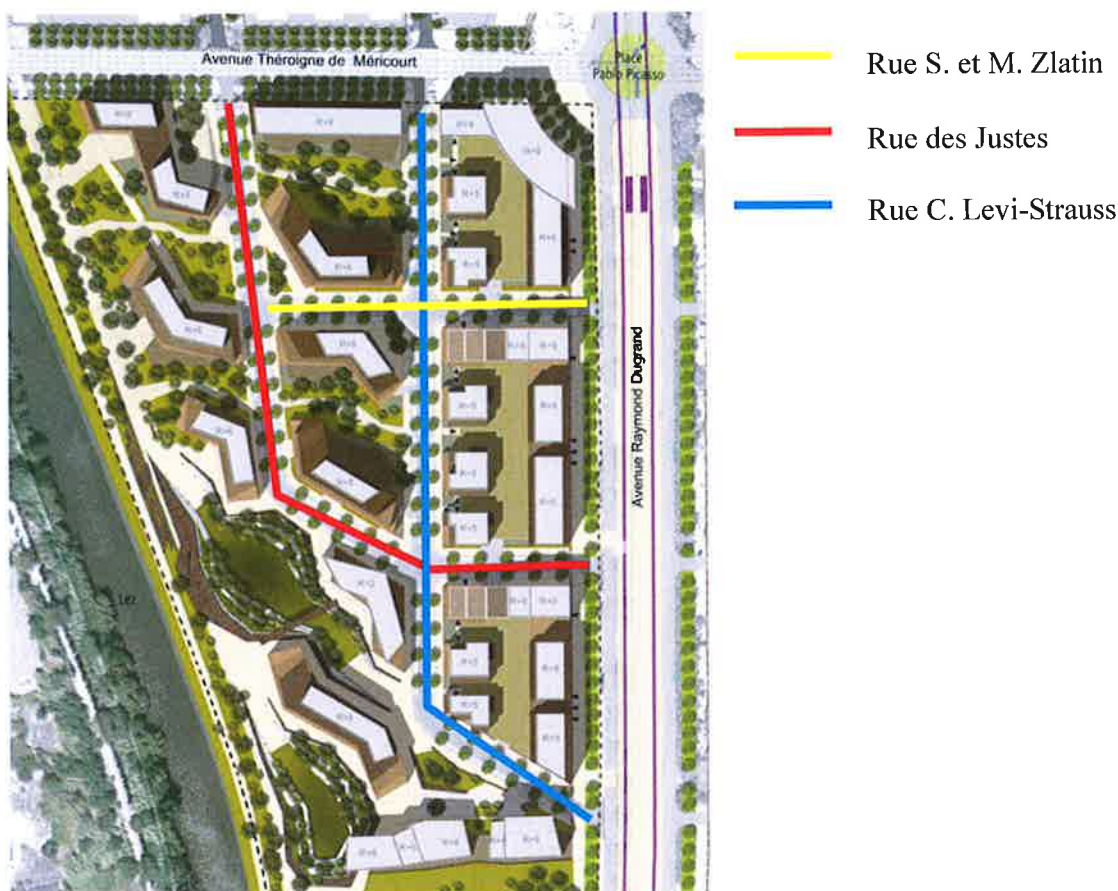
Le réseau interne :

La ZAC disposera d'un réseau de voiries internes, reliées aux axes principaux. La trame viaire retenue s'organise en continuité des axes existants. Les voiries internes seront toutes des axes secondaires assurant la fonction de desserte interne au quartier.

Au niveau de la façade Nord, les rues des Justes et Claude-Levi Strauss seront créées en continuité des voies de desserte existantes sur le quartier Jacques Cœur.

Enfin, trois ouvertures sont envisagées vers la future ZAC République (à l'est du site).

Pour une meilleure compréhension, les futures voies et cheminements piétonniers sont identifiés sur le plan ci-dessous.



Structure sous chaussée :

Une étude géotechnique a été effectuée par un bureau d'études spécialisé en juin 2009. Les hypothèses retenues pour le dimensionnement des chaussées s'appuient sur ces reconnaissances et les hypothèses de trafic prises en considération : type T5 (faible trafic, inférieur à 25 PL/jour).

Sur ces bases et sous réserve des résultats définitifs du laboratoire, la chaussée sera constituée de la façon suivante :

- Amélioration des matériaux du site pour obtention d'une PF2 :
 - Traitement à la chaux sur 35 cm
 - Ou : couche de forme sur 30 cm et géotextile anti contaminant
- Structure de chaussée proprement dite :
 - 15 cm de GNT 0/ 31,5
 - 15 cm de GNT 0/20
 - Couche de roulement en Béton Bitumineux sur 5 cm

Ces voies auront une emprise minimum de 16 m composée comme suit :

- Chaussée : 5.50 m en revêtement enrobés ;
- Parkings longitudinaux de part de d'autre : 2.25 m ;
- Trottoirs de part et d'autre : 3.00 m béton désactivé ou lissé.

Nota : Les bordures seront posées avec une vue de 18 cm afin de limiter les risques de franchissement par les véhicules et/ou de stationnement sauvage et ainsi de diminuer sensiblement la nécessité de mise en place de mobilier urbain.

Dispositifs permettant de contenir la vitesse :

La largeur de la chaussée (5.50 m) est un facteur favorable à la réduction de la vitesse.

Des plateaux traversants souligneront les traversées piétonnes.

2.2 La trame piétonnière

Le projet intègre une trame piétonne à la fois transversale et concentrique favorisant les déplacements entre l'avenue Raymond Dugrand et les rives du Lez et génère des convergences vers le pont A. Lévy et l'hôtel de ville (telles que les allées Henri Mouhot ou Henri Marchal).

Le cœur des îlots, jardins et promenades intègrent des cheminements doux très accessibles (liens avec le tramway).

Enfin, le projet favorise des déplacements doux et alternatifs, venant se greffer aux pistes cyclables spécifiques déjà aménagées ou en projet.

Les chemins piétonniers auront une largeur variable et seront en béton désactivé, ou lissé et/ou en stabilisé.

2.3 LES PISTES CYCLABLES

- L'axe cyclable situé en rive gauche du Lez (allée de la Méditerranée);
- L'itinéraire qui longe l'autoroute A9 ;
- La piste cyclable le long de l'avenue Raymond Dugrand.

De nouvelles pistes seront aménagées dans la continuité des réseaux existants. Des itinéraires cyclables sont prévus le long de l'avenue Raymond Dugrand et le long de l'avenue Théroigne de Méricourt.

3. LA « PLAGE » DE VILLE

Ponton bois sur ossature métallique en proue dégageant des vues, elle crée un espace aéré, ensoleillé. Des gradins revêtus de bois épousant le talus naturel des rives du Lez sont une invitation à la détente. C'est un espace ouvert et libre, donnant à profiter des berges du Lez, de la fraîcheur apportée par l'eau en été et du paysage de la rive d'en face, dont la couverture végétale naturelle sera reprise.

Plage de ville vue en perspective :



4. LA PLACE RUDOLF BRAZDA

A l'extrémité nord-est du quartier, au débouché du pont A. Lévy et en prise avec le quartier Jacques Cœur (articulation), une place piétonne a été libérée pour formaliser une entrée dans le quartier et intégrer des commerces de proximité. Des commerces sont intégrés dans les rez-de-chaussée des immeubles.

De plus, cette aération du front urbain de l'avenue Théroigne de Méricourt crée une échappée visuelle sur l'intérieur de la ZAC, et permet d'opérer une transition morphologique du bâti entre la façade rectiligne sur l'avenue et les compositions plus libres à l'intérieur.

Cette transition s'exprime aussi dans le choix des matériaux, associant la pierre et le béton désactivé.



*Place Rudolf Brazda en
bordure de l'avenue
Théroigne de Méricourt :
vue en plan*

5. AMENAGEMENT PAYSAGER

Le parti paysager adopté, cohérent avec l'urbanisme organique mis en place, vise à laisser de nouveau le fleuve déborder symboliquement, enrichir le terroir par sa végétation naturelle, instaurant comme des « crues végétales » au travers d'arbres et arbustes.

Les berges verront leur ripisylve naturelle confortée ou reconstituée avec des essences indigènes et elle sera traversée par un système de circulations piétonnes permettant d'accéder à la rive comme à une plage et de découvrir le cours d'eau.

La végétation du bord des rives tendra à se dilater vers la ville, s'infiltrant entre les bâtiments. Des massifs arbustifs étirés formeront des îlots émergeant de grandes surfaces de prairies rustiques, dominées par des arbres.

La composition globalement perpendiculaire à l'axe nord-sud du Lez – ce qui lui donnera une fonction de coupe-vent - et les arbres très majoritairement caducs, maintiendront de nombreuses vues dégagées sur le fleuve et la colline boisée de la rive opposée.

Cette évocation végétale du « Naturel » contrastera avec la modernité et la forte urbanité voulues pour les bâtiments.

S'introduira ainsi un jeu entre la végétation humide/sèche, sauvage/domestique, qui trouvera une résonance dans le traitement des nombreuses dalles sur rez-de-chaussée, végétalisées en parterres évoquant des cultures maraîchères à base de sauge, lavandes, etc.

L'ensemble du parc ainsi constitué sera découpé par des voies dont l'accompagnement végétal sous forme d'arbres alignés renverra aux aménagements environnants, maintenant ainsi un fil conducteur commun à toutes les opérations riveraines.



Structure paysagère

Les espaces verts de la ZAC sont conçus pour une triple volonté :

1. Impact bioclimatique : ombrage et hygrométrie ;
2. Ordonnancement urbain : alignement en bord de voies ;
3. Intégration dans la flore locale : ripisylve du Lez et essences indigènes.

Les essences retenues :

- pour les arbres : aulnes, chênes verts, chênes pubescents, érables de Montpellier, féviers, frênes, charmes-houblons, ormes ;
- pour les arbustes : alaternes, cornouillers, lentisques, lauriers-tins, lauriers sauges, lilas de Perse, paliures, prunelliers ;
- pour les plantes tapissantes : lavandes, santolines, romarins, sauges, armoises, iris, géranium.

NB : les essences fortement allergènes et envahissantes seront proscrites.



*Etat actuel:
Ripisylve en bord de Lez*

6. RESEAUX

6.1 EDF – HTA

Les besoins énergétiques de la ZAC ont été estimés en première approche à environ 4 400 kW dans l'hypothèse d'une desserte de l'opération en réseau de chauffage urbain.

Cette puissance appelée sera fournie par 8 postes de transformation : 7 de 630 kVA et 1 de 1000 kVA, implantés dans les futurs bâtiments de la ZAC.

L'alimentation électrique se fera à partir du futur poste source « Pont Trinquat » situé à 700 m de la ZAC, dont la réalisation est prévue pour fin 2010. A partir de ce poste source, un départ spécifique en 240 AL alimentera les postes de transformation FTA/ BTA.

Les postes de distribution publique seront intégrés aux constructions futures.

6.2 Gaz

L'étude technico-financière n'a pas été communiquée par les Services de Gaz de France. Néanmoins, si la desserte en gaz de la ZAC Rive gauche est retenue, elle se fera par une extension du réseau au moyen d'une canalisation en polyéthylène Ø63 mm, sous l'avenue Raymond Dugrand.

Cette extension pourrait être couplée avec les travaux de raccordement de l'avenue Nina Simone. Au niveau des voiries structurantes de la ZAC, des canalisations polyéthylène Ø63 mm seront mis en place.

6.3 Télécommunications

La ZAC sera raccordée au réseau extérieur par l'avenue Théroigne de Méricourt.

Le génie civil permettra de répondre aux besoins de la Ville de Montpellier, de France Télécom, ainsi que des opérateurs privés et sera constituée de 12 fourreaux Ø42/45 et de 5 fourreaux Ø60 sous les voies structurantes de la ZAC.

Le génie civil se raccordera sur les traversées mises en œuvre sous l'avenue Raymond Dugrand, pour la desserte future de la ZAC de la République.

Les chambres de tirage régulièrement espacées seront mises en place dans le cadre des travaux, ainsi que des répartiteurs.

6.4 Eclairage public

Les voies, ainsi que les places et espaces publics, seront équipés de candélabres de hauteur et de puissance en adéquation avec les caractéristiques des espaces à éclairer, leur fonctionnalité et les intentions de mise en lumière.

Les réseaux seront alimentés en basse tension depuis les armoires de commande intégrées dans les postes de transformation de la ZAC.

6.5 Chauffage urbain

L'opération sera dotée dans le cadre de la politique de développement durable d'un réseau de chauffage urbain alimenté par une chaufferie bois, située à l'est de la rue du Mas Rouge. Cette chaufferie alimente les opérations du secteur sud-est de Port Marianne.

L'architecture du réseau sera constituée de deux canalisations de transport en acier de diamètre 150 mm.

Les branchements seront réalisés jusqu'à pénétration des deux conduites dans des « sous stations », situées en sous sol, qui recevront les équipements particuliers du réseau interne.

6.6 Eau potable

L'alimentation du secteur sera réalisée par une canalisation Ø400 mm mise en œuvre sous l'avenue Théroigne de Méricourt et l'avenue Nina Simone.

Les voies structurantes seront équipées en canalisation Ø250 mm, raccordées avec la conduite maîtresse ou maillées entre elles.

Le réseau sera équipé de tous les appareils de protection et d'exploitation (robinets, vannes, ventouses, vidanges...).

Les besoins des Services de la Protection Incendie pris en compte seront de 2 poteaux incendie en simultanée pendant 2 heures.

6.7 Eaux usées

La zone d'étude est bordée à l'ouest par la canalisation « Intercepteur Est » Ø1200 mm, amenant les eaux usées jusqu'au poste de relevage « Pont Trinquat ».

Les eaux usées de la ZAC seront prises en charge par une canalisation Ø200 mm mis en place sous les voiries structurantes de la ZAC. Les réseaux situés à l'extrémité sud de l'opération pourraient également prendre en charge les effluents de la future ZAC République. Le dimensionnement passerait alors à un diamètre de 300 mm minimum pour assurer la gestion des

10 000 Equivalents habitants (1200 logements pour la ZAC Rive gauche et 2000 pour la ZAC République).

Les eaux usées de l'ensemble de ces deux opérations seront amenées gravitairement jusqu'à l'intercepteur Est (profondeur du fil d'eau de 6 à 7 m).

6.8 Eau brute

Dans le cadre de la politique de développement durable, un réseau d'eau brute sera mis en place sous les voiries de la ZAC afin de permettre l'arrosage des espaces verts publics et privés.

Ces eaux pourraient également être utilisées pour le nettoyage des voiries.

Le raccordement sur le réseau de l'avenue Raymond Dugrand se fera depuis la voie interne à la ZAC située la plus au sud.

6.9 Eaux pluviales

- **Les principes du Dossier Loi sur l'eau :**

La loi sur l'eau de 1992 et ses décrets d'application soumettent à autorisation ou à déclaration les projets impliquant une augmentation de l'imperméabilisation de la zone d'étude.

La ZAC couvre une superficie de l'ordre de 9 Ha. Elle est longée à l'ouest par le Lez, et intègre la transparence hydraulique « Lez-Lironde » qui permet le déversement des eaux du Lez en direction de la Lironde, à partir d'une cote de 11,20 à 11,25 m NGF.

De même, l'avenue Raymond Dugrand située à l'est du projet est prévue pour permettre la gestion d'un ruissellement correspondant à un débit de 20 m³/s.

Une étude hydraulique a été réalisée permettant de définir les lignes principales retenues pour la conception du réseau de collecte et de gestion des eaux pluviales de la ZAC dont l'objectif est :

- De quantifier les apports pluviaux générés par le projet,
- De proposer des mesures compensatoires adaptées permettant de limiter le surplus du débit dû à cet aménagement,
- De concevoir et de pré-dimensionner le réseau d'assainissement pluvial et ses ouvrages annexes (bassins et/ou noues de rétention...) sur le périmètre de la ZAC.

Le terrain présente une pente naturelle nord-sud. On distingue deux bassins versants :

- Le bassin versant ouest : du Lez jusqu'à la rue C. Levi-Strauss, avec un écoulement naturel dirigé vers la future transparence hydraulique
- Le bassin versant est : de cette même voie jusqu'à l'avenue Raymond Dugrand, avec un écoulement dirigé vers cette avenue.

- **Les mesures compensatoires :**

L'ensemble des eaux pluviales de ruissellement de la ZAC, dont l'imperméabilisation nouvelle implique l'augmentation des débits de pointe par temps de pluie, seront collectées par un réseau pluvial et acheminées jusqu'à des dispositifs de rétention type noues ou bassins.

La période retenue pour le dimensionnement des ouvrages de rétention, c'est-à-dire la fréquence des événements pluvieux dont on veut se protéger, est la période de retour centennale.

Les bassins de rétention seront dimensionnés selon 2 principes :

- Un volume de rétention correspondant au minimum à 100 l/m² imperméabilisé,
- Un débit de fuite calé sur l'occurrence biennale avant réalisation, et ce jusqu'à l'occurrence centennale,

L'objectif des ouvrages d'assainissement sera de limiter le débit de pointe projet en contenant les volumes d'eau dans des bassins de rétention.

Compte tenu de la surface imperméabilisée, le volume minimal de rétention serait de l'ordre 6 415 m³. Cependant le calage du débit de fuite sur l'occurrence biennale est beaucoup plus pénalisant en termes de volume. Ainsi il apparaît que le respect de cette préconisation nécessite la mise en place de bassins de rétention ayant un volume d'environ 9 500 m³.

La valeur maximale du débit de fuite sera calée sur le débit biennal du terrain avant aménagement.

Les ouvrages de rétention seront donc équipés de régulateur de débit. Les ouvrages de surverse seront dimensionnés pour un débordement en cas d'événements pluvieux exceptionnel, dépassant la pluie centennale.

Ces bassins feront l'objet d'aménagements paysagers afin de favoriser leur insertion environnementale.

- **Le principe de fonctionnement des bassins de rétention :**

Le volume de rétention sera réparti sur trois bassins. Ils collecteront l'ensemble du projet (transparence Lez-Lironde exclue) et les eaux seront rejetées dans le Lez.

A ce stade, deux points de rejets sont prévus à partir des bassins qui seront situés le long des rives du Lez. Les exutoires de ces bassins devront être calés au dessus de la hauteur normale du Lez, soit environ 9,70 m NGF.

- **Les caractéristiques du réseau :**

L'assainissement des eaux pluviales sera réalisé par un système séparatif.

Les eaux de ruissellement seront collectées par des canalisations dimensionnées pour une occurrence décennale quand la pente de la voirie aura une orientation vers les bassins de rétention et centennale lorsque la voirie aura une pente vers l'avenue Raymond Dugrand.

Ce réseau pluvial sera connecté aux ouvrages de rétention qui assurent avant rejet dans le milieu récepteur, le traitement quantitatif (écrêtement des pointes de débit à évacuer) et qualitatif (piégeage de la pollution chronique engendrée par le lessivage des surfaces imperméabilisées par des cloisons siphonides) des eaux pluviales.

7. AUTRES EQUIPEMENTS PUBLICS

- **Crèche :**

Compte-tenu de la croissance démographique de la ville de Montpellier, désormais caractérisée par un solde naturel positif, les besoins en structures destinées à accueillir les enfants (groupes scolaires, crèches) se sont accrus ces dernières années.

En ce qui concerne la petite enfance, les études ont montré la nécessité d'offrir à la population une structure multi-accueil pour la petite enfance d'environ 70 berceaux.

La ZAC Rive gauche constituant au sein du quartier Port Marianne le secteur le plus approprié pour accueillir ce type de structure en réponse aux besoins des futurs habitants, il a été décidé d'y intégrer un projet de crèche municipale.

Le programme propre à cette crèche est le suivant :

- capacité d'accueil de 72 enfants en accueil collectif, avec une tolérance de 10 % (soient 80 enfants au total) ;
- structure composée de trois unités de vie répartissant les enfants en trois groupes selon leur âge : bébés, moyens et grands ;
- ces unités de vie s'articuleront autour de salles communes et d'activités ainsi que de cours extérieures et de locaux techniques.

• **Équipement public :**

Une emprise foncière a été réservée afin de permettre la réalisation d'un équipement public de proximité.

La nature de cet équipement n'est pas définie.

La destination de cet équipement sera arrêtée par la Collectivité dans une phase ultérieure en fonction des besoins qui seront identifiés à l'échelle du quartier, au fur et à mesure de l'avancement de l'opération.

LES EQUIPEMENTS PUBLICS DE L'OPERATION D'AMENAGEMENT

Les infrastructures, voiries et réseaux externes

Nature des équipements	Maître d'ouvrage	Financement
Avenue Raymond Dugrand	Aménageur Concession d'Aménagement ZAC Parc Marianne	25 % ZAC
Alimentation électrique externe Liaison MT avec le poste source « Pont Trinquat »	Concessionnaire	Aménageur Concessionnaire Préfinancement ZAC

Les infrastructures, voiries et réseaux internes

Nature des équipements	Maître d'ouvrage	Financement
Voiries et places, et leurs réseaux d'accompagnement, y compris assainissement, éclairage, traitement paysager et qualitatif, mobilier urbain	Aménageur Concession d'Aménagement Ouvrages remis à la Ville de MONTPELLIER	100 % ZAC
Assainissement en eaux usées A l'intérieur de la ZAC	Aménageur Concession d'Aménagement Réseau remis à la Communauté d'Agglomération	100 % ZAC
Assainissement en eaux pluviales A l'intérieur de la ZAC	Aménageur Concession d'Aménagement Ouvrages remis à la Ville de MONTPELLIER	100 % ZAC
Adduction d'eau potable et défense incendie A l'intérieur de la ZAC	Aménageur Concession d'Aménagement Ouvrages remis à la Ville de MONTPELLIER	100 % ZAC
Alimentation électrique à l'intérieur de la ZAC <ul style="list-style-type: none"> - génie civil et câblage : - équipements des postes de transformation 	Aménageur Concession d'Aménagement Ouvrages remis au concessionnaire pour incorporation dans sa concession concessionnaire	100 % ZAC 100 % concessionnaire
Chauffage urbain à l'intérieur de la ZAC	Aménageur	100 % ZAC
Alimentation en gaz à l'intérieur de la ZAC travaux réalisés par l'aménageur	concessionnaire	Concessionnaire Rembourse l'aménageur
Télécommunication et Vidéocommunication <ul style="list-style-type: none"> - installations (génie civil) - équipements (câbles...) 	Aménageur Concession d'Aménagement Ouvrages remis à la Ville de MONTPELLIER concessionnaire sur mise à disposition par la collectivité	100 % ZAC 100 % concessionnaire
Crèche municipale	Aménageur Concession d'Aménagement Ouvrages remis à la Ville de MONTPELLIER	100% Ville
Equipement public de proximité	Ville de Montpellier	100% Ville



Séance publique du jeudi 28 avril 2016



Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

Quartier des Cévennes Secteur « Rimbaud » Instauration d'un périmètre d'étude (art. L 424-1 du code de l'urbanisme) Approbation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Situé à l'Ouest de Montpellier dans le quartier des Cévennes et d'une superficie totale d'environ 26 hectares, le site d'étude « Rimbaud » s'étend de part et d'autre de la rue Paul Rimbaud, de la rue Marius Carrieu à l'avenue du professeur Louis Ravaz, et intègre les secteurs de l'allée de l'Aqueduc et de la rue des Avant-Monts.

Dans ce secteur, traversé par une voie très passante, prédomine le logement collectif privé construit entre les années 1960 et 2000 sans réelle structuration. Le tissu urbain, par endroits très aéré est amené à connaître des mutations que la Ville souhaite anticiper et encadrer de prescriptions urbaines et paysagères, avec une attention particulière sur le traitement de l'espace public et des limites entre domaine privé et domaine public.

Plusieurs entités significatives composent le site « Rimbaud » :

- la rue Rimbaud située dans le prolongement de la rue Marius Carrieu : constitutive de la ceinture Ouest de Montpellier, qui dessert les quartiers périphériques de la Ville et déleste le centre-ville, cette voie supporte un important trafic. Composée de deux fois deux voies et caractérisée par un paysage périurbain hétérogène mêlant immeubles de logements et locaux d'activités (commerces et services), elle constitue une coupure urbaine ;
- la propriété privée cadastrée MS 292 d'une superficie de 1,8 ha : composé d'un mas et de vastes espaces verts, jusqu'à présent préservée de l'urbanisation, ce domaine a vocation à muter. La singularité du lieu, sa forte visibilité dans le paysage urbain, les vues très qualitatives qu'il offre vers le paysage lointain (massif des Cévennes), la part importante d'espaces boisés classés, la topographie marquée et complexe, mais également les difficultés d'accès au site et l'insuffisance des réseaux d'assainissement imposent une réflexion spécifique, qui doit permettre de conserver les qualités et spécificités du lieu tout en l'inscrivant dans son environnement urbain ;
- le chemin de l'aqueduc romain Saint Clément, qui constitue un itinéraire doux majeur de la ville de Montpellier ;

- des équipements publics de proximité, et particulier le groupe scolaire Cévennes (maternelle Brès et élémentaire Daubié) qui connaît des difficultés d'accès liés à sa situation enclavée ;
- le secteur à dominante pavillonnaire comprenant la rue des Avant-Monts, le passage de l'Ubac et l'impasse Edmond, jusqu'à l'avenue Louis Ravaz.

La ville de Montpellier a lancé une réflexion urbaine et paysagère sur les perspectives de transformation maîtrisée de ce secteur « Rimbaud » dans une démarche durable et globale. En outre, le moment semble opportun pour s'interroger sur le devenir de grandes propriétés privées ayant vocation à muter au cours des toutes prochaines années et pour accompagner ces évolutions.

Cinq enjeux principaux ont été identifiés :

- ➔ Améliorer la physionomie de la rue Paul Rimbaud pour lui conférer un caractère plus domestique et moins périurbain, et atténuer l'effet de rupture de cette artère très fréquentée.
- ➔ Identifier les fonciers mutables situés de part et d'autre de la rue Paul Rimbaud et établir des préconisations en matière d'implantation des bâtiments par rapport à la voie (retrait, orientation), ainsi qu'en matière de volumétrie et de typologie. Cette réflexion portera en particulier sur la parcelle cadastrée MS 292, qui se caractérise par sa grande qualité paysagère et son caractère patrimonial.
- ➔ Envisager une implantation des activités commerciales moins impactante visuellement, moins consommatrice de foncier et mieux intégrée au paysage urbain.
- ➔ Porter une attention particulière à l'accessibilité du groupe scolaire Cévennes (maternelle Brès et élémentaire Daubié) et à son positionnement en tant qu'équipement public de proximité ;
- ➔ Travailler l'accroche avec le secteur pavillonnaire situé entre l'allée de l'aqueduc et la rue des Avant-Monts.

Les préconisations urbaines et paysagères établies par la Ville permettront d'accompagner l'évolution du secteur.

Pour garantir l'atteinte de cet objectif, il convient de mettre en place les conditions nécessaires à l'évolution maîtrisée de ce secteur. Ainsi, il est proposé d'instaurer un périmètre d'étude au sens du 2° du 3^{ème} alinéa de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme.

Cette disposition permettra à la collectivité d'opposer, le cas échéant, un sursis à statuer aux demandes d'autorisations de travaux, de construction ou d'installation qui pourraient porter préjudice à la mise en œuvre du projet d'aménagement envisagé.

La délimitation du périmètre d'étude est jointe en annexe à la délibération.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre en considération la mise à l'étude de l'aménagement du secteur « Rimbaud »,
- d'instituer un périmètre d'étude délimitant les terrains concernés par l'opération, conformément aux dispositions de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 Avril 2016



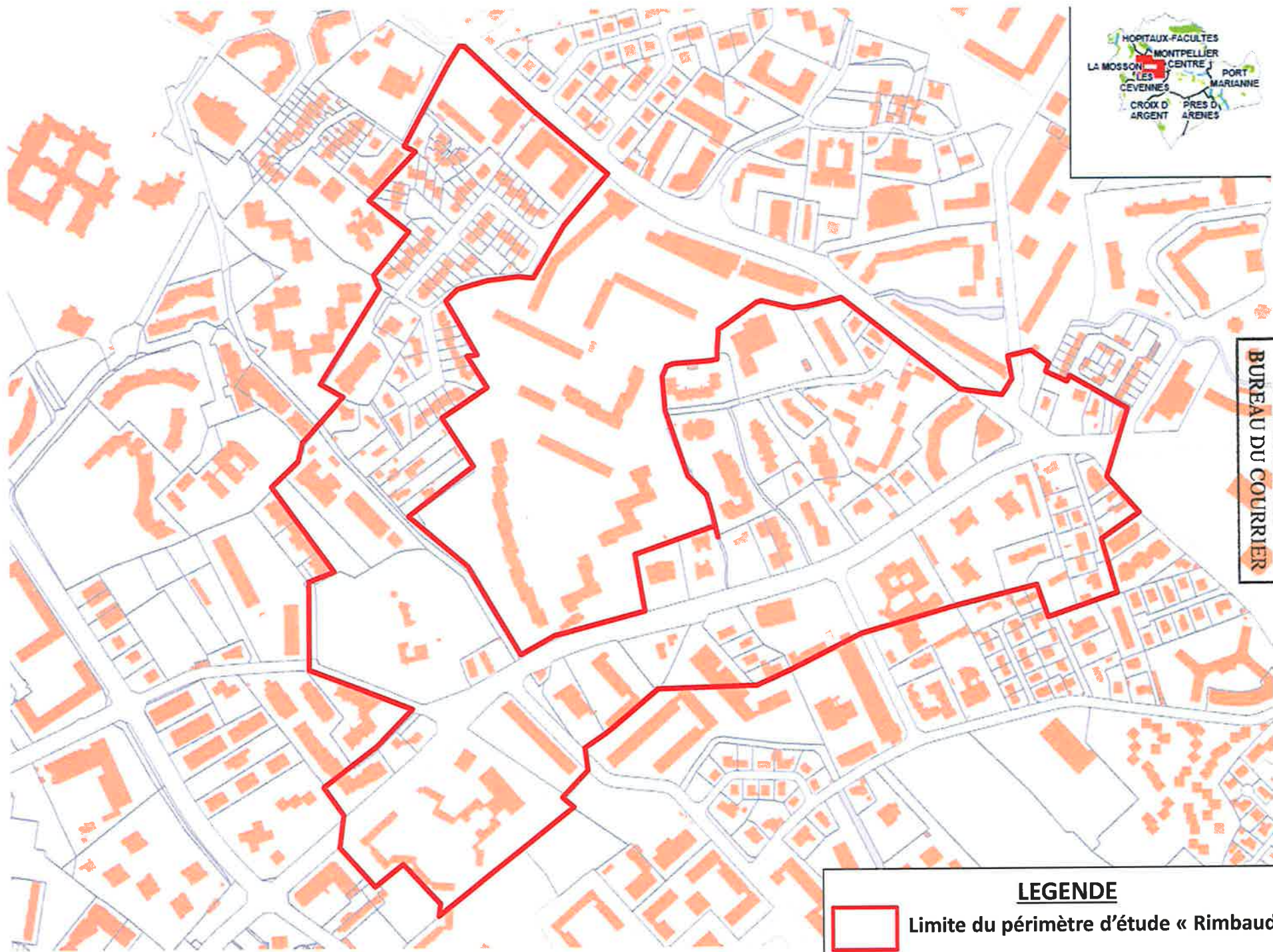
PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE:

03 MAI 2016

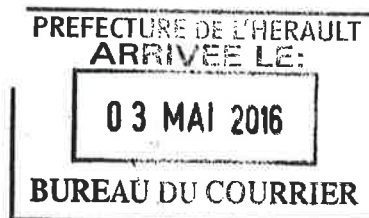
BUREAU DU COURRIER

LEGENDE

 Limite du périmètre d'étude « Rimbaud »



Séance publique du jeudi 28 avril 2016



Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert CÔTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

ZAC DU COTEAU Concours d'urbanisme Approbation des objectifs d'aménagement du concours

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 3 octobre 2011, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé la création de la ZAC du Coteau, située au sud du quartier Malbosc et à l'est du parc Malbosc.

Le 17 décembre 2015, l'organisation d'un concours d'urbanisme a été approuvée par le Conseil municipal, qui a désigné les élus titulaires et suppléants qui siègeront au jury.

Ce secteur ouest de la ville présente des caractéristiques paysagères et géographiques remarquables, qu'il conviendra de préserver et de mettre en valeur. Cette dimension paysagère, par la présence notamment des mas et des nombreux espaces boisés, sera une composante essentielle à prendre en compte pour élaborer le plan de ce futur quartier, qui s'inscrit dans une logique de développement durable.

La réalisation du futur quartier du Coteau vise particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

- Réaliser un quartier mixte à dominante d'habitat collectif (environ 1000 logements) accueillant également des commerces et des services tout en s'insérant dans le tissu urbain dense et structuré des quartiers voisins, notamment celui de Malbosc ;
- Développer un nouveau quartier à proximité des lignes 1 et 3 du tramway, conformément aux orientations du schéma de cohérence territoriale ;
- Répondre aux besoins en matière d'habitat, toujours très importants, exprimés sur cette partie de la commune dans le respect du principe de mixité sociale mis en œuvre par la Ville dans l'ensemble de ses nouveaux quartiers depuis près de 30 ans ;
- Aménager ce nouveau quartier dans le prolongement des aménagements déjà réalisés en ayant une attention toute particulière sur le traitement des espaces publics (conception paysagère de la rue, de la coulée verte, ...), en privilégiant les continuités favorisant les modes de déplacements doux

(piétons et cycles) et en s'appuyant sur une conception innovante et sobre d'une nature entre rusticité et domesticité ;

- Acheter l'accroche du quartier Mosson au reste de la ville ;
- Accompagner l'aménagement du parc Malbosc par un traitement respectueux de sa lisière.

Les programmes de construction de cette nouvelle ZAC devront proposer des formes urbaines innovantes et être adaptés à la topographie du site. La conception de ce projet devra également s'appuyer sur l'idée de nature dominante se traduisant par une identité paysagère forte tant dans les traitements des espaces publics (trame verte dans la continuité du parc Malbosc, parkings, voies, places...) que privés (abords du bâti, limites public/privé). Les vues lointaines seront également privilégiées.

Les équipes admises à concourir devront disposer à minima des compétences en matière de paysage, urbanisme et architecture, environnement et démarche de développement durable.

Les projets remis par ces différentes équipes, seront appréciés en fonction des critères suivants :

- Pertinence du projet en réponse aux objectifs en matière urbanistique, architecturale et paysagère,
- Pertinence du projet en réponse aux exigences fonctionnelles,
- Pertinence du projet en réponse aux exigences en matière d'insertion dans le site,
- Pertinence du projet en réponse aux objectifs en matière de prise en compte de l'environnement dans une démarche de développement durable et de lien avec la nature dans le cadre d'une réflexion sur la ville de demain,
- Pertinence du principe de réalisation du projet en réponse aux contraintes économiques de l'opération.

L'avis d'appel public à candidature a été publié le 22 janvier 2016. Après réception des candidatures, qui a eu lieu le 7 mars dernier, le jury désigné à cet effet se réunira pour sélectionner cinq candidats habilités à participer au concours et à remettre des propositions d'aménagement d'ici la fin de l'été 2016. Il vous est proposé de leur fixer les objectifs d'aménagement ci-dessus.

En conséquence, nous vous proposons :

- d'approuver les objectifs d'aménagement du concours d'urbanisme en vue de la réalisation du quartier du Coteau,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 Avril 2016

Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

Foncier

Constitution de servitude sur la parcelle cadastrée KS 205, propriété de la Ville, au profit de la Clinique Clémentville.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n° 2016/4 du 28 janvier 2016, le Conseil municipal a autorisé la cession par la Ville à la Clinique Clémentville du tréfonds de la parcelle KS 205 et de la parcelle KS 204b, situées dans l'enceinte de l'équipement sportif municipal Alain Delylle, rue de las Sorbes, dans le cadre de la réalisation par la clinique d'un parc de stationnement souterrain et l'agrandissement du parking aérien existant.

Dans le cadre de l'instruction du permis de construire déposé par le maître d'ouvrage, la réalisation d'une issue de secours reliant le parking souterrain projeté au parking de surface existant s'est avérée nécessaire. A cet effet, il est donc nécessaire de constituer une servitude au profit de la clinique Clémentville sur la surface de la parcelle KS 205, propriété de la Ville.

La Ville consent ainsi l'installation d'une issue de secours sécurisée et un droit de passage piéton, pour les besoins exclusifs de cette issue de secours, selon l'emprise figurée sur le plan fourni par la clinique.

Cette servitude est consentie à titre gratuit par la Ville sur son domaine public à la clinique Clémentville. La sécurisation de l'issue de secours et du cheminement ainsi que leur entretien seront à la charge de la clinique.

Cette servitude sera intégrée à l'acte authentique de cession du tréfonds de la parcelle KS 205 et de la parcelle KS 204b.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter la constitution d'une servitude sur la surface de la parcelle KS 205, propriété de la Ville, au profit de la clinique Clémentville ;

- de dire que ladite servitude, établie sous les conditions susvisées, sera intégrée à l'acte authentique de cession par la Ville à la clinique Clémentville du tréfonds de la parcelle KS 205 et de la parcelle KS 204b, réalisé par l'étude de Maître Cabanes-Gelly, notaire à Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

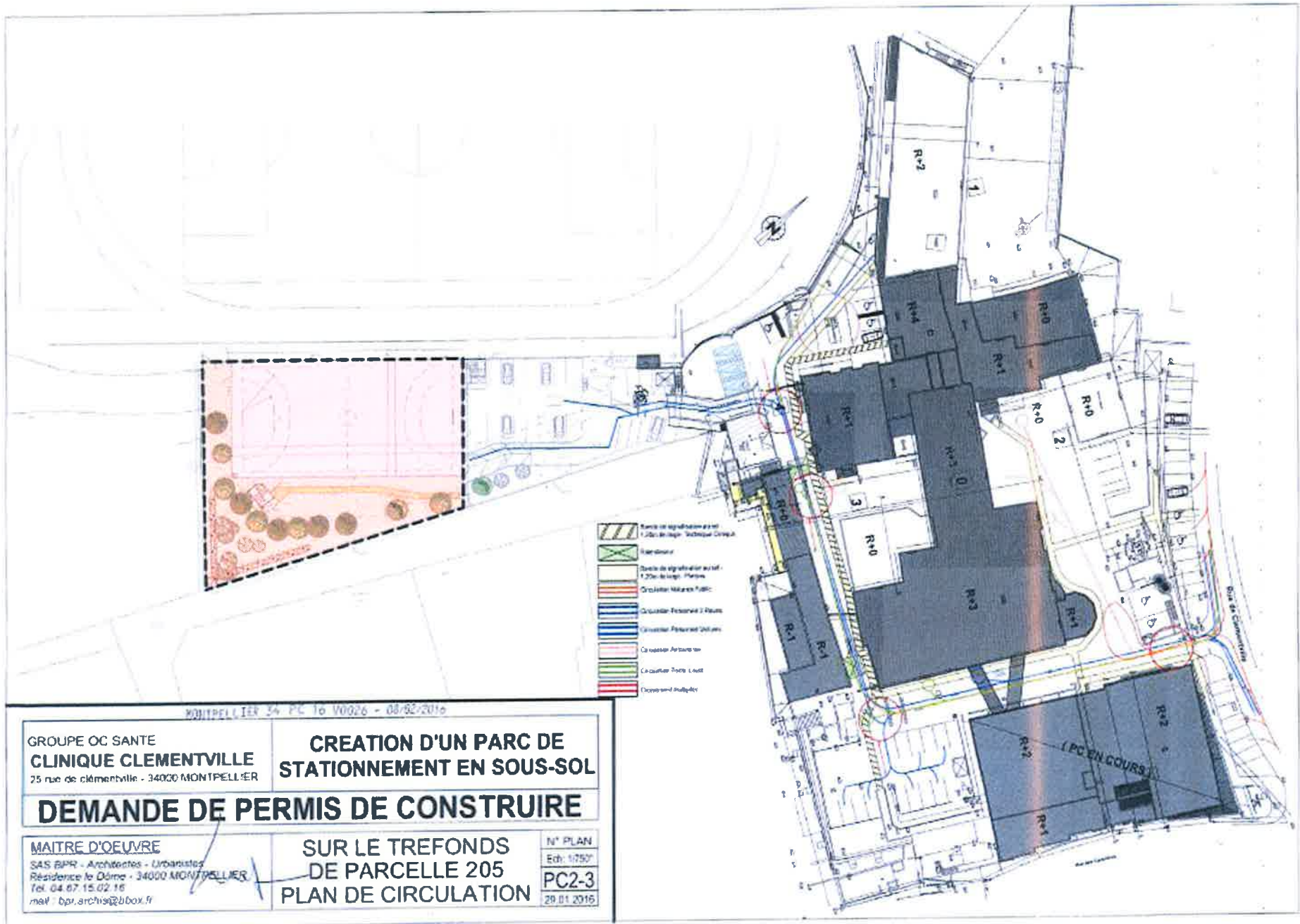
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 Avril 2016



Parking
souterrain

KS 205

KS 204b

Issue de secours

Cheminement
piéton

Parking aérien



Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

Culture et Patrimoine

Attribution de subventions à des associations culturelles

Exercice 2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture est l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social, son impact économique et social est essentiel pour les montpelliérains. L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de la ville. La littérature, le pluri discipline et le spectacle vivant sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de son action en faveur du tissu associatif, la Ville de Montpellier soutient des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), sa stabilité financière au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé l'attribution de subventions aux 8 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 76 400 € au titre de l'exercice 2016.

Code association	Nom de l'association	Nature	Montant
	LIVRE		
1201	La Boutique d'Ecriture	Fonctionnement	18 000

PLURI DISCIPLINES			
529	La Friche de Mimi	Fonctionnement	6000
1110	Compagnie Odette louise	Projet	900
3671	CROUS –Pass’Culture	Projet	18 000
4191	Illusion et Macadam	Fonctionnement	18 000
4389	ARDEC	Fonctionnement	8 500
4520	Le Garage Electrique	Fonctionnement	4 000
6448	TSV	Fonctionnement	3 000
		TOTAL	76 400

Les crédits seront prélevés sur la ligne budgétaire 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- De proposer l’affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d’engagement et des conventions types le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2016 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 76 400 € ;
- D’approuver les lettres d’engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D’autoriser Monsieur le Maire ou l’Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 Avril 2016

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire, représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité de la Ville une subvention de euros pour le projet .

Le projet porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à :€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2016.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2016, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du RIB de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- ✓ Pièce n°3 : Les comptes 2015 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- ✓ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2015 de la structure,
- ✓ Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- ✓ Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- ✓ Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet ;

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie Participative (contact : 04 67 34 88 00)

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi

d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2016.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2016.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2016, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 70% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2015 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2015 de la structure.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie Participative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
 - * les comptes de l'année 2016 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
 - * Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

Lettre d'engagement

Direction des Finances
Service Actionnariat et Partenariats
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), , représentant(e) légal de la structure, m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2016 par la Ville de Montpellier lors du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant du bénéficiaire dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2016 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, partiel ou total, au 31/12/2016.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :
Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

"Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée."

Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

Adhésion de la Ville au dispositif GEOSUD

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'imagerie satellitaire s'avère particulièrement utile aux projets d'aménagement et de suivi de l'évolution des territoires, du fait de l'étendue des zones enregistrées et de la fréquence de passage des satellites, dont l'acuité accrue ouvre désormais des possibilités d'exploitation en milieu urbain.

Une plateforme de commande et de partage d'informations spatiales entre acteurs publics vient d'être créée à AGROPOLIS, après installation d'une antenne de réception sur le site et extension de la Maison de la Télédétection, avec un nouveau centre de traitement de données.

L'adhésion gratuite à ce dispositif de mutualisation de l'imagerie satellitaire dénommé GEOSUD nécessite la signature d'une convention entre la Ville et l'IRSTEA (anc. CEMAGREF).

Dans ces conditions il est proposé que la ville de Montpellier adhère au dispositif GEOSUD.

En conséquence, il est demandé au conseil municipal :

- D'approuver l'adhésion de la Ville au dispositif GEOSUD, conformément à la charte annexée à la présente délibération,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer la charte d'adhésion de la Ville au dispositif GEOSUD, et tous les documents relatifs à cette affaire (par exemple l'acte d'engagement utilisateur annexé à la présente délibération).

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



**Charte d'adhésion au dispositif GEOSUD
de mutualisation de l'imagerie satellitaire entre acteurs publics**

Version 10. du 19 octobre 2015

Entre

L'Irstea, Etablissement Public à Caractère Scientifique et Technique, sis 1 rue Pierre-Gilles de Gennes, CS 10030, 92761 Antony Cedex, représenté par M. Pierre Maurel, porteur du Projet GEOSUD, et dénommé ci-après « l'Opérateur »

Et

- La Ville de Montpellier, sise à l'adresse Hôtel de Ville, 1, place Georges Frêche, 34267 Montpellier Cedex 2, dénommée ci-après « l'Utilisateur » et représentée par son responsable signataire l'adjoint délégué M. Bernard Travier.

Il est convenu ce qui suit

Préambule :

La connaissance et la gestion des milieux et des territoires requièrent non seulement l'accès à une information spatialisée régulièrement actualisée, mais aussi son partage entre les acteurs, et le développement et la mise en œuvre de méthodes fiables de traitement de cette information tant à des fins de connaissance qu'à des fins de gestion opérationnelle.

L'imagerie satellitaire constitue dans ce cadre une source de données particulièrement pertinente par son aptitude à fournir une grande diversité d'informations spatialisées en couvrant de façon homogène, répétitive et dans la durée, des territoires étendus. Toutefois les difficultés d'accès aux données satellitaires, notamment liées à leur coût, constituent actuellement un frein à leur utilisation par les acteurs nationaux, qu'il s'agisse des acteurs publics de la recherche-formation (laboratoires, centres de formation) ou de la gestion des territoires, des milieux et des ressources (services de l'Etat et collectivités territoriales).

La mutualisation des données satellitaires par les acteurs publics sur le territoire national français répond à plusieurs enjeux :

- elle permet une réduction des coûts pour chacun des acteurs. L'acquisition en licence multi-utilisateurs se révèle en effet, auprès de la grande majorité des fournisseurs, bien moins chère que de multiples acquisitions en licences mono-utilisateurs.
- elle permet la constitution d'une archive à disposition de tous, régulièrement enrichie par la contribution de chacun, et contribue à une meilleure connaissance des territoires et de leurs dynamiques. Au-delà de l'utilisation dans les semaines ou mois suivant l'acquisition, cette archive constituera une base permettant le suivi et l'analyse de l'évolution temporelle (pluriannuelle) des territoires et de l'environnement.
- elle permet des interactions entre les acteurs autour d'une même source de données et autour de l'élaboration de méthodes, notamment d'analyse spatiale, adaptées aux différents champs

thématiques : interactions entre équipes de recherche, entre gestionnaires, entre gestionnaires et chercheurs, entre gestionnaires et bureaux d'études, capitalisation des méthodes...

- en fluidifiant l'accès aux données satellitaires elle fera progressivement évoluer les habitudes des gestionnaires publics, accroîtra le recours à l'imagerie satellitaire comme une source opérationnelle de données temps réel pour la gestion, et s'accompagnera du développement d'une activité économique par la contractualisation d'études avec des sociétés de service et acteurs privés.

La mutualisation permet d'envisager de façon réaliste, à moyenne échéance, l'acquisition d'une mosaïque annuelle du territoire national.

La promotion de l'utilisation de l'imagerie satellitaire à des fins de connaissance, de compréhension et de gestion des milieux et des territoires est l'un des objectifs majeurs du **Projet GEOSUD** (*GEOinformation for SUsustainable Development*). Porté par l'Irstea, AgroParisTech, le CIRAD, l'IRD rejoints par d'autres partenaires¹, soutenu par l'Etat et la Région Languedoc-Roussillon dans le cadre du Contrat de Projet Etat-Région 2007-2013 ainsi que par l'Union Européenne et le CNES, le projet GEOSUD vise à soutenir le développement par la communauté scientifique nationale de méthodes fiables d'extraction, d'analyse et de gestion d'information spatialisée sur les milieux, les ressources et les territoires, ceci en lien étroit avec les acteurs de la gestion. Il vise également à faciliter la capitalisation et le transfert de ces méthodes vers les acteurs publics et privés, par la mise en réseau des communautés, la diffusion des acquis de la recherche, la formation, la recherche-développement, et différentes formes de partenariat. Le Projet GEOSUD est ouvert à tout nouveau partenaire intéressé par la démarche.

La présente charte fixe les règles de fonctionnement du dispositif GEOSUD de mutualisation de l'imagerie satellitaire par les sphères publiques françaises et précise les droits et les devoirs respectifs de « l'Opérateur » et de « l'Utilisateur ».

Article 1 : Objectif du dispositif GEOSUD de mutualisation de l'imagerie satellitaire

Le dispositif GEOSUD de mutualisation de l'imagerie satellitaire sur le territoire national français entre les sphères publiques a pour double objectif :

- (1) de rendre l'accès à l'information satellitaire le plus fluide possible pour les services de l'Etat, les laboratoires de recherche, les collectivités territoriales, en acquérant et en mettant gratuitement à disposition de ces acteurs publics une base de données d'images satellitaires du territoire national régulièrement enrichie,
- (2) de promouvoir l'utilisation et le développement de cette base à des fins de connaissance et de gestion des milieux et des territoires, en favorisant la mise en réseau, l'échange d'expérience et la synergie entre ces acteurs.

¹ Le projet EQUIPEX GEOSUD sélectionné dans le cadre de l'appel à projets 2010 « Equipements d'excellence » du programme « Investissements d'avenir » a pour objectif de développer une infrastructure de données satellitaires au service de la communauté scientifique nationale « recherche sur l'environnement et les territoires ». Il rassemble 14 organismes (AFIGEO, AgroParisTech, Irstea, CETE sud-ouest, CINES, Cirad, CNRS, GEOMATYS, IGN, IRD, OZAPP, Université Antilles Guyane, Université Montpellier 2, Université de la Réunion).

Article 2 : Produits concernés

Le dispositif GEOSUD de mutualisation porte sur tous types d'images satellitaires, prioritairement mais non exclusivement du territoire national français, acquises en licences multi-utilisateurs.

Le périmètre des produits pourra être étendu à l'acquisition d'autres types d'informations spatialisées présentant un intérêt pour tout ou partie des partenaires définis à l'Article 3, ceci sous réserve de l'accord préalable du Comité de Pilotage du dispositif consulté à l'initiative de « l'Opérateur ».

« L'Utilisateur » peut ainsi proposer à la mutualisation, totale ou partielle, des produits dont il est propriétaire ou pour lesquels il dispose de droits d'utilisation étendue. Il peut solliciter auprès de GEOSUD la prise en charge du surcoût lié à la multi-licence « tous acteurs publics ». Il peut suggérer l'acquisition de produits nouveaux, suggestion qui sera instruite par « l'Opérateur » et le Comité de pilotage du dispositif de mutualisation.

Article 3 : Utilisateurs autorisés à adhérer au dispositif GEOSUD de mutualisation

Le dispositif GEOSUD de mutualisation de l'imagerie satellitaire est ouvert aux entités institutionnelles publiques françaises, services de l'Etat, établissements publics et collectivités territoriales, ainsi qu'aux entités de statut privé ou associatif officiellement investies d'une mission de service public sur le territoire national, et aux organismes à but non lucratif agréés œuvrant avec une finalité d'intérêt général.

Ces entités sont désignées par l'expression « Utilisateurs GEOSUD autorisés » et sont réparties en six groupes :

- **Services centraux et services déconcentrés de l'Etat**
 - Les Ministères
 - Services Régionaux et Départementaux de l'Etat
- **Services de la Commission Européenne**
- **Collectivités territoriales**
 - Conseils Régionaux et leurs établissements publics (Agences et Offices) agissant dans le cadre de leurs missions de service public,
 - Conseils Généraux et leurs établissements publics (Agences et Offices) agissant dans le cadre de leurs missions de service public,
 - Communes
- **Etablissements publics de recherche et enseignement**
 - Etablissements publics à caractère scientifique et technique (EPST), dans le cadre de leurs missions de service public, et pour des prestations hors champ concurrentiel.
 - Etablissements d'enseignement publics et sous contrat primaires et secondaires,
 - Universités, établissements d'enseignement supérieur dans le cadre de leurs missions d'enseignement et de recherche
 - Autres établissements publics sous tutelle du Ministère de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur, dans le cadre de leurs missions de service public, et pour des prestations hors champ concurrentiel.
 - Laboratoires publics de recherche et formation, fédérations de laboratoires, écoles doctorales relevant de ces établissements

• **Etablissements publics hors recherche et enseignement**

- Etablissements publics de l'Etat ainsi que leurs échelons régionaux et départementaux agissant dans le cadre de leurs missions de service public, et pour des prestations hors champ concurrentiel.
- Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI),
- Etablissements publics à caractère administratif (EPA),
- Etablissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC), dans le cadre de leurs missions de service public, et pour des prestations hors champ concurrentiel.
- Etablissements publics territoriaux dans le cadre de leurs missions de service public, et pour des prestations hors champ concurrentiel.

• **Organismes divers et associatifs**

- Organismes consulaires régionaux et départementaux,
- Organismes à but non lucratif agréés œuvrant dans un contexte d'intérêt général (associations agréées, syndicats, syndicats mixtes, groupements professionnels, offices, sociétés, agences...) et pour des prestations hors champ concurrentiel.

En signant la présente charte, « l'Utilisateur » certifie être un « Utilisateur GEOSUD autorisé ». Le ou les groupes de l'Article 3 dont il relève sont spécifiés à l'Article 11.

Pour chaque produit les termes des marchés et licences définissant les droits d'usage pour GEOSUD peuvent spécifier des restrictions au périmètre des Utilisateurs autorisés pour ce produit (par exemple certains produits peuvent être spécifiquement réservés à la recherche et l'enseignement supérieur). « L'Utilisateur » s'engage à respecter ces restrictions.

Un acteur ne relevant d'aucun des six groupes d'Utilisateurs GEOSUD Autorisés détaillés plus haut peut faire une demande détaillée et argumentée auprès de « l'Opérateur » GEOSUD. « L'Opérateur » vérifiera auprès des fournisseurs des produits à quelles conditions cet acteur pourrait avoir accès aux produits et en informera l'acteur.

Article 4 : Evolution du statut de l'utilisateur

Au cas où le statut de « l'Utilisateur » évoluerait et le ferait sortir du périmètre des Utilisateurs GEOSUD Autorisés défini à l'Article 3, il s'engage à en informer « l'Opérateur » du dispositif GEOSUD dans un délai d'un mois avant ce changement de statut.

« L'Opérateur » contactera alors les fournisseurs des produits concernés pour statuer sur la possibilité d'étendre à ce « nouvel Utilisateur » l'autorisation d'utilisation des produits. Il en informera « L'Utilisateur » et fixera les mesures à mettre en œuvre.

« L'Utilisateur » s'engage à ne plus utiliser les produits tant que les nouvelles dispositions liées à son nouveau statut ne sont pas clarifiées.

Article 5 : Règles du dispositif et obligations de « l'Utilisateur »

La mutualisation des données satellitaires par le dispositif, tant sous l'angle de l'acquisition que sous l'angle de la distribution et de l'utilisation, repose sur un ensemble de principes de base et de règles énoncés ci-dessous :

Nature, droits et devoirs attachés aux produits

- La démarche de mutualisation de l'imagerie satellitaire s'applique prioritairement, quoique non exclusivement, aux données satellitaires couvrant le territoire national français
- A chaque produit (donnée satellitaire) intégré dans la base sont attachés des droits d'utilisation définis par les licences négociées avec le fournisseur. Ces licences stipulent le périmètre des Utilisateurs autorisés à utiliser ces données et les droits d'utilisation et de diffusion correspondants.
- Sauf exigence particulière d'un fournisseur de données, les métadonnées et quick-look des produits de la base sont rendus accessibles à tous publics,

Droit d'accès aux données de la base d'images mutualisées et droits d'utilisation

- Seuls les Utilisateurs GEOSUD autorisés, tels que définis à l'article 3, peuvent avoir accès aux données de la base mutualisée d'images satellitaires,
- Pour cela ils doivent au préalable avoir signé deux documents et apposé le cachet de l'entité utilisatrice : d'une part la présente charte d'adhésion en deux exemplaires au dispositif de mutualisation, et d'autre part un acte d'engagement au respect des licences et obligations contractuelles attachées aux produits diffusés par le dispositif GEOSUD.
- Lors de cette étape, l'Utilisateur autorisé désigne en interne un « référent ». Il disposera de paramètres de connexion à l'Infrastructure de Données GEOSUD à réception de la charte d'adhésion et de l'acte d'engagement signés. Il validera la liste des personnes utilisatrices au sein de la structure. Ces personnes disposeront alors de leurs propres paramètres de connexion à l'Infrastructure de Données GEOSUD pour accéder aux produits.
- Les droits d'accès aux données et d'utilisation de ces données sont définis de façon générale par la présente charte d'adhésion et de façon spécifique par les termes des contrats de fourniture et licences attachés à chaque famille de produits. Ces contrats de fourniture et licences sont accessibles sur le site www.equipex-geosud.fr
- En cas de souhait d'usage d'un produit issu du dispositif GEOSUD de mutualisation en dehors des conditions définies pour ce produit par les licences et obligations contractuelles, « l'Utilisateur » en fera la demande détaillée et argumentée à « l'Opérateur » GEOSUD. « L'Opérateur » vérifiera auprès du fournisseur du produit à quelles conditions ce mode d'utilisation serait possible et en informera « l'Utilisateur ». « L'Utilisateur » ne pourra utiliser le produit pour ce mode d'utilisation que dans le cas d'une réponse positive de « l'Opérateur » et dans le respect des nouvelles conditions qui lui seront spécifiées.

Procédure de demande de produits et de distribution

- Les demandes de produits par « l'Utilisateur » peuvent être formulées via l'Infrastructure de Données GEOSUD par le « référent » ou toute personne autorisée au sein de l'entité.
- Le « référent » est l'interlocuteur privilégié du Dispositif GEOSUD de mutualisation. Il informe « l'Opérateur » de toute question soulevée ou tout problème rencontré dans l'accès aux produits ou dans leur utilisation. Il est chargé d'assurer l'information des personnels de sa structure sur le dispositif de mutualisation, et sur les droits et les obligations attachés à l'utilisation des produits.
- « L'Opérateur » établit une synthèse annuelle de l'usage du dispositif de mutualisation par l'entité utilisatrice et la communique à son « référent » avec le détail des usages déclarés lors des demandes.

Droits d'utilisation

- Le cadre du dispositif de mutualisation autorise l'utilisation des produits par « l'Utilisateur » dans le strict respect des termes des contrats de fourniture et licences attachées à ces produits.

- Il autorise également « l'Utilisateur » à mettre ces produits à disposition d'un tiers œuvrant pour lui en qualité de prestataire, dans le cadre d'actions publiques non commerciales. Le prestataire devra au préalable s'engager par écrit auprès de « l'Utilisateur » à respecter les termes des contrats de fourniture et licences attachées aux produits, à ne pas diffuser les produits, à ne pas les utiliser en dehors de la mission qui lui a été confiée par « l'Utilisateur ».

Alimentation de la base d'images mutualisées

- L'alimentation du dispositif de mutualisation de l'imagerie satellitaire repose sur un principe de volontariat.
- La contribution à l'alimentation du dispositif de mutualisation de l'imagerie satellitaire GEOSUD, par soutien financier ou par apport de données, est une possibilité mais ne constitue pas une obligation. Elle relève d'un acte volontaire de « l'Utilisateur » en fonction de ses contraintes et possibilités.
- Tout signataire de la présente charte demeure libre d'acquérir de l'imagerie satellitaire selon la forme qu'il souhaite, sans obligation vis-à-vis de « l'Opérateur » ni de passer par le dispositif de mutualisation, ni d'y verser les images qu'il aura acquises, ni d'en informer « l'Opérateur ».

Règles générales

- Le dispositif est public et requiert la transparence sur l'alimentation en données et sur l'accès aux données. Ainsi l'information sur l'alimentation et l'utilisation du dispositif (qui, quels produits, quand, pour quel usage) est une information publique qui fera l'objet de rapports annuels publics. Un contributeur ou un utilisateur peut à titre exceptionnel faire une demande préalable de confidentialité auprès de « l'Opérateur », demande instruite en lien avec le Comité de pilotage avant la fourniture du produit,

Par la présente charte « l'Utilisateur » s'engage à respecter et à faire respecter par l'ensemble des personnels propres et des personnels tiers sous son autorité les règles et l'esprit de ce dispositif de mutualisation de données satellitaires.

Article 6 : Rôle et obligations de « l'Opérateur » du dispositif GEOSUD de mutualisation

« L'Opérateur » du dispositif GEOSUD de mutualisation de l'imagerie satellitaire entre les sphères publiques a trois missions principales, qu'il exerce sous l'autorité d'un Comité de pilotage :

1. Développer la base d'images satellitaires mutualisées
2. Promouvoir son utilisation par les acteurs des différentes sphères
3. Contribuer à la structuration et l'animation de réseaux d'acteurs autour du développement des méthodes d'utilisation de l'imagerie satellitaire pour différents champs de gestion de l'environnement et des territoires

Ces missions sont détaillées ci-dessous.

1. Développer la base d'images satellitaires mutualisées

- réaliser soit directement, soit via des Utilisateurs autorisés membres des groupes définis à l'Article 3, l'acquisition de données satellitaires mutualisables,
- constituer et gérer le budget annuel du dispositif en sollicitant et rassemblant les contributions financières des acteurs et entités soutenant financièrement le dispositif, en réalisant les engagements, en arbitrant les choix d'investissement,
- gérer la base des données images,
- assurer sa sécurité,
- développer et gérer les interfaces de consultation et recherche sur les métadonnées,

- mettre en place et gérer les procédures d'authentification des membres des sphères, s'assurer de leur engagement à respecter les règles du dispositif,
 - gérer les procédures d'accès, instruire les demandes une fois assurés l'authentification et l'engagement de « l'Utilisateur », et gérer la distribution,
 - produire un rapport annuel sur l'enrichissement de la base de données et sur son utilisation
2. Promouvoir l'utilisation de la base d'images satellitaires mutualisées par les acteurs des différentes sphères
- produire un rapport annuel public sur l'enrichissement de la base de données ainsi que sur son utilisation,
 - organiser une information active des sphères définies à l'Article 3, et développer des documents support et un portail web adapté,
 - animer la valorisation de cette base de données.
3. Contribuer à la structuration et l'animation de réseaux d'acteurs autour du développement des méthodes d'utilisation de l'imagerie satellitaire pour le champ « connaissance et gestion de l'environnement et des territoires »
- organiser une réunion annuelle d'Utilisateurs du dispositif GEOSUD de mutualisation,
 - favoriser la mise en contact et les échanges entre les acteurs publics des différentes sphères, ainsi qu'entre acteurs publics et privés, autour de l'utilisation des données mutualisées et plus généralement autour de l'utilisation des données satellitaires dans le champ « connaissance et gestion des milieux et des territoires »,
 - favoriser l'émergence de référentiels méthodologiques dans les différents domaines de ce champ, et promouvoir la formation aux outils et méthodes.

Article 7 : Durée de validité de la Charte

La présente Charte est établie entre « l'Utilisateur » et « l'Opérateur » du dispositif GEOSUD pour une durée de 3 ans, reconductible au troisième anniversaire de sa date de signature.

Au-delà de cette durée et s'il décide de ne pas renouveler son adhésion au dispositif, « l'Utilisateur » s'engage et engage ses personnels à retourner les produits obtenus au travers du dispositif de mutualisation, à l'exception de ceux dont il aurait lui-même acquis les droits, et à en détruire toute copie qui serait en sa possession.

Les mesures prises en cas d'évolution de la charte sont précisées à l'Article 8.

Article 8 : Evolution de la Charte

« L'Opérateur » se réserve le droit, sous l'autorité du Comité de pilotage, de faire évoluer les termes de la charte et les règles de mutualisation de l'imagerie satellitaire (acquisition, distribution, utilisation). Une date est alors fixée pour la prise d'effet de la nouvelle charte et l'ensemble des Utilisateurs sont informés de cette date et du contenu de la nouvelle charte.

Dans ce cas « l'Utilisateur » garde pour les produits acquis par le dispositif de mutualisation antérieurement à la date de prise d'effet de la nouvelle charte, les pleins droits d'utilisation définis par la version de la charte qu'il a signée pour la durée prévue dans cette charte.

Pour disposer des produits acquis par le dispositif de mutualisation après la date de prise d'effet de la nouvelle charte il devra signer la nouvelle version de la charte. Les dispositions de cette nouvelle charte s'appliqueront alors, sauf cas particulier spécifiés dans un article dédié, à l'ensemble des produits du dispositif de mutualisation, qu'ils aient été acquis avant ou après la date de prise d'effet de la nouvelle charte.

Article 9 : Dispositions en cas d'arrêt du dispositif GEOSUD de mutualisation

Le dispositif GEOSUD de mutualisation d'imagerie satellitaire entre acteurs publics est mis en place en 2009 pour une durée de 5 ans reconductible. Il répond à une mission publique nationale et a vocation à la pérennité.

Au cas où le dispositif viendrait à s'arrêter ou bien changerait « d'Opérateur », des dispositions seront prises pour assurer le respect des règles associées à chacun des produits et définir les droits des Utilisateurs sur les produits au-delà de la date d'arrêt du dispositif. « Les Utilisateurs » comme les fournisseurs de données satellitaires en seront informés.

Article 10 : Gestion des litiges

La Charte est signée en deux exemplaires originaux, et sera régie et interprétée conformément à la loi française.

Les Parties essayeront de régler à l'amiable tout litige relatif à la validité ou l'interprétation de la Charte. En cas d'échec, le litige sera porté devant les autorités compétentes par la Partie la plus diligente.

Article 11 : Dispositions spécifiques à « l'Utilisateur »

Cet article précise des dispositions de mutualisation (acquisition, distribution, utilisation) spécifiques à « l'Utilisateur ».

« L'Utilisateur » certifie relever du groupe d'Utilisateurs « Communes » (ou des groupes d'Utilisateurs « Communes » et « EPCI ») définis à l'Article 3. « L'Utilisateur » s'engage à n'utiliser les images GEOSUD que dans le cadre de ses missions publiques hors activités commerciales.

« L'Utilisateur » désigne Franck Perdrizet, email franck.perdrizet@ville-montpellier.fr, téléphone 04 67 34 70 04, adresse Mairie de Montpellier, 1, place Georges Frêche, 34267 Montpellier Cedex 2 comme « référent » au sein de sa structure du Dispositif GEOSUD de mutualisation. Il sera chargé du rôle défini à l'Article 5.

----- (autres dispositions particulières)

Fait à Montpellier
Le -----

Pour La Ville de Montpellier (entité utilisatrice)
L'adjoint délégué
M, Bernard TRAVIER

(responsable de l'entité utilisatrice)

Signature

Pour l'Irstea (Opérateur)
Coordinateur de l'EQUIPEX GEOSUD

Signature

Tampon

Tampon

Acte d'engagement d'un utilisateur

**au respect des licences et obligations contractuelles
attachées aux produits satellitaires diffusés dans le cadre du dispositif GEOSUD de mutualisation de
l'imagerie satellitaire entre acteurs publics**

Préambule :

Par son aptitude à couvrir des territoires étendus de façon homogène, répétitive et dans la durée, en fournissant une grande diversité de données spatialisées, l'imagerie satellitaire constitue une source d'information particulièrement pertinente pour la connaissance et la gestion des milieux et des territoires,

Le projet GEOSUD met en œuvre une stratégie de mutualisation des données satellitaires par les acteurs publics sur le territoire national français, visant à réduire les coûts d'acquisition, à mettre les données à disposition de tous les acteurs publics, à contribuer à une meilleure connaissance des territoires et de leurs dynamiques, et à permettre des interactions entre les acteurs autour d'une même source de données et autour de l'élaboration de méthodes adaptées aux différents champs thématiques

Identification :

La Ville de Montpellier, sise à l'adresse Hôtel de Ville, Hôtel de Ville, 1, place Georges Frêche, 34267 Montpellier Cedex 2, dénommée ci-après « l'Utilisateur » et représentée par son responsable signataire l'adjoint délégué Bernard Travier.

Engagement :

Par la signature du présent acte d'engagement, « l'Utilisateur » :

- s'engage à prendre connaissance de l'ensemble des clauses d'utilisation des produits mis à sa disposition par le dispositif GEOSUD de mutualisation de l'imagerie satellitaire (www.equipex-geosud.fr), et à solliciter ces documents s'il ne parvient pas à y accéder via le site web (adresse postale en bas de page).
- s'engage à respecter, et faire respecter par les personnels de son organisme, l'ensemble de ces clauses.
- s'engage à faire signer un « Acte d'engagement d'un partenaire de projet de recherche » (disponible à l'adresse : www.equipex-geosud.fr/web/guest/comment-adherer) à tout partenaire (privé ou étranger) auquel il serait amené à communiquer ces produits dans le cadre de projets de recherche en partenariat, acte par lequel le partenaire s'engagera à respecter ces mêmes clauses.
- s'engage à faire signer un « Acte d'engagement de prestataire de services » (disponible à l'adresse : www.equipex-geosud.fr/web/guest/comment-adherer) à tout prestataire de service auquel il serait amené à communiquer ces produits dans le cadre de ses missions, acte par lequel le prestataire s'engagera à respecter ces mêmes clauses.
- s'engage à informer le coordinateur de GEOSUD, dans un délai d'un mois, de toute évolution de son statut pouvant entraîner une évolution de ses droits d'utilisation.

Fait à Montpellier
Le _____

Pour la Ville de Montpellier (entité utilisatrice)
L'adjoint délégué :
M, Bernard TRAVIER

Signature

Tampon

Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

Programme de Vidéoprotection Urbaine Année 2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La politique de sécurité mise en œuvre au sein de la commune de Montpellier s'appuie sur le renforcement des effectifs de la Police Municipale, la redéfinition de son organisation opérationnelle et le développement du plan d'installation de la vidéoprotection.

Cette technologie contribue à la gestion des espaces publics et de la voirie. Elle se positionne en tant qu'outil complémentaire à la présence des effectifs sur le terrain, qu'ils relèvent de la Police Municipale ou de la Police Nationale.

Elle est mise en œuvre quotidiennement par un service répondant de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique, fonctionnant 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et en liaison permanente avec le Centre d'Information et de Commandement de la Police Nationale et le Centre Opérationnel de Commandement de la Police Municipale.

Le développement, qui vous est proposé à l'occasion de la programmation 2016, inscrit dans le cadre du Plan Pluriannuel d'Investissement, répond d'un diagnostic partagé avec les services de l'Etat, de la TAM et l'ensemble des demandes formulées par les administrés.

C'est à partir de cet état des lieux que les choix d'installation ou de renforcement de la vidéoprotection sont formulés.

Il est donc proposé, pour cette année une **extension du réseau de vidéoprotection urbaine** par l'implantation de **35 nouvelles caméras** sur les secteurs et selon les fonctionnalités suivantes :

Lieux	Nb de Caméras	Thématique
Av de Toulouse / Av Clémenceau	3	Entrées de ville, Axes de circulation majeurs
Av de Palavas (Av Marechal Leclerc, Av Dubout, Rue Centrayrargues, Rue Bazille)	4	
Av Justice de Castelnau (Rue Montasinos)	1	
Secteur Av Mendès France (Rd-Pt Evariste Galois, Av Einstein, Av Becquerel)	3	
Bd de Strasbourg (Angle rue du Pont de Lattes, Côté Square J. Monnet)	2	
Bd des Arceaux (Bd Milhaud)	1	
Rd-Pt Louis Bret	1	
Rd-Pt Paul Fajon	1	
Rd Pt du Château d'O	1	Equipements publics majeurs
Altrad Stadium (Rue de Bugarel, Rue du Pas du Loup)	2	
Odysseum (Place de France)	1	
Zoo de Lunaret (Rd Pt Malassis, Av Val de Montferrand/Rue Jussieu)	2	
Equipements scolaires : (Carrefour Mermoz, Allée de l'Aqueduc, Las Cazes et GS Cévennes)	3	Secteurs ZSP, ZUS, ANRU, Politique de la Ville,
Rue de l'Oasis	1	
Lemasson (Angle Bd Pedro de Luna et Av de Maurin)	1	
Centre-ville (Passerelle Joffre, Bd Sarrail)	2	Centralités urbaines
Antigone (Rue Léon Blum, Rue Poséidon, Espl Europe)	3	
Centre-ville (Maréchaussée, entrée Corum, rue de Villefranche)	3	

TOTAL = 35

A ce jour et après approbation du programme 2016, le nombre de caméras sur l'espace public sera porté à 249.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De valider le programme de vidéoprotection urbaine 2016, à savoir l'implantation de 35 nouvelles caméras ;
- De solliciter les subventions les plus larges possibles, notamment une subvention du Fonds Interministériel pour la Prévention de la Délinquance (FIPD) auprès des services de l'Etat ;
- De déposer la demande d'autorisation auprès de la Préfecture ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 Avril 2016

Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

Demande de subvention à la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc-Roussillon - Midi-Pyrénées dans le cadre du Parcours d'Education Artistique et Culturelle (P.L.E.A.C.) - (Offres Culturelles 2016)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative et du Parcours d'Education Artistique et Culturelle, la Ville de Montpellier s'engage à promouvoir la mise en place d'activités éducatives culturelles dans le temps scolaire en partenariat avec la Direction Académique (DA) et la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC). Cette démarche concertée dans le domaine de l'éducation artistique vise à garantir la qualité des intervenants et la pertinence de leurs apports, en articulation avec le programme scolaire et les priorités éducatives, ainsi qu'une juste répartition des actions sur les écoles et les quartiers.

Pour 2016, dans le cadre de cette démarche concertée, la DRAC propose à la Ville de Montpellier l'attribution d'une subvention représentant sa contribution à l'ensemble des actions culturelles proposées par les écoles de la Ville de Montpellier. La Ville de Montpellier s'engage à reverser aux associations porteuses des projets des écoles, en plus de sa propre participation, la part attribuée par la DRAC.

Pour aider les écoles à mener à bien leurs projets, les subventions Offres Culturelles ont été votées sur le budget 2016 de la Ville pour un montant global de 56 617 € (dont 33 521 € Ville, 6 096 € D.A., 17 000 € D.R.A.C.).


En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées, au titre du Parcours d'Education Artistique et Culturelle (PLEAC), année scolaire 2015/2016, pour un montant de 17 000€,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 Avril 2016

Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

Attribution de subventions – Temps d'activités périscolaires – Année scolaire 2016-2017

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier organise des Temps d'Activité Périscolaires dans les 123 écoles maternelles et élémentaires de la ville, les jours de classe (lundis, mardis, jeudis et vendredis) de 16h à 17h30.

Afin de proposer aux enfants des activités périscolaires variées et complémentaires de celles mises en place par les animateurs municipaux, la ville a sollicité par un appel à projets les associations qui souhaitent mettre en place des activités pendant les temps périscolaires.

Ces projets d'activités ont vocation à :

- Offrir au plus grand nombre d'enfants des activités périscolaires diversifiées et adaptées à leur âge, en complémentarité avec les temps scolaires.
- Favoriser la découverte par les enfants des écoles de nouvelles activités sportives, culturelles, scientifiques ou ludiques.
- Encourager les enfants scolarisés à découvrir et s'appropriier le territoire et le patrimoine de leur environnement quotidien.

Après examen des propositions associatives et en tenant compte de leur cohérence avec les projets pédagogiques périscolaires des écoles concernées, il est proposé d'accorder des subventions aux associations suivantes, comme défini ci-dessous :

Code	STRUCTURE	NOM DU PROJET	MONTANT
3932	Association Cévennes Insertion Loisirs et Education ACLE	Jeux de société TAP	16000

3178	Association Diffusion et Information sur la Technique Alexander ADITA	Un esprit sain dans un corps sain	3150
2310	Association pour le Développement des Pratiques Cyclistes ADPC	Ma ville à vélo	900
432	Association des Pupilles de l'Enseignement Public-AD PEP 34	Animation des TAP	196000
5842	ADN citoyen	Education culture numérique RECREANUM	3500
2432	Allons z'enfants - Compagnie Didier Théron	L'atelier des arts sud spectacle	7400
689	Association Languedocienne pour la Jeunesse Fabulos Droles	TAP Fabulos Droles	37000
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	TAP environnement urbain à l'école Painlevé	2700
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	TAP environnement urbain à l'école Simenon	2700
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	TAP environnement urbain à l'école Chengdu	2700
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	TAP environnement urbain à l'école Morisot	2700
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	TAP environnement urbain à l'école Bazille	2700
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	TAP environnement urbain à l'école Michelet	2700
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	TAP environnement urbain à l'école Daubié	2700
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	TAP environnement urbain à l'école B. Pascal	2700
6126	Aquarius Théâtre	Initiation au théâtre	15500
1187	Arceaux Montpellier	Initiation à la pratique du football	1500
	Art et transformation	Atelier clown	2300
5966	Arthur Théâtre	Ateliers de théâtre éducation	11500
1230	Association Sportive des Beaux-Arts Montpellier ASBAM	ASBAM et rythmes scolaires	2750
914	ASLJ Montpellier Croix d'Argent	Initiation ludique au volley	16000
2139	ASPTT Montpellier	Temps péri scolaire	15000
2726	Association CARTHAGE	Atelier musique	5000
3381	Association DIFED	De l'environnement dans mon école	2500
6497	association eau pour la vie AEV	Les enjeux de l'eau à Montpellier et ailleurs	7150
5911	Association Fabrique de l'Autonomie et de la Responsabilité Citoyenne FARC	Mieux vivre ensemble	4900
5499	Association La Hurlante	Mascarades	2500
5125	Association les mains enchantées	Création livres illustrés et mosaïque	6500
6541	Association Méamuse	Alimentation saine et durable	1000

6007	association Mouvement Art Total	Jeux corporels autour de la danse contemporaine	8000
7078	Association OPELA	Ateliers ludiques en langues vivantes	1800
6172	Association Pamplémousse	Danse créative	2500
5722	Association Pratique Educative et Plaisirs Sportifs PEPS	défis olympiques	7000
5722	Association Pratique Educative et Plaisirs Sportifs PEPS	Histoires magiques	7000
5722	Association Pratique Educative et Plaisirs Sportifs PEPS	Fabrique ton sac à dos	7000
5722	Association Pratique Educative et Plaisirs Sportifs PEPS	Le tour du monde de l'animation	7000
6538	Association Récits d'ailleurs	Exprimons-nous !	1000
1949	Association ThéâViDa	Arts visuels d'Amérique latine	3000
6548	Autonomie créative (l'Académie)	AGORA	7000
1813	Axe sport Art et culture	anglais	6900
1813	Axe sport Art et culture	multi danses	6900
1813	Axe sport Art et culture	multi sports	11800
5971	Brand à part	Le ciné goûter	2500
575	Calandreta dau Clapas	Atelier échecs initiation et perfectionnement	4400
789	Comité Départemental UFOLEP 34	Animations éducatives périscolaires Voltaire Pagnol	37000
789	Comité Départemental UFOLEP 34	Animations éducatives périscolaires Beethoven	37000
789	Comité Départemental UFOLEP 34	Animations éducatives périscolaires Kipling Baudelaire	37000
789	Comité Départemental UFOLEP 34	Animations éducatives périscolaires Olympe de Gouges	37000
789	Comité Départemental UFOLEP 34	Animations éducatives périscolaires au Petit Bard	37000
3845	Centre Arts du Cirque BALTHAZAR	Atelier cirque Figuerolles Gambetta	5200
3845	Centre Arts du Cirque BALTHAZAR	Atelier Cirque hauts de Massane	1700
4955	centre culturel international musiques sans frontières	Recuperçu	3950
	Chasses au trésor d'Occitanie CATOC	Chasse au trésor	3950
	CODES Comité d'éducation pour la santé	projet contes	2700
4517	Comité Départemental Handisport Hérault	Handisport pour tous Mosson	2000
4517	Comité Départemental Handisport Hérault	Handisport pour tous Cévennes	2000

6545	Comité départemental du sport en milieu rural CDSMR	Découverte du disc golf et de jeux traditionnels	7900
1549	Comité sport adapté 34	Activités physiques en CLIS	5600
1549	Comité sport adapté 34	activités physiques adaptées avec des CLIS	3450
1549	Comité sport adapté 34	Mixité et partage dans le sport	1600
5122	Compagnie Alegria Kryptonite	Atelier de pratique théâtrale	5000
2973	Compagnie Flamenca Temperamento Andaluz	Univers flamenco danse et chant	1200
5824	Compagnie La Maison	Danses et imaginaires	4300
5657	Compagnie l'Enjambée	Le corps en jeu	5900
1774	Compagnie Pépi Morena	Eveil corporel et musical	5400
5554	compagnie Théâtre du Sud	Activités périscolaires	4900
2049	CPCV Sud Est	Atelier éco citoyen	4300
2049	CPCV Sud Est	Comédie musicale	4300
2049	CPCV Sud Est	Et toi t'écoute quoi ?	4300
2049	CPCV Sud Est	Fêtes d'ici et d'ailleurs	4300
2049	CPCV Sud Est	Il était une fois	4300
2049	CPCV Sud Est	jeux de construction	4300
2049	CPCV Sud Est	jeux du monde et jeux traditionnels	4300
2049	CPCV Sud Est	création jeux de société	4300
2049	CPCV Sud Est	Médialab	2200
2049	CPCV Sud Est	nouveaux jeux sportifs	4300
2049	CPCV Sud Est	sur les ondes	4300
2049	CPCV Sud Est	vis ma ville	4300
2049	CPCV Sud Est	citoyens de demain tous semblables	4300
2049	CPCV Sud Est	jeux coopératifs	4300

2049	CPCV Sud Est	nos amies les bêtes	4300
6492	Croc and Move	croc la vie	3200
	Croix Rouge Française	Tous secouristes - prévention et secours civiques	1200
372	Développement solidaire et durable	Rendre les enfants acteurs du développement solidaire et durable	35000
6184	Eduquer Créer Divertir Cultiver	Robots, mots et musicaux	29500
406	Echecs club Montpellier	activités éducatives périscolaires	5900
6085	Ecole de musique de Fabrègues	découverte du Ukulélé	2100
2324	Ecole des Arts martiaux chinois	découverte des arts martiaux chinois	5900
5664	ELVIRE	Poésie écrite et orale	2500
5665	En traits libres	TAP et arts plastiques	19200
5803	Entrée de secours	A l'école de la prévention	22100
3675	ESSOR "Savoirs et partages"	Arrimage en scène	1750
2149	Eveil en mouvement	Activités éducatives périscolaires	45000
1083	Fédération Nationale des Compagnies de Théâtre Amateur FNCTA CD 34	Ateliers théâtre enfants	13500
71	Echanges Internationaux Culture et Citoyenneté I.PEICC	des mots et des couleurs	2750
71	Echanges Internationaux Culture et Citoyenneté I.PEICC	citoyens juniors	2750
3848	Ici et maintenant	relaxation yoga	1550
6436	Italia a due passi	découverte de l'italien	3220
409	Jouons en ludothèque	Ludothèque Pergola à l'école	3450
409	Jouons en ludothèque	ludothèque à l'école	14000
1201	La boutique d'écriture & Co	activités culturelles à l'école Sévigné	3000
5045	La compagnie Maritime La Pilotine	Tous en scène Près d'arènes	10000
474	La Gerbe	activités éducatives périscolaires	18750
8898	La Petite Fabrique	créativité et arts plastiques	10000
4472	La vista	la découverte du clown et sa gestuelle	4500
6350	L'abeille en jeux	découverte des abeilles	3000
3064	Lache les Mots	écrire et s'écrier	4950

5947	Le jardin des notes	projet musique	6900
4388	Le Passe Muraille	jardin	5000
4388	Le Passe Muraille	jeux du monde	5000
4388	Le Passe Muraille	club nature	5000
4388	Le Passe Muraille	patrimoine immatériel	5000
4388	Le Passe Muraille	découverte du territoire	5000
467	Le Relais	parcours éducatif Condorcet	7300
467	Le Relais	parcours éducatif Pasteur	14800
467	Le Relais	parcours éducatif Rousseau	14800
467	Le Relais	parcours éducatif Lamartine	14800
5844	Les Dés Calés	Education par le jeu	7000
5988	Les Films de la criée	images, découverte, initiation, jeux et fabrication	7900
1469	Les Francas de l'Herault	Animathèque	168000
25	Les petits débrouillards	sciences amusantes	42000
720	Ligue contre le cancer	N'attends pas demain, prends ta santé en main	500
6544	Ligue nationale contre l'obésité	TAP Alim	10300
6535	Line up	découverte et pratique de l'art du graffiti	1900
6155	L'ouvre boîtes	je joue, tu joues, jouons ensemble	5000
	Ludilangues France	Raconte ta vie en stop motion	5200
	Ludilangues France	dis-moi di mots en anglais	8400
233	Ma vie	activités physiques motrices	2200
6150	M(art)mot	initiation à l'archéologie	2600
6150	M(art)mot	jeux créatifs et histoire de l'art	10400
3230	Maison d'Architecture Languedoc-Roussillon	Sensibilisation en architecture	8 700
6348	Mille feuilles	histoires de pattes et de plumes	400
5537	Mom'Art Factory	arts plastiques, jeux d'écriture et de dessin autour des livres de la littérature jeunesse	4950
5537	Mom'Art Factory	arts plastiques	2500
5537	Mom'Art Factory	arts plastiques et littérature jeunesse	4950
5537	Mom'Art Factory	atelier initiation théâtre	4950

5537	Mom'Art Factory	atelier de conte théâtralisé	4950
5537	Mom'Art Factory	initiation à la vidéo	2500
5223	Montpellier Agglomération Athlétique Méditerranée	apprentissage d'un sport en primaire	4500
1238	Montpellier AM Judo	a l'école du judo	5918
3808	Montpellier culture sport adapté	découverte sportive en CLIS1 Croix d'Argent Cévennes	5950
4556	Montpellier Eaux Vives Canoé Kayak	Montpellier au fil de l'eau	3100
128	Montpellier Handball	Initiation Handball	4500
2274	Montpellier Monocycle	initiation au monocycle	3650
5854	Montpellier Mosson Omnisports	Les hauts de Massane à l'école du sport périscolaire	12000
1541	Montpellier Tennis de Table	Initiation au tennis de table	6000
4144	Montpellier Université Club MUC Vacances	Temps périscolaires éducatifs	597500
6547	Newol Entertainment	Radio TV école : apprends à t'exprimer	2100
1810	Oaqadi - On a quelque chose à dire	Découverte de la radio, un outil éducatif	5400
1783	OCTOPUS EXPRESSION	Théâtre patrimoine et citoyenneté	9700
6537	O'NARI	Ateliers philo-mots, musicophiles, radiophiles	3950
265	Opéra Orchestre National de Montpellier	A la découverte de l'Opéra	2200
5979	Plateau neuf	Atelier Dans théâtre TAP	2950
38	Radio Aviva	initiation à la radio	2250
29	Radio clapas	des sons animés	4950
2835	Solidarité DOM TOM Hérault	Eduquons ensemble pour une école idéale et citoyenne	7500
1240	Satellite	danse à l'école	1000
	Sophrologie 34	Atelier récréatif relaxation et communication	3950
6322	Sonikete Flamenco	Flamenco danse et musique	8800
2502	Sport tambourin club de Montpellier	En avant le jeu	3000
5775	Steeldrum languedoc	Percussions, danse et contes traditionnels du monde	1700
2811	Strata'j'm sud	A la découverte des jeux	14300
6444	Syllabe	Atelier de lecture et d'écriture	4900
6115	Thalie	Schoolart	2000

4586	Vacances Evasion	réalisation d'activités éducatives	246500
1046	Visuel LSF LR	A toi de signer	3600
6152	Yapad'lez'arts	contes à écouter et à parler	1800
		Total subventions attribuées	2 410 938
		Provisions	89 062
		TOTAL	2 500 000 €

Le subventionnement de ces 167 projets permettra aux associations d'organiser 39 366 groupes d'activités dans les écoles, ce qui représente une moyenne de 273 séances d'activités chaque jour.

Le total des subventions accordées pour l'ensemble de ces projets est de 2 410 938€. Les actions seront menées sur l'année scolaire 2016 -2017.

Les modalités de paiement des subventions sont détaillées dans la convention spécifique des projets périscolaires dont le modèle a été adopté par la délibération du 24 Juillet 2014 :

- Un premier versement égal à 70% de la subvention totale est versé à chaque association avant le début de l'action, dès réception de la convention signée.
- Le solde de la subvention, soit 30% du montant voté, est versé après la fin de l'action si celle-ci a été intégralement exécutée. Le bilan de l'action est établi sur la base du rapport d'activité présenté par l'association.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions
- De prélever les sommes nécessaires au premier versement sur les crédits inscrits au budget 2016 sur la ligne 24419 nature 6574 chapitre 922.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 Avril 2016

Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

Crèche « Boussinesq » Délégation de Service Public Délibération de principe

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier poursuit son objectif d'augmenter l'offre d'accueil des 0-3 ans pour accompagner sa croissance démographique mais également s'adapter aux nouveaux besoins et demandes des parents. L'objectif de la politique enfance vise à offrir au plus grand nombre d'enfants un accueil de qualité, professionnalisé, diversifié et adapté aux besoins des familles. Cet objectif se décline à tous les niveaux, depuis l'accueil des familles jusqu'au développement de l'offre qui a triplé en 30 ans. Malgré ce développement considérable, l'offre d'accueil sur le territoire reste toujours insuffisante au regard de la demande.

Par délibération du 7 novembre 2011, le Conseil Municipal a lancé une consultation d'opérateurs pour la réalisation d'un programme immobilier dans le quartier des Arceaux, au 6 rue Boussinesq. Dans le cadre de cette opération immobilière, la Ville a eu l'opportunité de pouvoir développer un projet de nouvelle crèche. L'espace disponible, d'une superficie de 1 344 m², donnait les moyens de créer une crèche d'une grande capacité et de développer ainsi l'offre de places sur la Ville. Cette nouvelle crèche dite « Boussinesq » (dans l'attente de sa dénomination officielle) offrira au moins 89 places d'accueil collectif et 12 places d'accueil familial.

Parallèlement, et de façon partagée, la Ville, le Conseil Départemental et la Caf de l'Hérault constatent que de nombreuses familles en démarche d'insertion professionnelle rencontrent des difficultés pour trouver un mode de garde adapté aux contraintes de déplacement et/ou d'horaires imposées par leur parcours d'insertion. Par ailleurs, l'augmentation de la flexibilité des horaires de travail et les changements qui affectent la structure et l'organisation familiale suscitent des besoins d'assouplissement ou d'extension des horaires d'accueil. Les salariés travaillent moins souvent à horaires hebdomadaires réguliers que précédemment et plus fréquemment à horaires irréguliers. Cette évolution touche davantage les femmes que les hommes et elle impacte, en particulier les familles monoparentales, nombreuses sur la Ville de Montpellier, dans leur organisation

familiale. Or, l'offre d'accueil existante sur le territoire montpelliérain doit être renforcée pour prendre en compte ces nouveaux besoins.

Par sa localisation, la crèche « Boussinesq » s'ouvre particulièrement aux familles issues de plusieurs quartiers environnants, identifiés comme socialement prioritaires. La réponse proposée porte donc à la fois sur le temps d'accueil, l'amplitude d'ouverture au public et l'accessibilité-transport. La Ville a souhaité que le projet de cette crèche soit adapté aux besoins du territoire et basé sur des principes qui répondent aux attentes de ces publics spécifiques :

- Adaptation du projet d'accueil et mobilisation de places au profit de ces familles au moyen de contrats d'accueil à temps partiels ou irréguliers,
- Ouverture de l'établissement sur une amplitude horaire élargie tôt le matin et tard le soir : la crèche pourrait ouvrir dès 6h et jusqu'à 20h,
- Accessibilité de l'établissement particulièrement favorisée par la proximité immédiate de la ligne 3 de tramway.

Un tel projet nécessite une organisation apte à mobiliser et mettre en œuvre des moyens inhabituels pour assurer une exploitation dimensionnée à la hauteur de l'enjeu et notamment en matière de gestion des personnels. Au vu de l'ensemble de ces éléments, le recours à la gestion déléguée pour la future crèche « Boussinesq » présente les avantages suivants :

La réponse à un besoin d'accueil spécifique : compte tenu du public ciblé, le projet de crèche doit être orienté vers l'accentuation de l'individualisation de l'accueil et du soutien à la parentalité et prévoir l'élargissement des horaires d'ouverture. Une organisation adaptée aux contraintes de gestion requises nécessite du personnel supplémentaire et, par conséquent, une augmentation de la masse salariale difficile à envisager pour la Ville dans le contexte financier actuel. Par ailleurs, les horaires d'ouverture élargis paraissent difficilement compatibles avec les horaires habituels de travail du personnel municipal.

L'optimisation de l'offre : au regard du dynamisme démographique de la ville de Montpellier (près de 4 000 nouveaux arrivants chaque année), il est nécessaire de développer l'offre d'accueil. Cette pression du besoin ainsi que les contraintes budgétaires et les exigences réglementaires se cumulent et ne cessent d'augmenter. Le recours à la délégation de service public permet une meilleure maîtrise des coûts. En effet, ceux-ci sont analysés, négociés et arrêtés de manière contractuelle dans le cadre de la mise en concurrence sur la base d'un cahier des charges précisant les attendus de la Ville en matière de service public, assurant ainsi un résultat plus avantageux pour la collectivité.

L'échange d'expériences : le recours à une entreprise expérimentée dans la gestion d'une crèche municipale favorise également l'échange d'expertises (accueil des enfants, relations avec les familles, partage des projets pédagogiques, optimisation de la fréquentation des établissements). La crèche municipale déléguée participe comme les autres établissements municipaux à la mise en œuvre du service public, par exemple au moment des fermetures estivales.

Dans un contexte de croissance démographique, cette optimisation permet en outre à la collectivité de se donner les moyens de maintenir les structures existantes sur le territoire tout en continuant à développer l'offre, à court et moyen terme.

Pour ces raisons, eu égard à la particularité du projet et à la nécessaire maîtrise des coûts qu'impose la conjoncture économique des finances locales, la Ville préconise donc le recours à une délégation de service public (DSP) plutôt qu'à une exploitation en régie directe.

Conformément à l'article L1411-4 du C.G.C.T, la commission consultative des services publics locaux a été consultée le 14 avril 2016 sur ce projet de gestion déléguée. Le Comité Technique a également été consulté. Le Conseil municipal, aux termes de la loi, doit maintenant se prononcer sur le principe de cette délégation, dont les grandes lignes sont définies ci-après et précisées dans le rapport de présentation joint en annexe.

- Le délégataire gérera l'ouvrage pour le compte et sous le contrôle de la Ville, avec un contrat conclu pour une durée de 5 ans, à compter de la date d'ouverture envisagée pour début septembre 2017.

- Le délégataire versera à la Ville une redevance pour le loyer correspondant aux locaux mis à disposition par la collectivité. Le délégataire assurera l'entretien et la maintenance des locaux et des équipements mis à sa disposition dans le respect des normes de sécurité et d'accessibilité.
- Les locaux sont mis à disposition vides d'équipements et mobiliers. Le délégataire aménagera les locaux de façon à assurer le bon fonctionnement du service. L'ensemble des équipements et ameublements deviendront propriété de la Ville à l'issue de la délégation.
- Le délégataire gèrera la mission de service public qui lui sera confiée sous sa propre responsabilité et à ses risques et périls. Il assurera la responsabilité de la relation avec les usagers, dans les conditions prévues au cahier des charges et rendra compte de sa gestion à la collectivité conformément à la loi (art L 1411-3 du CGCT).
- En contrepartie, il percevra pour son propre compte les recettes d'exploitation : participations des familles calculées selon la tarification prévue par la Caisse Nationale des Allocations Familiales, la Prestation de Service Unique de la CAF et la participation de la Ville telle que définie dans la convention (dont le montant sera déterminé lors de la négociation du futur contrat).

En conséquence, vu les avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et du Comité Technique, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la gestion de la crèche dite « Boussinesq » dans le cadre d'une délégation de service public ;
- D'approuver les orientations principales et les caractéristiques de la délégation telles qu'elles sont définies dans le rapport de présentation joint en annexe ;
- De décider le lancement de la procédure de mise en concurrence telle que définie aux articles L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales qui conduira à la désignation du futur exploitant de la crèche « Boussinesq » ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 29 Avril 2016

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DE LA CRECHE « BOUSSINESQ » RAPPORT DE PRESENTATION

Préambule

L'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que les assemblées délibérantes se prononcent sur le principe de toute délégation de service public local, au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations dont il est question, après avoir recueilli l'avis de la commission consultative des services publics locaux prévue à l'article L. 1413-1.

Le Comité Technique doit également être consulté conformément à l'article 33 de la Loi n° 84-23 du 24 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, dès lors qu'un projet de délégation de service public fait partie des questions touchant à l'organisation et aux conditions générales de fonctionnement des administrations.

1- Présentation de la politique petite enfance

La Ville de Montpellier poursuit son objectif d'augmenter l'offre d'accueil des 0-3 ans pour accompagner sa croissance démographique mais également s'adapter aux nouveaux besoins et demandes des parents. L'objectif de la politique enfance vise à offrir au plus grand nombre d'enfants un accueil de qualité, professionnel, diversifié et adapté aux besoins des familles. Cet objectif se décline à tous les niveaux, depuis l'accueil des familles jusqu'au développement de l'offre d'accueil.

2- L'offre d'accueil sur le territoire communal

Aujourd'hui, la Ville de Montpellier compte près de **5 500 places aux enfants montpelliérains** réparties dans les établissements municipaux, associatifs, privés et chez les assistantes maternelles indépendantes. Il se répartit comme suit :

➤ L'offre d'accueil collectif : 2 456 places

- 1 207 places municipales dans 30 établissements en régie directe (16 crèches, 13 haltes garderies, 1 jardin d'enfants) et une crèche en gestion déléguée ;
- 561 places associatives dans 23 établissements (20 multi-accueils et 3 micro-crèches) ;
- 369 places privées dans 16 établissements (7 crèches, 1 jardin d'enfant et 8 micro-crèches) ;
- 319 places d'organismes publics dans 3 établissements (CHU, Conseil Départemental, Caf).

➤ L'offre d'accueil individuel : 3 037 places

- 141 places municipales ;
- 33 places associatives (1 crèche familiale et 1 relais parental) ;
- 125 places d'organismes publics dans 3 établissements (CHU, Conseil Départemental, Caf) ;
- 2 738 places privées (dont 57 places dans 6 MAM et 2 681 places chez les 1 011 assistantes maternelles indépendantes).

La commune de Montpellier propose donc une offre d'accueil qui repose avant tout sur un réseau municipal fort de 33 établissements (32 en régie directe et un en DSP), offrant 1 348 places, soit près de 50% de l'offre d'accueil totale sur le territoire.

Ce secteur a triplé en 30 ans pour répondre à l'accroissement démographique et aux besoins croissants en matière d'accueil des jeunes enfants. Malgré ce développement considérable, l'offre d'accueil sur le territoire reste toujours insuffisante au regard de la demande (en 2016, près de 1 000 enfants sont encore en attente d'une place). Ainsi, sur la durée du prochain Contrat Enfance Jeunesse 2015-2018, **la Ville prévoit de créer 202 places dans les structures municipales** et de contribuer au fonctionnement de 59 places associatives, soit 261 places au total.

3- Description sommaire de la crèche « Boussinesq »

La Ville a eu l'opportunité de pouvoir développer un projet de nouvelle crèche, dans le quartier des Arceaux, dans le cadre d'une opération immobilière, au 6 rue Boussinesq. L'espace disponible, d'une superficie de 1 344 m², donnait les moyens de créer une crèche d'une grande capacité et de développer ainsi l'offre de places sur la Ville.

La nouvelle crèche dite « Boussinesq » (dans l'attente de sa dénomination officielle) est située en rez-de-chaussée d'un bâtiment comprenant des logements ainsi qu'une salle destinée à la vie associative du quartier. Elle comprend 3 sections bien distinctes d'accueil des enfants, des espaces communs d'activité (accueil, psychomotricité, peinture...), 2 bureaux, une zone technique (cuisine, buanderie, salle du personnel) et des cours extérieures.

La crèche municipale « Sophie Lagrèze » d'une capacité de 60 places est également située dans le quartier des Arceaux. Créée en 1885, il s'agit de la deuxième crèche ouverte par la collectivité. La vétusté des locaux et l'évolution des contraintes réglementaires nécessitaient des travaux de remise aux normes très onéreux et techniquement difficiles compte tenu de l'âge du bâtiment. La Ville a donc décidé de fermer cette structure.

Ainsi, la création de la nouvelle crèche « Boussinesq » permettait de maintenir le nombre de places et même d'en développer pour répondre à la forte demande existante sur le quartier des Arceaux. En effet, la capacité d'accueil permettra d'offrir **au moins 89 places d'accueil collectif et 12 places en accueil familial** aux enfants âgés de 2 mois et demi à 4 ans ou moins de 6 ans en accueil périscolaire.

4- Le projet de crèche « Boussinesq »

De façon partagée, la Ville, le Conseil Départemental et la Caf de l'Hérault constatent que de nombreuses familles en démarche d'insertion professionnelle rencontrent des difficultés pour trouver un mode de garde adapté aux contraintes de déplacement et/ou d'horaires imposées par leur parcours d'insertion. Par ailleurs, l'augmentation de la flexibilité des horaires de travail et les changements qui affectent la structure et l'organisation familiale suscitent des besoins d'assouplissement ou d'extension des horaires d'accueil. Les salariés travaillent moins souvent à horaires hebdomadaires réguliers que précédemment et plus fréquemment à

horaires irréguliers. Cette évolution touche davantage les femmes que les hommes et elle impacte, en particulier les familles monoparentales, nombreuses sur la Ville de Montpellier, dans leur organisation familiale. Or, l'offre d'accueil existante sur le territoire montpellierain prend peu en compte ces nouveaux besoins.

Or, par sa localisation, la nouvelle crèche « Boussinesq » s'ouvre particulièrement aux familles issues de plusieurs quartiers environnants, identifiés comme socialement prioritaires. La réponse porte donc à la fois sur le temps d'accueil, l'amplitude d'ouverture au public et l'accessibilité-transport.

Aussi, dès sa conception, la Ville a souhaité que le projet de cette crèche soit adapté au besoin du territoire et basé sur des principes originaux qui répondent aux attentes de ces publics spécifiques :

- Adaptation du projet d'accueil et mobilisation de places au profit de ces familles au moyen de contrats d'accueil à temps partiels ou irréguliers,
- Ouverture de l'établissement sur une amplitude horaire élargie tôt le matin et tard le soir : la crèche pourrait ouvrir dès 6h (au lieu de 7h30) et jusqu'à 20h maximum (au lieu de 18h30).
- Accessibilité de l'établissement particulièrement favorisée par la proximité immédiate de la ligne 3 de tramway.

Un tel projet nécessite néanmoins une organisation apte à mobiliser et mettre en œuvre des moyens inhabituels pour assurer une exploitation dimensionnée à la hauteur de l'enjeu et notamment en matière de gestion des personnels.

5- Etude des modes de gestion possibles

- La régie directe : il s'agit d'une exploitation directe par la Ville qui assume les moyens techniques financiers et humains nécessaires à la gestion du service. Par conséquent, la collectivité compense l'intégralité du déficit du service public.
- La délégation de service public : consiste à confier la gestion de la crèche municipale à un délégataire qui assume les coûts de gestion à ses risques et périls tout en déterminant la politique de gestion du service public au travers d'un cahier des charges précis établi par la collectivité délégante comportant la politique de gestion et les exigences attendues. Ce mode de gestion permet de faire supporter les charges liées aux équipements et travaux sur les comptes de la délégation. En contrepartie, la Ville verse au délégataire une compensation financière fixe et plafonnée que le délégataire a calibrée en fonction de ses prévisions de fréquentation.

6- Le choix du recours à la délégation de service public

Au vu de l'ensemble de ces éléments, la Ville s'interroge sur la pertinence d'une exploitation en régie directe. En effet, le recours à la gestion déléguée pour la future crèche « Boussinesq » présente les avantages suivants :

- **la réponse à un besoin d'accueil spécifique** : compte tenu du public ciblé, en démarche d'insertion ou en emploi sur des horaires irréguliers et/ou décalés, le projet de crèche doit, d'une part, être orienté vers l'accentuation de l'individualisation de l'accueil et du soutien à la parentalité et, d'autre part, prévoir l'élargissement des horaires d'ouverture pour répondre aux contraintes horaires qui s'imposent très souvent à ces familles. La détermination des horaires élargis adaptés résulterait d'une étude de besoin réalisée par les candidats dans le cadre de la procédure de mise en concurrence. Ainsi, la Ville pourrait

analyser ce critère de valeur technique à part entière et en tenir compte pour l'attribution de la délégation de service public.

Une organisation adaptée aux contraintes de gestion requises nécessite du personnel supplémentaire pour couvrir les plages d'ouverture au public élargies ainsi que du personnel spécifiquement formé à l'individualisation de l'accueil. En conséquence, cela implique inévitablement une augmentation de la masse salariale difficile à envisager pour la Ville dans le contexte financier actuel. Par ailleurs, les horaires d'ouverture élargis paraissent incompatibles avec les horaires habituels de travail du personnel municipal, ce qui ne permet pas d'effectuer les remplacements et/ou les renforts par le personnel des autres établissements municipaux, pourtant souvent nécessaires.

- **l'optimisation de l'offre** : la ville de Montpellier accueille chaque année près de 4 000 nouveaux arrivants dont le profil-type est celui d'une femme (53%), âgée de 27 ans et vivant seule (39%). Ce solde migratoire exponentiel (en 35 ans la ville a vu sa population multipliée par trois) s'accompagne d'une natalité élevée (3 906 naissances en 2013). Au regard de ce dynamisme démographique, il est nécessaire de développer et d'adapter l'offre d'accueil. Or, cette pression du besoin, ainsi que les contraintes budgétaires et les exigences réglementaires qui se cumulent et ne cessent d'augmenter se répercutent déjà sur les 32 établissements d'accueil que la Ville gère en régie directe.

Le recours à la délégation de service public permet une meilleure maîtrise des coûts car ces derniers sont analysés, négociés et arrêtés de manière contractuelle dans le cadre de la mise en concurrence. D'autre part, des études de coûts ont démontré, qu'à nombre de berceaux et niveaux de prestation équivalents, le reste à charge pour la Ville d'une place en gestion déléguée équivaut à la moitié d'une place en gestion directe (4 162 € pour la DSP et 8 618 € pour la régie).

Dans un contexte de maintien de la croissance démographique, cette optimisation permet en outre à la collectivité de se donner les moyens de continuer à développer l'offre sur le territoire montpellierain, à court et moyen terme.

- **l'échange d'expériences** : le recours à une entreprise expérimentée dans la gestion d'une crèche municipale permet également l'échange enrichissant d'expertise. Cet échange peut être profitable notamment dans le cadre des pratiques professionnelles telles que l'accueil des enfants, les relations avec les familles, le partage des projets pédagogiques ou encore l'optimisation de la fréquentation des établissements. La crèche municipale déléguée participe comme les autres établissements municipaux à la mise en œuvre du service public, par exemple au moment des fermetures estivales.

Eu égard à la particularité du projet et à la nécessaire maîtrise des coûts qu'impose la conjoncture économique des finances locales, la Ville préconise donc le recours à une délégation de service public (DSP) plutôt qu'une exploitation en régie directe.

7- Conditions générales d'exercice des prestations du futur délégataire

La gestion par le nouveau délégataire de la crèche Boussinesq est prévue **à compter du 1^{er} septembre 2017**. Le délégataire gèrera l'ouvrage pour le compte de la Ville et assurera le fonctionnement général de la crèche. Il assumera l'exploitation, la gestion, l'entretien et la maintenance des locaux et des équipements mis à sa disposition dans le respect des normes de sécurité et d'accessibilité.

Les locaux sont mis à disposition vides. La Ville prend en charge le seul équipement de base de la cuisine à savoir les équipements fixes solidaires des locaux (évier, hotte, plans de travail). Le délégataire aménagera les locaux de façon à assurer le bon fonctionnement du service.

L'ensemble des équipements et ameublements deviendront propriété de la ville à l'issue de la délégation.

Le délégataire gèrera la mission de service public qui lui sera confiée sous sa responsabilité et à ses risques et périls. Tel que prévu au cahier des charges, il devra assurer le fonctionnement de la crèche sur des modalités et un calendrier définis en concertation avec la Ville.

En contrepartie, il percevra pour son propre compte les recettes d'exploitation : participations des familles calculées selon la tarification prévue par la Caisse Nationale des Allocations Familiales, la Prestation de Service Unique de la CAF, la participation de la Ville telle que définie dans la convention. Si besoin, il s'engagera à solliciter toutes les subventions possibles au titre de la gestion du service auprès des partenaires financeurs de l'activité (CAF, Conseil Départemental...).

Le délégataire versera à la Ville, chaque année, une redevance pour le loyer correspondant aux locaux mis à disposition par la collectivité.

Le délégataire est responsable du recrutement et de la rémunération de l'ensemble des personnels nécessaires au bon fonctionnement de l'établissement, y compris les assistantes maternelles dévolues à l'accueil familial, dans le respect des dispositions du Code du Travail et de l'ensemble des réglementations applicables aux personnels de ce secteur d'activité (décrets du 1^{er} août 2000, du 20 février 2007 et du 07 juin 2010).

De plus, le délégataire aura seul la responsabilité des relations avec les familles. Toutefois, cette création de structure étant concomitante à la fermeture de la crèche Sophie Lagrèze, la Ville organisera les conditions de transfert des enfants accueillis au sein de l'établissement S. Lagrèze dans le cadre de la future délégation.

Le délégataire rédigera le projet d'établissement et le projet pédagogique qui correspondent aux principes du projet éducatif municipal (PEG). La livraison des denrées alimentaires, la réalisation et la distribution des repas doivent être assurées dans les conditions d'hygiène, de sécurité sanitaire et d'équilibre nutritionnel adaptés aux jeunes enfants.

Pour veiller à la bonne exploitation du service, le délégataire devra produire les éléments permettant à la Ville de s'assurer de la qualité du service et d'apprécier les conditions d'exécution du service public. La Ville de Montpellier exercera son contrôle sur le service délégué. Elle aura notamment la faculté de contrôler la qualité des prestations (accueil des enfants ...), le bon entretien des locaux et les installations concernées par la convention et pourra vérifier que la destination des locaux est conforme aux dispositions prévues dans la convention. Elle exercera également son contrôle sur les conditions d'exploitation pour s'assurer que celles-ci sont conformes aux règlements relatifs à l'hygiène et à la sécurité.

D'une façon générale, la Ville de Montpellier aura le droit de faire procéder à toutes les vérifications qu'elle jugera utiles pour s'assurer que les clauses de la convention sont régulièrement observées et que ses intérêts sont sauvegardés. Les locaux et installations pourront faire l'objet de visites soit par des agents de la Ville, soit par des prestataires mandatés par elle pour vérifier le nettoyage, le bon entretien et la sécurité. Ces contrôles ne sauraient en aucune manière dégager le délégataire de ses responsabilités, ni engager celle de la Ville. La Ville conserve le contrôle du service et s'engage à fournir au délégataire tous renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations.

De surcroît, la Ville pourra mettre fin à la délégation de manière unilatérale en cas de faute du délégataire, conformément aux dispositions légales, ou pour motif d'intérêt général, sous réserve du versement d'indemnités.

Il est donc proposé de lancer une procédure pour une durée de DSP de 5 ans:

Pour le Maire et par délégation,
L'Adjointe Déléguée à l'Enfance,

Titina DASYLVA

A handwritten signature in black ink, consisting of a long horizontal line with a curved hook at the end and the letters 'TD' written below it.

Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

Urban Trail Nocturne de Montpellier le vendredi 13 mai 2016 Convention d'occupation du domaine public Attribution d'une subvention - Exercice 2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Au titre de sa politique sportive, la Ville de Montpellier accueille de nombreuses manifestations sportives de dimension nationale.

Le Montpellier Agglomération Athlétique Méditerranée (MAAM) organise, avec l'appui de la Ville de Montpellier, le deuxième Urban Trail Nocturne de Montpellier le vendredi 13 mai 2016.

Le trail urbain se présente sur un parcours entièrement en zone urbaine, sans pour autant emprunter uniquement des passages bitumés ou bétonnés. Les difficultés de cette course peuvent ainsi être des zones d'escaliers à dévaler ou à grimper, des passages à enjambrer.

Le choix retenu encore cette année, est d'organiser un trail urbain nocturne et de valoriser le centre historique de Montpellier à travers un parcours qui demande polyvalence, adresse, vitesse, résistance et puissance musculaire.

Ainsi, il sera proposé trois types de courses, un solo de 15 km, un relais de 7,5 kilomètres pour deux personnes, un duo de 15 km pour chacun.

Le départ et l'arrivée se feront de la place du Peyrou à partir de 21 heures.

Plus accessible que le trail, le trail urbain nocturne de Montpellier ne demande qu'une paire de running et une lampe frontale.

Les participants pourront ainsi accéder à la traversée de lieux emblématiques de la Ville tels que la Tour de la Babote, la place de la Comédie, les Echelles de la Ville, les escaliers du Corum, la Cathédrale et la rue de l'Université, ainsi que la traversée du Jardin des Plantes.

Considérant les éléments exposés ci-avant, il est proposé de soutenir cette manifestation qui concourt à un intérêt général et local en attribuant une subvention de 9 500 €.

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
5223	Montpellier Athlétic Méditerranée Métropole	Projet	Urban Trail Nocturne du vendredi 13 mai 2016	9 500 €
TOTAL				9 500 €

En complémentarité au regard de l'utilisation de la Place du Peyrou pour cette manifestation, une convention d'utilisation du domaine public de la ville, précisant la nature de l'autorisation, doit être signée entre les organisateurs et la Ville.

Cette autorisation constitue une subvention en nature eu égard à l'intérêt manifeste que représente cet événement.

Son montant ainsi valorisé est calculé en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2015 fixant les tarifs 2016 applicables au domaine public occupé, à savoir, pour 15 500 m² occupés correspondant à la place du Peyrou, une subvention en nature valorisable pour un montant de 33 325 € (15 500 m²*2,15 €*1 jour).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'attribuer une subvention de 9 500 € pour ce projet, qui sera prélevée sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924, et d'approuver la convention spécifique d'attribution annexée à la présente ;
- de prendre acte de l'occupation du domaine public telle que prévue par la convention d'occupation du domaine public ci-annexée, à titre gratuit, pour la manifestation eu égard à l'intérêt local qu'elle représente et à l'établissement d'une redevance pour les espaces commerciaux ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 33 325 € ;
- de dire que le montant ainsi valorisé sera inscrit au titre de subvention dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 29 Avril 2016

Nom de la structure: Montpellier Athlétique Méditerranée Métropole CA 5223
Nature de la subvention : Projet
Intitulé du projet : URBAN TRAIL
Montant attribué : 9 500 €
Thématique : Jeunesses & Sports

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE
SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal du 28 avril 2016.

Et :

La structure bénéficiaire, l'association Montpellier Athlétique Méditerranée Métropole représentée par Stéphane THIENOT, Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire l'association Montpellier Athlétique Méditerranée Métropole a sollicité de la Ville une subvention de **10 000 euros** pour le projet « Urban Trail ».

Le projet porté par la structure bénéficiaire l'association Montpellier Athlétique Méditerranée Métropole poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à : 58 250 € TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire l'association Montpellier Athlétique Méditerranée Métropole contribue au développement de la politique de la Ville en matière de Sports et Jeunesse et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2016.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2016, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire l'association Montpellier Athlétique Méditerranée Métropole une subvention d'un montant de **9 500 euros**.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le paiement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire de la **structure** (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2015 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2015 de la structure,
- Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet,
- Pièce N°8 : Une copie de l'intégralité des factures afférentes au projet

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire l'association Montpellier Athlétique Méditerranée Métropole , seule organisatrice de l'évènement, s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à ce que l'intégralité des recettes et des dépenses de l'évènement soit exclusivement affectée au compte de la structure attributaire sans recours à une société commerciale.
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie Participative et Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

CONVENTION D'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC DE LA VILLE DANS LE CADRE D'UNE MANIFESTATION SPORTIVE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur Fabien ABERT, Adjoint au Maire de la Ville de Montpellier Délégué à la Jeunesse et aux Sports, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 28 avril 2016, d'une part

et

L'Association Montpellier Athlétic Méditerranée Métropole

Représentée par son Président, Stéphane THIENOT

Adresse : Stade Philippiès – 2, avenue Charles Flahault – 34090 Montpellier

Téléphones domicile : professionnel : Portable : 06 32 64 87 58

Courriel :

Président d'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Nature de l'autorisation :

La Ville de Montpellier accepte de mettre à disposition de l'Association Montpellier Athlétic Méditerranée Métropole, dans le cadre de l'organisation de l'URBAN TRAIL DE MONTPELLIER, les Jardins du Peyrou , le vendredi 13 mai 2016 , de 5h30 à minuit .

La Ville accepte, également, le déroulement de la course dans les rues de Montpellier, ce même jour, de 20h à 23h.

Article 2 – Nature juridique de l'autorisation :

L'occupation consentie est régie par le code général de la propriété des personnes publiques à l'exclusion de toute autre législation.

Différents services municipaux sont concernés :

Service Voirie : arrêtés de stationnement et de circulation.

Police Municipale : présence et rondes sur le village du Peyrou , et mise à disposition des effectifs de policiers municipaux pour la sécurité de la course le 13 mai .

Service O.D.P. : autorisation de l'occupation du Domaine Public.

Pôle déchets : gestion avec la S.M.N. de la mise en place du personnel de nettoyage et des containers

Service Hygiène : arrêtés de sonorisation.

Service Protocole : prêt de matériel, mise en place des coffrets électriques pour alimenter les stands du village et gestion des moments protocolaires (inauguration, remise des prix ...)

Service des Sports : coordination de la manifestation, prêt de matériel, montage et démontage du village et , aménagement des différents points de ravitaillement sur le circuit , le jour de la course .

Article 3 – Redevance :

La présente convention est autorisée à titre gratuit pour les occupations du domaine public par des associations à but non lucratif concourant à un intérêt général, en application de l'article L. 2125-1 du code précité.

Cette occupation du domaine public, à titre gratuit, est considérée comme une subvention en nature, valorisable conformément à la délibération du Conseil Municipal, en date du 17 décembre 2015, soit :
15500m2 x 2,15 € x1 jours= 33 325 €.

Ce montant devra être inscrit dans les comptes de l'Association et dans le compte administratif de la ville.

Article 4 – Prêt en dehors des périodes de gardiennage :

Les clés seront remises à M./Mme.....titre.....

Présent(e) lors de l'activité ou de la réunion

Adresse.....

Téléphones domicile.....professionnel.....portable.....

Le

Et rendues au service des sports de la ville de Montpellier au plus tard leà

Article 5 – Conditions générales :

La présente autorisation est consentie sous les charges et conditions suivantes que l'occupant s'oblige à exécuter et accomplir, à savoir :

Article 5-1 : Assurances :

L'association organisatrice déclare avoir souscrit auprès de compagnies notoirement solvables des polices d'assurance de responsabilité civile. Sa responsabilité serait recherchée à la suite de tous dommages corporels ou matériels survenant durant son activité dans les lieux mis à disposition.

Nom de la compagnie d'assurance.....

Police n° souscrite le.....

Article 5-2 : Renonciation à recours :

La Ville dégage toute responsabilité en ce qui concerne les vols et les accidents survenus dans les lieux mis à disposition pour la manifestation. L'association organisatrice et son assureur renoncent à tout recours contre la ville pour toutes les conséquences pécuniaires qui pourraient résulter à son égard ou à l'égard du public du fait de l'organisation de la manifestation.

Article 5-3 Installations :

L'occupant prend à sa charge les installations et aménagements nécessaires à la manifestation. Il s'oblige de plus, à la fin de celle-ci, à remettre le domaine dans le même état qu'il l'a reçu de manière à ce qu'il ne souffre d'aucun préjudice, ni d'aucune dégradation.

Article 5-4 Sécurité :

L'utilisation des lieux devra se faire dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs. L'occupant s'engage à mettre en place toutes les normes de sécurité nécessaires pendant le déroulement de la manifestation et à les faire respecter. Il devra dès lors exécuter ou faire exécuter toute prescription rendue nécessaire par le respect des dites normes.

Article 5-5 Frais :

L'utilisateur prendra à sa charge l'ensemble des frais d'organisation engendrés par la manifestation.

Article 5-7 Publicité :

Aucune banderole ou support publicitaire ne devra être apposé sur l'installation mise à disposition, sans accord préalable de la Ville de Montpellier.

L'Organisateur communiquera la liste des sponsors et partenaires lors de cette manifestation, et précisera, s'il y a lieu, l'heure de remise des prix.
L'affichage sauvage est interdit sur le domaine public. Des sanctions et pénalités sont prévues. Une procédure pourra être engagée en cas d'infraction constatée.

Article 6 - Compétence juridictionnelle :

Dans les cas où un différent naîtrait sur l'interprétation ou l'exécution d'une des clauses de la présente convention, les parties, à défaut d'accord amiable dans le délai de 15 jours et après mise en demeure, pourront saisir le Tribunal Administratif de Montpellier

Article 7 - Procédure d'urgence :

En cas de graves problèmes, lorsque le personnel du service des sports n'est pas présent, contacter les pompiers (le 18) qui vous mettront en relation avec l'ingénieur d'astreinte de la Ville de Montpellier.

Signature du Responsable
Précédée de la mention « lu et approuvé »

P/ Monsieur le Maire
de la Ville de Montpellier
L'Adjoint Délégué à la Jeunesse
et aux Sports

Fabien ABERT

Convention à signer et dater, 1ère page à parapher.

Présence des logos « Ville de Montpellier » sur tous documents en rapport avec cette convention.
Tous les documents de communication : affiches, programmes, flyers doivent être validés par la Ville de Montpellier

Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

FESTIVAL INTERNATIONAL DES SPORTS EXTREMES (F.I.S.E.) du 4 au 8 MAI 2016 sur les berges du Lez, le Lez et la place Georges Frêche Occupation du domaine public Attribution d'une subvention - Exercice 2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de sa politique sportive, la Ville de Montpellier accueille de nombreuses manifestations sportives de dimension internationale.

A ce titre, l'association FISE sollicite, l'utilisation des berges du Lez et du bassin « Jacques Cœur » pour l'organisation du 20^{ème} « Festival International des Sports Extrêmes Montpellier 2016 » du 4 mai au 8 mai 2016.

Le Festival International des Sports Extrêmes rassemble sur 5 jours les meilleurs riders internationaux pour assurer près de 25 compétitions différentes en skateboard, roller, bmx, mountain bike et wakeboard, dans des catégories pro et amateurs. Les particularités de cet événement sont la gratuité, et un format de compétition inédit ouvert aux juniors et amateurs qui seront les futurs champions.

Depuis 2014, le FISE de Montpellier est l'étape française de la tournée Fise World Séries qui passe par la Croatie, le Canada, les Etats Unis et la Chine. Le plateau sportif sera cette année, exceptionnel avec la présence des meilleurs « riders » mondiaux. Il devrait rassembler cette année plus de 450 000 visiteurs sur les 5 jours.

Pour cette 20^{ème} édition, afin de toujours minimiser les nuisances liées à un événement de cette ampleur, des zones de son seront reconduites afin de permettre la régulation du niveau sonore dans la journée en fonction des événements programmés.

Un arrêté de sonorisation spécifique sera pris par la Ville, et servira de base pour des contrôles réguliers par une société acoustique.

De plus, les horaires d'intervention des prestataires du FISE sont fixés pour le montage et le démontage de la manifestation soit de 8 heures à 21 heures.

De même, les animations sur les rives du Lez cesseront à 21 heures, et les nocturnes se dérouleront le 4 mai devant l'Hôtel de Région, sur la place Georges Frêche les 5, 6 et 7 mai 2016, jusqu'à 23 heures 30.

Les organisateurs s'engagent aussi à évacuer totalement les lieux le 13 mai 2016 afin de permettre la remise en état du site par la Ville dès le 17 mai 2016, après un état des lieux commun en présence de représentants des riverains.

Cette manifestation nécessite la signature entre l'association FISE et la Ville d'une convention spécifique d'utilisation du domaine public de la Ville, annexée à la présente délibération.

Celle-ci précise les conditions de cette mise à disposition à titre gratuit, eu égard à l'intérêt local manifeste que représente cet événement ;

Cette autorisation à titre gratuit constitue une subvention en nature dont le montant est valorisé conformément à la délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2015 fixant les tarifs 2016 applicables au domaine public occupé, à savoir :

- Pour le montage et le démontage de la manifestation : $50\,000\text{ m}^2 \times 20\text{ jours} \times 0\text{ €/m}^2 = 0\text{ €}$
- Manifestation : $50\,000\text{ m}^2 \times 4\text{ jours} \times 0,16\text{ €/m}^2 = 32\,000\text{ €}$

La subvention en nature valorisable pour l'occupation du domaine public s'élève à : 32 000 €

De plus, la Ville de Montpellier engage pour le compte de la manifestation la prise en charge de prestations suivantes :

- nettoyage du site par la S.M.N. : mise à disposition de personnel, de containers avec enlèvement quotidien ;
- remise en état des espaces verts ;
- dépose et repose de mobiliers urbains ;
- contrôle acoustique par une entreprise spécialisée.

Ces services de prestations constituent une subvention en nature valorisable pour un montant de 130 000 €.

Enfin, l'Association FISE s'acquittera de redevances commerciales, conformément à la Délibération du 17 décembre 2015 fixant les tarifs de la Ville :

- espace commercial sur la place G. Frêche : $50\text{ m}^2 \times 5\text{ jours} \times 1,60\text{ €} = 400\text{ €}$
- forfait d'un montant de 2000€ /jour « manifestation d'ampleur nationale sur les Berges du Lez » :
 $2000 \times 5\text{ jours} = 10\,000\text{ €}$

Soit un total de 10 400 € de redevances à percevoir par la Ville.

la Ville de Montpellier met aussi à disposition des organisateurs :

- divers matériels et la salle Jacques 1^{er} d'Aragon, constituant une subvention en nature évaluée à 72 989,40 € ;
- des espaces d'affichage publicitaire et des dépenses de communication constituant une subvention en nature évaluée à 58 000 € ;
- la sécurité des lieux par la Police Municipale, soit une dépense d'heures supplémentaires, constituant une subvention en nature évaluée à 64 000 € ;

Enfin, il est proposé l'attribution d'une subvention à l'association FISE d'un montant de 70 000 € :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
3176	FISE	Projet	FISE 2016	70 000 €
TOTAL				70 000 €

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'accepter la tenue de l'édition 2016 du FISE sur les berges du Lez et le bassin « Jacques Cœur » telle que proposée ;
- d'approuver la convention annexée à la présente manifestation ;
- d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit pour la manifestation, eu égard à l'intérêt local qu'elle représente, et l'établissement d'une redevance par le service des Affaires Commerciales pour les espaces commerciaux proposés sur le site d'un montant de 10 400 € ;
- d'approuver les subventions en nature telles que décrites ci-dessus et les diverses participations de la Ville valorisables pour un montant total de (32 000 € + 130 000 € + 72 989.40 € + 58 000 € + 64 000 €) soit 356 989,40 € ;
- d'attribuer une subvention de 70 000 € pour ce projet, qui sera prélevée sur la ligne 25 722, nature 6574, chapitre 924, et d'approuver la convention annexée à la présente ;
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 Avril 2016

CONVENTION D'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC DE LA VILLE DANS LE CADRE D'UNE MANIFESTATION SPORTIVE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur Philippe SAUREL, Maire de la Ville de Montpellier, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 28 avril 2016, d'une part

Et

L'Association FISE

Représentée par Monsieur Hervé ANDRE-BENOIT

Adresse : 10, Passage Nina RICCI – 34090 MONTPELLIER

Téléphones domicile : professionnel : 04 67 72 59 05 Portable : 06 12 47 37 44

Courriel : contact@fise.fr

Président d'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Nature de l'autorisation :

La ville de Montpellier autorise l'Association FISE à **occuper les berges du Lez, le Lez et la Place Georges Frêche du Avril au Mai 2016**, afin d'y installer et ensuite de débarrasser toutes les structures nécessaires au bon déroulement de cette manifestation qui se tiendra **du 4 au 8 Mai 2016**.

Article 2 – Nature juridique de l'autorisation :

L'occupation consentie est régie par le code général de la propriété des personnes publiques à l'exclusion de toute autre législation.

Différentes Directions et services municipaux sont concernés :

Voirie : arrêtés de stationnement et de circulation.

Police Municipale : aide, si nécessaire, au moment de l'installation (circulation), présence et rondes durant la manifestation, application des différents arrêtés. Présence des agents de la P.M. (64 000 €)

Occupation du Domaine Public : autorisation de l'occupation du Domaine Public, facturation des espaces commerciaux, autorisation d'ouverture de buvettes et autres points de restauration . Valorisation de la mise à disposition de l'espace public (32 000 €).

Hydraulique Urbaine: nettoyage du Lez.

Propreté Publicité Proximité : gestion avec la S.M.N. de la mise en place du personnel de nettoyage, de containers et de leur enlèvement quotidien.

Service Communal Hygiène et Santé : arrêtés de sonorisation.

Protocole : prêt de matériel, inauguration et remise des prix 72 989,40 (€).

Communication : mise à disposition d'espaces d'affichage publicitaire et impression de différents documents 58 000(€).

Sports : coordinateur de la manifestation et prise en charge de différentes dépenses à hauteur de 130 000 € :

- Ramassage, collecte et évacuation des déchets
- Dépose et repose du mobilier urbain
- Remise en état des espaces verts
- Contrôles et mesures acoustiques

Soit une dépense globale estimée et valorisable à hauteur de 356 989,40 €.

En complémentarité, une subvention de 70 000 € est attribuée à la manifestation et fait l'objet d'une convention d'attribution spécifique et complémentaire à la présente, par délibération du conseil municipal du 28 avril 2016.

Article 3 – Redevance :

La présente convention est autorisée à titre gratuit pour les **occupations du domaine public** par des associations à but non lucratif concourant à un intérêt général, en application de l'article L. 2125-1 du code précité Article 2.

Pour le FISE, cette subvention en nature est valorisée à hauteur de 356 989,40 €.

La partie du domaine public occupée par des espaces commerciaux sera facturée à hauteur de 10 400 €.

Article 4 – Conditions générales :

La présente autorisation est consentie sous les charges et conditions suivantes que l'occupant s'oblige à exécuter et accomplir, à savoir :

4-1 : Assurances :

L'association organisatrice déclare avoir souscrit auprès de compagnies notoirement solvables des polices d'assurance de responsabilité civile. Sa responsabilité sera recherchée à la suite de tous dommages corporels ou matériels survenant durant son activité dans les lieux mis à disposition.

Nom de la compagnie d'assurance.....

Police n° souscrite le.....

4-2 : Renonciation à recours :

La Ville dégage toute responsabilité en ce qui concerne les vols et les accidents survenus dans les lieux mis à disposition pour la manifestation. L'association organisatrice et son assureur renoncent à tout recours contre la ville pour toutes les conséquences pécuniaires qui pourraient résulter à son égard ou à l'égard du public du fait de l'organisation de la manifestation.

4-3 Installations :

L'occupant prend à sa charge les installations et aménagements nécessaires à la manifestation. Il s'oblige de plus, à la fin de celle-ci, à remettre le domaine dans le même état qu'il l'a reçu de manière à ce qu'il ne souffre d'aucun préjudice, ni d'aucune dégradation.

4-4 Sécurité :

L'utilisation des lieux devra se faire dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs. L'occupant s'engage à mettre en place toutes les normes de sécurité nécessaires pendant le déroulement de la manifestation et à les faire respecter. Il devra dès lors exécuter ou faire exécuter toute prescription rendue nécessaire par le respect des dites normes.

4-5 Frais :

L'utilisateur prendra à sa charge l'ensemble des frais d'organisation engendrés par la manifestation.

4-6 Publicité :

Aucune banderole ou support publicitaire ne devra être apposé sur l'installation mise à disposition, sans accord préalable de la Ville de Montpellier.

L'Organisateur communiquera la liste des sponsors et partenaires lors de cette manifestation, et précisera, s'il y a lieu, l'heure de remise des prix.

L'affichage sauvage est interdit sur le domaine public. Des sanctions et pénalités sont prévues. Une procédure pourra être engagée en cas d'infraction constatée.

Article 6 - Compétence juridictionnelle :

Dans les cas où un différent naîtrait sur l'interprétation ou l'exécution d'une des clauses de la présente convention, les parties, à défaut d'accord amiable dans le délai de 15 jours et après mise en demeure, pourront saisir le Tribunal Administratif de Montpellier

Article 7 - Procédure d'urgence :

En cas de graves problèmes, lorsque le personnel du service des sports n'est pas présent, contacter les pompiers (le 18) qui vous mettront en relation avec l'ingénieur d'astreinte de la Ville de Montpellier.

Signature du Responsable
Précédée de la mention « lu et approuvé »

P/ Monsieur le Maire
de la Ville de Montpellier
L'Adjoint Délégué à la Jeunesse et au Sport

Convention à signer et dater, 1^{ère} page à parapher.

Présence des logos « Ville de Montpellier » sur tous documents en rapport avec cette convention.
Tous les documents de communication : affiches, programmes, flyers doivent être validés par la Ville de Montpellier

Nom de la structure: FESTIVAL INTERNATIONAL DES SPORTS EXTREMES - FISE CA3176!
Nature de la subvention : Projet
Intitulé du projet : FESTIVAL INTERNATIONAL des SPORTS EXTREMES
Montant attribué :€
Thématique : SPORTS

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE
SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du.....

Et :

La structure bénéficiaire FESTIVAL INTERNATIONAL DES SPORTS EXTREMES - FISE CA3176!, représentée par, Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire FESTIVAL INTERNATIONAL DES SPORTS EXTREMES - FISE CA3176! a sollicité de la Ville une subvention de..... euros pour le projet "FESTIVAL INTERNATIONAL des SPORTS EXTREMES ".

Le projet porté par la structure bénéficiaire FESTIVAL INTERNATIONAL DES SPORTS EXTREMES - FISE CA3176! poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à :€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire FESTIVAL INTERNATIONAL DES SPORTS EXTREMES - FISE CA3176! contribue au développement de la politique de la Ville en matière de SPORTS et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2016.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2016, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire FESTIVAL INTERNATIONAL DES SPORTS EXTREMES - FISE CA3176! une subvention d'un montant deeuros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le paiement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et des pièces suivantes :

- ❑ Pièce n°2. Relevé d'identité bancaire de la **structure**
- ❑ Pièce n°3 : Les comptes 2015 certifiés par le Commissaire aux comptes
- ❑ Pièce n°4 : Les nouveaux statuts ainsi que la déclaration au journal officiel
- ❑ Pièce n°5 : Le budget prévisionnel 2016 retraçant l'ensemble des dépenses et des recettes du projet
- ❑ Pièce n°6 : Le procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire, celui de l'Assemblée Générale Ordinaire modifiant les statuts et désignant les nouveaux membres du bureau ainsi que les comptes rendus des réunions du bureau.

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- ❑ Pièce n°7 : Un rapport final de réalisation du projet intégrant l'ensemble des éléments attendus,
- ❑ Pièce n°8 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet (y compris le paiement des cotisations) ainsi que la copie des contrats,
- ❑ Pièce n°9 : Un état des factures acquittées pour le projet ainsi que la copie de celles-ci (y compris les factures de la Société Hurricane),
- ❑ Pièce n°10 : Une liste détaillée des adhésions.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire FESTIVAL INTERNATIONAL DES SPORTS EXTREMES - FISE CA3176! s'engage :

- À utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- À organiser seule la manifestation,
- À résilier les conventions de copilotage et de trésorerie avec la Société Hurricane,
- À mettre en concurrence la Société Hurricane et à transmettre les devis en attestant aux financeurs publics,
- À remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- À respecter les engagements pris notamment d'évolution des statuts,
- À faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

"LA MONTPELLIER REINE" le dimanche 29 mai 2016 au Peyrou Valorisation de l'aide logistique apportée à la Ville pour l'édition 2016 Convention d'occupation du domaine public

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de sa politique sportive et de son programme annuel d'événements sportifs, la Ville de Montpellier accueille de nombreuses manifestations sportives sur son territoire.

Depuis 2009, l'Association « La Montpellier Reine a du cœur » organise une course pédestre de 4.5 km, au départ du Peyrou, pour soutenir les femmes atteintes du cancer.

Cette manifestation familiale organisée le dimanche 29 mai 2016, jour de la fête des mères, permet aussi d'informer et de sensibiliser le plus de femmes possible à l'importance du dépistage du cancer du sein.

Les participants sont de plus en plus nombreux et en 2015, ce sont environ 7 200 personnes qui ont couru ou marché sur le parcours proposé en centre ville.

La Ville de Montpellier a souhaité soutenir cette manifestation et doit engager pour le compte de « la Montpellier Reine a du cœur » la prise en charge des prestations suivantes :

- Mise à disposition de matériels (tables, chaises, tentes, barrières ;
- Location de WC
- Gardiennage du site la nuit ;
- Nettoyage du site, du parcours et fournitures de containers ;
- Mise à disposition de personnel municipal pour la sécurité et mise en œuvre de la manifestation.

Ces services de prestations constituent une participation financière représentant la somme de 9 800 € prélevée sur le budget 2016 de la Ville de Montpellier et correspondent à une subvention en nature au profit de l'association, valorisable à ce montant.

Cette manifestation nécessite la signature entre l'association « Montpellier Reine a du Cœur » et la Ville d'une convention spécifique d'utilisation du domaine public de la Ville, annexée à la présente délibération.

Celle-ci précise les conditions de cette mise à disposition à titre gratuit, eu égard à l'intérêt local manifeste que représente cet événement ;

Cette autorisation à titre gratuit constitue une subvention en nature dont le montant est valorisé conformément à la délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2015 fixant les tarifs 2016 applicables au domaine public occupé, à savoir :

- Manifestation : $5000 \text{ m}^2 \times 2 \text{ jours} \times 2,15 \text{ €/m}^2 = 21\,500 \text{ €}$

La subvention en nature valorisable pour l'occupation du domaine public s'élève à : 21 500 €.

En complémentarité, la Ville de Montpellier met à disposition des organisateurs du matériel technique municipal qui constitue aussi une subvention en nature, dont le montant est valorisé conformément à la délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2016 applicable au matériel mis à disposition d'associations dont les manifestations présentent un intérêt local :

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'acter les subventions en nature telles que décrites ci-dessus et les diverses participations de la Ville valorisables au montant total de 31 300 € (21 500 € + 9 800€) pour la manifestation « La Montpellier Reine » ;
- de dire que les montants ainsi valorisés sont inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 Avril 2016

CONVENTION D'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC DE LA VILLE DANS LE CADRE D'UNE MANIFESTATION SPORTIVE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur Philippe SAUREL, Maire de la Ville de Montpellier, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 28 avril 2016, d'une part

Et

L'Association Montpellier Reine

Représentée par Madame PASTRE GLATZ Barbara

Adresse : 10, impasse des mimosas – 34070 MONTPELLIER

Téléphones domicile : professionnel : 04 67 52 67 64 Portable :

Courriel : barbara.pastre@vudenface.fr

Présidente d'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Nature de l'autorisation :

La ville de Montpellier autorise l'Association Montpellier Reine à **occuper la place du Peyrou**, afin d'y installer et ensuite de débarrasser toutes les structures nécessaires au bon déroulement de cette manifestation qui se déroulera le dimanche 29 mai 2016.

La ville accepte, également, le déroulement de la course de 5 kilomètres dans les rues de Montpellier (Quartier Centre), le dimanche 29 mai 2016 de 11h à 12h.

Article 2 – Nature juridique de l'autorisation :

L'occupation consentie est régie par le code général de la propriété des personnes publiques à l'exclusion de toute autre législation.

Différentes Directions et services municipaux sont concernés :

Police Municipale : Présence des agents de la P.M. durant la manifestation (800 €).

Occupation du Domaine Public : autorisation de l'occupation du Domaine Public sur 2 jours, facturation des espaces commerciaux, autorisation d'ouverture de la buvette. Valorisation de la mise à disposition de l'espace public (21500 €).

DPVD : gestion avec la S.M.N. de la mise en place du personnel de nettoyage, de containers et de leur enlèvement (1000 €).

Service Communal Hygiène et Santé : arrêtés de sonorisation.

Protocole : prêt de matériel, podium, sonorisation, astreinte, inauguration et remise des prix (1700 €).

Sports : coordinateur de la manifestation et prise en charge de différentes dépenses à hauteur de

6300 € :

- Mise à disposition de matériel
- Location de sanisettes
- Gardiennage du site la nuit
- Fourniture de 10 coupes
- Nettoyage du site après la course

Soit une dépense globale estimée et valorisable à hauteur de 31300 €.

Article 3 – Redevance :

La présente convention est autorisée à titre gratuit pour les **occupations du domaine public** par des associations à but non lucratif concourant à un intérêt général, en application de l'article L. 2125-1 du code précité Article 2.

Cette occupation du domaine public, à titre gratuit, est considérée comme une subvention en nature, valorisable conformément à la délibération du Conseil Municipal, en date du 17 décembre 2015, soit : $5000m^2 \times 2,15€ \times 2 \text{ jours} = 21500 €$.

Ce montant devra être inscrit dans les comptes de l'Association et dans le compte administratif de la ville.

Article 4 – Conditions générales :

La présente autorisation est consentie sous les charges et conditions suivantes que l'occupant s'oblige à exécuter et accomplir, à savoir :

4-1 : Assurances :

L'association organisatrice déclare avoir souscrit auprès de compagnies notoirement solvables des polices d'assurance de responsabilité civile. Sa responsabilité sera recherchée à la suite de tous dommages corporels ou matériels survenant durant son activité dans les lieux mis à disposition.

Nom de la compagnie d'assurance.....

Police n° souscrite le.....

4-2 : Renonciation à recours :

La Ville dégage toute responsabilité en ce qui concerne les vols et les accidents survenus dans les lieux mis à disposition pour la manifestation. L'association organisatrice et son assureur renoncent à tout recours contre la ville pour toutes les conséquences pécuniaires qui pourraient résulter à son égard ou à l'égard du public du fait de l'organisation de la manifestation.

4-3 Installations :

L'occupant prend à sa charge les installations et aménagements nécessaires à la manifestation. Il s'oblige de plus, à la fin de celle-ci, à remettre le domaine dans le même état qu'il l'a reçu de manière à ce qu'il ne souffre d'aucun préjudice, ni d'aucune dégradation.

4-4 Sécurité :

L'utilisation des lieux devra se faire dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs. L'occupant s'engage à mettre en place toutes les normes de sécurité nécessaires pendant le déroulement de la manifestation et à les faire respecter. Il devra dès lors exécuter ou faire exécuter toute prescription rendue nécessaire par le respect des dites normes.

4-5 Frais :

L'utilisateur prendra à sa charge l'ensemble des frais d'organisation engendrés par la manifestation.

4-6 Publicité :

Aucune banderole ou support publicitaire ne devra être apposé sur l'installation mise à disposition, sans accord préalable de la Ville de Montpellier.

L'Organisateur communiquera la liste des sponsors et partenaires lors de cette manifestation, et précisera, s'il y a lieu, l'heure de remise des prix.

L'affichage sauvage est interdit sur le domaine public. Des sanctions et pénalités sont prévues. Une procédure pourra être engagée en cas d'infraction constatée.

Article 6 - Compétence juridictionnelle :

Dans les cas où un différent naîtrait sur l'interprétation ou l'exécution d'une des clauses de la présente convention, les parties, à défaut d'accord amiable dans le délai de 15 jours et après mise en demeure, pourront saisir le Tribunal Administratif de Montpellier

Article 7 - Procédure d'urgence :

En cas de graves problèmes, lorsque le personnel du service des sports n'est pas présent, contacter les pompiers (le 18) qui vous mettront en relation avec l'ingénieur d'astreinte de la Ville de Montpellier.

Signature du Responsable
Précédée de la mention « lu et approuvé »

P/ Monsieur le Maire
de la Ville de Montpellier
L'Adjoint Délégué à la Jeunesse et au Sport

Convention à signer et dater, 1^{ère} page à parapher.

**Présence des logos « Ville de Montpellier » sur tous documents en rapport avec cette convention.
Tous les documents de communication : affiches, programmes, flyers doivent être validés par la Ville de Montpellier**

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire , représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité de la Ville une subvention de euros pour le projet .

Le projet porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à :€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2016.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2016, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du RIB de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- ✓ Pièce n°3 : Les comptes 2015 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- ✓ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2015 de la structure,
- ✓ Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- ✓ Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- ✓ Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet ;

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie Participative (contact : 04 67 34 88 00)

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi

d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

TOUR DE FRANCE 2016

Arrivée de la 11ème étape à Montpellier le mercredi 13 juillet 2016

Départ de la 12ème étape de Montpellier le jeudi 14 juillet 2016

**Convention AMAURY SPORT ORGANISATION - VILLE DE
MONTPELLIER - MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, fidèle à sa politique d'excellence sportive, accueille cette année le Tour de France cycliste qui fête sa 103^{ème} édition, à travers un parcours comprenant vingt et une étapes pour une distance de 3 510 kilomètres.

Après le Festival International des Sports Extrêmes sur le Lez et ses rives, la Ville de Montpellier et la Métropole Montpellier Méditerranée, en partenariat, auront le privilège d'accueillir l'arrivée de la 11^{ème} étape et le départ de la 12^{ème} étape du Tour de France 2016 les 13 et 14 juillet 2016.

Cette manifestation de rayonnement international est la deuxième manifestation télévisuelle après les Jeux Olympiques et elle est également l'une des plus populaires.

L'arrivée de l'étape Carcassonne-Montpellier à l'Altrad Stadium Complexe Sportif Yves du Manoir, permettra aux habitants de Montpellier et de sa Métropole d'assister à un spectacle de qualité et devrait faire de la Ville de Montpellier une des capitales du sprint.

Sur le départ de l'étape Montpellier-Mont-Ventoux, le lendemain, plus de 10 kilomètres de parcours seront proposés sur le territoire de Montpellier, permettant de mettre en valeur les grands équipements ainsi que le patrimoine historique de la Ville.

Les retombées économiques seront très importantes, estimées à plus de 2,5 millions. En effet, ce sont plus de 4 000 personnes composant la caravane du Tour de France dont les 22 équipes engagées, qui se restaureront et seront hébergées sur Montpellier et sa Métropole. Les retombées médiatiques sont également un vecteur

important avec un temps de course conséquent, la remise des trophées et le journal du Tour en direct sur France Télévision, avant et après ces étapes.

Afin de participer à cette grande fête populaire du Tour de France 2016, la Ville de Montpellier mettra en place des animations ouvertes à tous, dans le cadre de la « Fête des Sports » et de la « Fête du Tour » le dimanche 5 juin 2016 au Parc Montcalm.

Des parcours de vélo seront proposées aux familles, encadrées par les agents de la Ville, reprenant en partie l'itinéraire d'arrivée du Tour de France. Un village autour du vélo sera proposé dans le cadre de la Fête des Sports, notamment une présentation de maillots et diverses animations d'associations montpelliéraines.


L'organisation de l'arrivée et du départ de Montpellier, du Tour de France, suppose de signer avec la société Amaury Sport Organisation, organisatrice du Tour de France, une convention dont le montant est partagé avec la Métropole Montpellier Méditerranée, soit pour la Ville 90 000 € H.T. (soit 105 000 € T.T.C.) prévu au budget 2016 : nature 6188 fonction 924 ligne 23175.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention avec la société Amaury Sport Organisation ;
- de prélever les crédits inscrits au budget 2016 aux imputations budgétaires citées ci-dessus pour un montant de 90 000 € H.T soit 105 000 € T.T.C.
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports, à signer la convention et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 29 Avril 2016

CONVENTION

TOUR DE FRANCE 2016

ENTRE LES SOUSSIGNEES,

La société **Amaury Sport Organisation** (A.S.O.), Société Anonyme au capital de 1 200 240 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre, sous le numéro 383 160 348, ayant son siège social à Issy-les-Moulineaux (92137 cedex), Immeuble Panorama B, 253 quai de la Bataille de Stalingrad,

représentée par Monsieur Christian Prudhomme, Directeur Délégué, dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après dénommée : **A.S.O.**

D'UNE PART,

ET :

La ville de **Montpellier**, domiciliée en l'Hôtel de Ville à Montpellier (34067 cedex 4), 1 place Georges Frêche,

ci-après dénommée : **LA VILLE**

représentée par son Maire Monsieur Philippe Saurel, dûment habilité aux fins des présentes,

ET

Montpellier Méditerranée Métropole, domiciliée à Montpellier (34961 cedex 2), 50 place Zeus, CS 39556,

représentée par son Président, Monsieur Philippe Saurel, dûment habilité aux fins des présentes

ci-après dénommée : **LA 3M**

D'AUTRE PART,

IL A TOUT D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

1. A.S.O. est une société spécialisée dans l'organisation, le conseil et l'exploitation, sous toutes formes, d'épreuves et manifestations sportives de haut niveau et de renommée internationale.

Depuis le 1er janvier 2002, A.S.O. est le locataire-gérant du fonds de commerce de sa filiale, la Société du Tour de France (STF), Société par Actions Simplifiée au capital de 500 000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre, sous le numéro 301 192 142, ayant son siège social à Issy-les-Moulineaux (92137 cedex), Immeuble Panorama B, 253 quai de la Bataille de Stalingrad.

En cette qualité, A.S.O. organise et exploite, depuis cette date, en son nom et pour son propre compte, l'épreuve de cyclisme professionnel mondialement connue sous le nom "Tour de France" ainsi que les marques y afférentes au nombre desquelles figurent les marques Maillot Jaune, Maillot à Pois, Maillot Vert, Maillot Blanc illustrant les trophées remis aux coureurs.

En sa qualité d'organisateur et de titulaire exclusif de tous les droits d'exploitation du Tour de France, A.S.O. développe des relations de partenariat avec les collectivités d'accueil de l'épreuve.

2. LA VILLE s'est déclarée intéressée auprès d'A.S.O. pour accueillir le Tour de France 2016 et garantit par la présente qu'elle mettra tout en œuvre pour satisfaire aux exigences d'A.S.O..

3. En conséquence, les parties se sont rapprochées pour préciser les conditions de leur partenariat.

CECI EXPOSE, LES PARTIES ONT ENSUITE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

A.S.O. accepte selon les clauses, les charges et les conditions figurant aux présentes que LA VILLE accueille :

- Dimanche 5 juin 2016 : La Fête du Tour ;
- Mercredi 13 juillet 2016 : l'arrivée de la 11^{ème} étape Carcassonne-Montpellier à Montpellier ;
- Jeudi 14 juillet 2016 : le départ de la 12^{ème} étape, Montpellier-Mont Ventoux, à Montpellier.

Les dispositions fixées ci-après définissent les obligations réciproques des parties pendant la durée de la présente convention.

ARTICLE 2 : COMPETENCES EXCLUSIVES D'A.S.O.

Il est expressément reconnu qu'A.S.O. a seule compétence :

Pour traiter des questions liées à l'organisation sportive de l'épreuve, et notamment pour choisir les parcours et les sites d'arrivée et de départ ;

Pour coordonner les opérations techniques de mise en place sur les sites d'arrivée et de départ, même si certaines de ces opérations sont assurées avec l'aide matérielle de LA VILLE ;

Pour concéder à quelque titre que ce soit, et sous quelque forme que ce soit, le droit de faire référence, directement ou indirectement, au Tour de France tel que par l'usage du nom "Le Tour de France" et/ou "Le Tour" ainsi que par l'exploitation de tous logos, marques, appellations, noms de domaine et signes distinctifs susceptibles de s'y rapporter ;

Pour autoriser l'enregistrement et/ou la diffusion d'images - fixes ou animées - de l'épreuve sous toutes formes, et en concéder l'usage, à quelque titre que ce soit, et sous quelque forme que ce soit ;

Pour choisir les partenaires et les prestataires associés à l'épreuve.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS ET CHARGES D'A.S.O.

3.1. Sur le plan de l'image

A.S.O. s'attachera à mettre en oeuvre tous les moyens dont elle dispose pour offrir à LA VILLE et à LA 3 M un événement de haute qualité sportive et médiatique.

3.2. Sur le plan technique et logistique

A.S.O. s'engage à effectuer des reconnaissances des parcours et des sites d'arrivée et de départ. Lors de ces reconnaissances, les Commissaires Généraux d'A.S.O. arrêteront avec LA VILLE le choix définitif des sites d'arrivée et de départ, l'emplacement des différentes installations du Tour de France, y compris les espaces d'hospitalité et de relations publiques, les boutiques officielles, les buvettes officielles, les kiosques officiels et, de manière générale, toutes dispositions techniques particulières devant être prises par LA VILLE pour l'accueil de l'épreuve dans les meilleures conditions possibles.

A l'issue de ces reconnaissances, les Commissaires Généraux d'A.S.O. préciseront dans les DOCUMENTS TECHNIQUES (Rapports Techniques et Plans) le détail des dispositions arrêtées qui viendra compléter la présente convention et en particulier la liste des obligations et charges de LA VILLE, visée à l'article 4 ci-après.

De façon générale, A.S.O. fait son affaire de fournir les installations, matériels et personnels nécessaires à l'organisation itinérante de l'épreuve, sous réserve des prestations techniques relevant de la responsabilité de LA VILLE (telles que définies ci-après à l'article 4). A.S.O. se charge notamment de la fourniture, du montage, du démontage des équipements suivants :

- . pour l'arrivée : certains matériels de barriérage (environ 2 000 mètres) délimitant et protégeant le site d'arrivée, les banderoles et panneaux des partenaires d'A.S.O., le chronopole (arche d'arrivée et installations pour le chronométrage et la photo-finish), les tribunes de presse radios et télévisions, le podium protocolaire, les groupes électrogènes, la sonorisation, les cabines sanitaires de l'organisation, les espaces d'hospitalité-relations publiques et les tribunes réservés aux invités ;

- . pour le départ : les installations du Village, certains matériels de barriérage, le podium-signature réservé à la présentation des coureurs, l'arche de départ, les cabines sanitaires de l'organisation.

Le détail des matériels fournis par A.S.O. figurera dans les Rapports Techniques établis par A.S.O..

A.S.O. prend à sa charge les secours de l'ensemble des « acteurs de l'événement », c'est à dire les personnes qui participent à l'organisation (et/ou qui assurent une prestation) et les coureurs.

3.3. Sur le plan administratif

A.S.O. s'engage à prendre les mesures nécessaires pour obtenir des autorités administratives concernées (Ministère de l'Intérieur et Préfectures) les autorisations requises en vue d'un usage privatif, sur l'itinéraire de la course, des voies ouvertes à la circulation.

A.S.O. fera ses meilleurs efforts pour obtenir des collectivités territoriales concernées (via l'Assemblée des Départements de France), dans les limites de leur domaine de compétence et de responsabilité territoriales, la préparation des routes empruntées par l'épreuve (signalisation et protection des points dangereux, le contrôle de l'itinéraire de l'étape avant l'épreuve...).

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS ET CHARGES DE LA VILLE ET DE LA 3M

4.1. Sur le plan technique et logistique

LA VILLE et LA 3M s'engagent, à recevoir les Commissaires Généraux d'A.S.O. afin de préciser avec eux les obligations de LA VILLE et de LA 3M visées au présent article, spécialement pour ce qui concerne le choix définitif des sites d'arrivée et de départ, l'emplacement des différentes installations du Tour de France, y compris les espaces d'hospitalité et de relations publiques, les boutiques officielles, les buvettes officielles, les kiosques officiels, l'aménagement des locaux et parkings, les barrières complémentaires ainsi que les moyens nécessaires à la sécurité générale.

LA VILLE et LA 3M s'obligent, en complément des installations mises en place par A.S.O. :

A mettre à disposition, la veille de l'étape à partir de 14 heures, et à aménager à leurs frais, des locaux vierges de toute publicité, situés au plus près des sites d'arrivée, pour y recevoir la Permanence de l'Organisation (+/- 400 m²), le Centre de Presse (+/- 1 200 m²) pouvant accueillir 500 personnes et équipé de tables de travail, sièges et prises électriques, ainsi que, en tant que de besoin, quelques salles annexes ;

A mettre à disposition, dans les zones d'arrivée et de départ ainsi qu'à proximité de la Permanence de l'Organisation et du Centre de Presse, des parkings destinés exclusivement au stationnement des véhicules accrédités par A.S.O. (1 600 à 1 800 véhicules pour l'arrivée et 1 300 véhicules pour le départ) ;

A mettre en place, à leurs frais, les infrastructures nécessaires pour que de bonnes conditions d'hygiène soient assurées dans la Permanence de l'Organisation et dans le Centre de Presse ainsi que pour le public sur les sites d'arrivée et de départ ;

A fournir, mettre en place et ôter, à leurs frais, tous les équipements et services utiles pour la sécurité et l'accueil du public, en complément des installations mises en place par A.S.O. pour l'arrivée et le départ des étapes, et en particulier :

- . un barriérage complémentaire, vierge de toute publicité et de banderoles (avec pose de barrières de contreventement) de 5 000 à 6 000 mètres de barrières pour l'arrivée (incluant en tout état de cause de part et d'autre de la chaussée 1 600 mètres avant le barriérage mis en place par A.S.O.), et de 2 000 à 3 000 mètres de barrières pour le départ, suivant les demandes formulées dans le Rapports Techniques ;

- . tous panneaux d'information et de signalisation indispensables au public, y compris ceux relatifs au respect de la propreté et de l'environnement ;

- . la mise en place et le dimensionnement d'un dispositif prévisionnel de secours à

l'attention du public (DPS) sur l'ensemble des sites concernés par les opérations d'arrivée et de départ ;

LA VILLE devra contracter auprès d'une association départementale agréée de sécurité civile (mission de type D) ;

A procéder, à leurs frais, aux travaux de voirie et autres prescrits par A.S.O. pour la sécurité des coureurs et pour la mise en place des installations du Tour de France ;

A faire installer, à leurs frais, les branchements nécessaires à la fourniture d'électricité et/ou d'eau sur les différents lieux de l'épreuve en fonction des besoins exprimés dans les Rapports Techniques ;

A procéder, à leurs frais, aux travaux de remise en état comme l'enlèvement du balisage, des équipements de franchissement de cours d'eau éventuels, au besoin de remise à niveau des voies d'accès, à la réalisation si nécessaire de la restauration des milieux naturels ou équipements sportifs tels que stades.

4.2. Sur le plan administratif

LA VILLE s'engage :

A fournir à A.S.O. toute l'aide utile au succès des éventuelles démarches administratives, et autres, nécessaires à l'organisation de l'événement au niveau local, y compris par la fourniture de tous documents légaux et administratifs appropriés (notamment les autorisations de mise en place des moyens techniques du Tour de France à proximité de site classé ou de site protégé) ;

A prendre toutes les mesures nécessaires afin qu'A.S.O. puisse jouir paisiblement et à titre gratuit des structures et réseaux de télécommunications (notamment téléphone et internet) sur les sites occupés par l'organisation, étant entendu qu'aucun fournisseur d'accès à internet (FAI) ou réseaux de télécommunications ne saurait être imposé à A.S.O. et a fortiori ne pourrait bénéficier des droits de communication liés au Tour de France. A.S.O. est libre de choisir ses propres prestataires techniques ;

A assurer à A.S.O. toute liberté de mouvement et de communication pendant la préparation et le déroulement de la manifestation ;

A obtenir le concours des services de sécurité municipaux, et notamment de la Police Municipale lorsqu'elle existe, et à en assumer les éventuels coûts ;

A prendre, ou à faire prendre, toutes mesures de police sur son territoire :

- . pour préserver le respect des emplacements nécessaires au bon déroulement de la manifestation ;

- . pour garantir la sécurité des coureurs, des organisateurs et des spectateurs, spécialement sur les sites d'arrivée et de départ ;

- . pour interdire la circulation et le stationnement sur les voies urbaines empruntées et occupées par l'épreuve, et pour les réglementer sur les voies adjacentes et sur les espaces définis par A.S.O. ;

- . pour ne placer, ou ne laisser placer, aucun marquage ni affichage publicitaire occasionnel, quel qu'en soit le support, sur les sites d'arrivée et de départ, ainsi que dans leurs environs immédiats, à l'exception de ceux mis en place ou autorisés par A.S.O. ;

. pour n'autoriser aucune diffusion de documents ou messages publicitaires, par quelque moyen que ce soit sur les sites d'arrivée et de départ ainsi que dans leurs environs immédiats ;

. pour interdire toute vente occasionnelle d'objets et/ou de produits comestibles, dans un rayon de 500 (cinq cents) mètres autour des zones d'arrivée et de départ ;

A mettre en oeuvre toutes les dispositions consignées dans les Rapports Techniques, qui, après agrément de LA VILLE, viendront compléter la présente convention ;

A fournir à A.S.O. un organigramme du comité local d'organisation, mentionnant les noms et coordonnées des responsables habilités par LA VILLE et par LA 3M pour traiter des différentes questions liées à l'accueil du Tour de France ;

A ne pas mettre en place de système payant pour l'accès des spectateurs au lieu d'arrivée et de départ de l'étape, à l'exception éventuelle de parkings (sans toutefois que le montant excède 10 euros par véhicule). Il est entendu que cette mesure ne concerne pas les parkings publics existants, et que ces derniers ne modifieront pas leurs grilles tarifaires pour l'événement.

ARTICLE 5 : DEVELOPPEMENT DURABLE

5.1. Actions engagées par A.S.O.

A.S.O. s'engage dans une démarche d'intégration de l'environnement dans l'organisation du Tour de France et met en place des actions en matière de développement durable.

5.1.1. Plan d'actions relatif à la réduction des éditions

A.S.O. s'engage :

- A utiliser du papier FSC / PEFC pour toutes les éditions ;
- A réduire et optimiser les quantités produites ;
- A dématérialiser certains supports d'éditions.

5.1.2. Plan d'actions relatif à la maîtrise des consommations de carburant et des émissions de CO2

A.S.O. s'engage :

- A réduire le nombre de véhicules sur la route du Tour de France et à optimiser le covoiturage des suiveurs ;
- A former les pilotes et les motards à une conduite éco-responsable dans le cadre de la formation Sécurité ;
- A sensibiliser les pilotes et les motards à une conduite éco-responsable, à tous les échelons de la course, lors des différentes réunions organisées pendant l'année et au Grand Départ du Tour de France ;
- A limiter la vitesse autorisée sur la route du Tour de France en dessous des seuils réglementaires du Code de la Route (80 km/h au plus) ;
- A optimiser les moyens de transport en introduisant des moyens de transport de substitution en fonction de la faisabilité et de la typographie des sites.

5.1.3. Plan d'actions relatif à l'optimisation de la gestion des déchets

A.S.O. s'engage :

- A accompagner LA VILLE et LA 3M par l'envoi d'une charte de tri et par la nomination d'un coordinateur déchets, interlocuteur de LA VILLE et de LA 3 M ;
- A rappeler les consignes environnementales aux différentes familles du Tour de France lors des différentes réunions organisées au Grand Départ du Tour de France ;
- A sensibiliser les suiveurs et le public au respect de l'environnement en diffusant des messages en avant-course par les véhicules « Info-Sécurité » et en utilisant les réseaux sociaux pour diffuser des messages environnementaux ;
- A intégrer les contraintes environnementales dans l'ensemble des contrats partenaires, prestataires ;
- A mettre en place avec différents acteurs partenaires, prestataires, le tri dans les espaces occupés par le Tour de France ;
- A distribuer à LA VILLE et à LA 3M des sacs poubelles destinés au tri.

5.1.4. Plan d'actions relatif à la réduction des déchets en course

A.S.O. s'engage :

- A mettre à disposition des zones de collecte pour les coureurs en entrée et sortie des zones de ravitaillements ainsi qu'à environ 20 (vingt) kilomètres de l'arrivée, pour le jet de leurs déchets (bidons, emballages) ;
- A sensibiliser les coureurs sur le jet d'emballages (intégration dans le règlement de l'épreuve).

5.2. Actions engagées par LA VILLE et par LA 3M

LA VILLE et LA 3M s'engagent à nommer un coordinateur Environnement-Déchets, interlocuteur d'A.S.O..

LA VILLE s'engage à prendre ou à faire prendre toutes mesures de police sur son territoire pour préserver le respect de l'environnement.

LA VILLE et LA 3M s'engagent :

- A mettre, ou à faire mettre, à disposition, à leurs frais, dans les zones occupées par le Tour de France et par le public des conteneurs et des sacs poubelles (cf document « gestion des déchets ») afin de faciliter l'évacuation des déchets et de préserver au maximum la propreté et l'environnement des sites occupés par le Tour de France et par le public ;
- A procéder, ou à faire procéder, à leurs frais, au ramassage et au tri des déchets collectés et au nettoyage des sites occupés par le Tour de France, dès que lesdits sites sont accessibles en toute sécurité ;
- A transmettre à A.S.O., après l'épreuve, des chiffres sur les quantités de déchets collectés et triés par LA VILLE et par LA 3M.

ARTICLE 6 : COMMUNICATION, PROMOTION, ANIMATION ET HOSPITALITE-RELATIONS PUBLIQUES

LA VILLE et LA 3M s'engagent à recevoir les représentants du Service Relations Collectivités d'A.S.O. (qui remettront à LA VILLE et à LA 3M un dossier Communication qui complètera la présente convention) afin d'être informée des possibilités de communication, de promotion et d'animation, en adéquation avec le cahier des charges d'A.S.O..

6.1. Action de communication et de promotion à l'initiative d'A.S.O.

6.1.1. Communication et promotion

A.S.O. s'engage à assurer la promotion de LA VILLE et de LA 3M dans les conditions suivantes :

- . A.S.O. présentera LA VILLE comme site d'accueil du Tour de France ;
- . A.S.O. fera figurer MONTPELLIER sur la carte officielle du Tour de France ;
- . A.S.O. insérera dans le Livre de Route de l'épreuve et/ou tout autre support qu'elle souhaiterait y ajouter tel que le site Internet du Tour de France (www.letour.fr), la description des étapes concernées, au moins une photographie (vue générale ou site particulier de LA VILLE) choisie par LA VILLE, étant précisé que LA VILLE garantit par avance A.S.O. contre toute revendication éventuelle de l'auteur du fait de la reproduction et de la représentation de ladite photographie en ce compris du fait de la reproduction et de la représentation des sites architecturaux représentés, sur tous supports ;
- . A.S.O. fera état, à partir des renseignements que LA VILLE fournira, d'aspects touristiques, culturels et économiques locaux dans le Guide Touristique de l'épreuve sur le site internet du Tour de France (www.letour.fr) ;
- . A.S.O. inscrira le nom ou placera le logo ou le blason de LA VILLE et de LA 3M dans les endroits suivants le jour du passage de l'épreuve :

. site d'arrivée : jusqu'à l'arrivée de l'étape, défilement sur le bandeau déroulant du chronopole (arche d'arrivée) du nom de la ville départ et des noms de toutes les collectivités partenaires de l'arrivée ; nom recto/verso sur le chronopole (arche d'arrivée), nom de deux institutions sur la face intérieure de l'étaï ; logo institutionnel de deux institutions sur les faces extérieures de l'étaï ; inscription du nom de deux institutions sur le podium protocolaire ; logo institutionnel sur la face externe de la plus haute marche du podium protocolaire ; nom de deux institutions au-dessus des écrans ; incrustations de logos institutionnels sur les écrans entre chaque remise protocolaire ; un à trois logos institutionnels maximum sur deux kakémonos identiques matérialisant la tribune « Géo Lefèvre » destinée aux invités de LA VILLE et de LA 3M.

. site de départ : deux à trois logos (selon le format des logos) sur le pupitre du podium signature, nom sur l'arche de départ, logo institutionnel sur un panneau recto/verso ; nom de LA VILLE sur le drapeau de départ fourni par A.S.O..
En raison du renouvellement des structures du Village, les marquages à l'entrée et à l'intérieur du Village seront précisés ultérieurement.

. A.S.O. permettra à LA VILLE et à LA 3M de placer sur certains lieux du parcours validés au préalable par A.S.O. (hors des zones suivantes : départs et arrivées, zones de ravitaillement, zones de chronométrage, zones de classements) des banderoles portant le nom ou le logo de LA VILLE et LA 3M partagées entre le côté droit et le côté gauche du parcours. Les banderoles seront fournies par LA VILLE et par LA 3M et validées au préalable par A.S.O. :

. A l'arrivée, les banderoles, dont la longueur totale ne pourra dépasser 100 (cent) mètres seront mises en place dans le dernier kilomètre : 50 (cinquante) mètres juste après la flamme rouge et 50 (cinquante) mètres à 500 (cinq cents) mètres en amont de la ligne d'arrivée. La pose des banderoles sera à la charge d'A.S.O. et la dépose des banderoles sera à la charge de LA VILLE.

. Au départ, les banderoles, dont le métrage est libre, seront mises en place après l'arche de départ. La pose et la dépose des banderoles seront à la charge de LA VILLE.

6.1.2. Animation et hospitalité-relations publiques

A.S.O. s'engage à assurer diverses prestations destinées, selon le cas, soit au public, soit aux invités, soit aux partenaires de l'épreuve. La liste des prestations d'A.S.O. est la suivante :

Sur les sites d'arrivée :

. A.S.O. installera un podium protocolaire, sur lequel se déroulera la cérémonie de remise des trophées, et à laquelle 5 (cinq) personnalités de LA VILLE et de LA 3M seront invitées à assister.

. A.S.O. installera la tribune « Géo Lefèvre » sur laquelle 98 (quatre-vingt-dix-huit) invités de LA VILLE et de LA 3M pourront prendre place. La gestion et le contrôle des invités seront à la charge de LA VILLE et de LA 3M

. A.S.O. remettra 10 (dix) accréditations non nominatives (bracelets), permettant à 10 (dix) personnalités de LA VILLE et de LA 3M d'être invitées dans l'Espace « Club Tour de France ».

Sur les parcours :

. A.S.O. proposera 4 (quatre) places destinées aux invités de LA VILLE et de LA 3M pour suivre la course dans les voitures invités d'A.S.O. : 2 (deux) places au titre de l'arrivée de la 11^{ème} étape, Carcassonne - Montpellier et 2 (deux) places au titre du départ de la 12^{ème} étape, Montpellier - Mont Ventoux.

Sur les sites de départ :

. Un Village, lieu de rencontre entre les coureurs, les journalistes, les responsables économiques et les personnalités invitées, dans lequel LA VILLE et LA 3M disposeront - pour leur usage exclusif - de 50 (cinquante) accréditations non nominatives (bracelets) et de pavillons équipés pour accueillir ses invités pendant la durée d'ouverture du Village.

. Un podium signature, installé face au public, pour la présentation individuelle des coureurs, et sur lequel des personnalités locales pourront accueillir les concurrents.

A.S.O. remettra 16 (seize) invitations nominatives (badges tous accès), réservées à des personnalités locales : 5 (cinq) badges destinés au Maire, au Président de la Métropole, à l'Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports, référent Tour de France, à un Sénateur, à un Député et 11 (onze) badges pour des personnes choisies par LA VILLE et par LA 3M.

Le Président du Conseil régional, le Président du Conseil départemental, le Préfet et/ou le sous-Préfet, sont systématiquement accrédités par A.S.O..

6.2. Action de communication et de promotion à l'initiative de LA VILLE et de LA 3M

Il est rappelé que les droits d'exploitation portant sur le Tour de France étant exclusivement réservés à A.S.O. et ses partenaires, LA VILLE et LA 3M s'interdisent de développer, de commercialiser et/ou de promouvoir, directement ou indirectement, toute opération de promotion, de communication ou de relations publiques (hospitalité) portant directement ou indirectement sur le Tour de France, avant, pendant ou après son déroulement au profit de quelque tiers que ce soient.

A.S.O. communiquera à LA VILLE et à LA 3M la liste de l'ensemble des Partenaires et Fournisseurs Officiels de l'épreuve autorisés à communiquer sur le Tour de France ainsi que la liste des vendeurs agréés, listes qui pourront être réactualisées, le cas échéant, par A.S.O..

6.2.1. Communication institutionnelle autorisée

Pendant toute la durée de la présente convention, LA VILLE et LA 3M pourront utiliser pour toute opération de publicité, de communication interne et/ou externe, le logo composite et/ou le logo signature et/ou le logo site, dans le respect des normes graphiques applicables pour leur communication institutionnelle et sous réserve que les opérations de communication en cause aient un lien direct avec l'événement, à l'exclusion de tout autre logo, marque ou visuel créé par elles ou par des tiers à l'occasion du Tour de France.

On entend par communication institutionnelle toute forme de communication destinée à la promotion de LA VILLE et de LA 3M en tant que collectivité publique sans pouvoir faire référence aux services qu'elle offre à ses administrés, quels qu'ils soient.

Toute latitude est laissée à LA VILLE et à LA 3M d'exploiter comme elles le souhaitent, dans leur communication institutionnelle, le passage, l'accueil du Tour de France, sous réserve de ne porter atteinte ni aux droits d'A.S.O. et de ses partenaires, ni à la réputation et à l'image de l'épreuve.

En conséquence, LA VILLE et LA 3M s'interdisent d'adjoindre au logo composite et/ou au logo signature et/ou au logo site, toute marque, dénomination, logo ou signe quelconque appartenant à un tiers non institutionnel, la présente disposition étant considérée comme déterminante aux yeux d'A.S.O..

LA VILLE et LA 3M s'obligent à reproduire le logo composite et/ou le logo signature et/ou le logo site, en respectant les dispositions de la charte graphique qui lui seront communiquées par A.S.O. à cet effet.

En conséquence, LA VILLE et LA 3M devront fidèlement respecter le graphisme et notamment reproduire la couleur, le dessin et l'apparence sans possibilité de modification de quelque sorte que ce soit.

LA VILLE et LA 3M s'interdisent de déposer directement ou indirectement toute appellation, logo ou signe distinctif, à titre de marque ou de nom de domaine, susceptible de créer une confusion avec ceux d'A.S.O. ou plus généralement susceptible de porter préjudice à A.S.O., à ses partenaires ou au Tour de France.

Afin de permettre à A.S.O. de s'assurer du bon respect, par LA VILLE et par LA 3M, des obligations ci-dessus énoncées, LA VILLE et LA 3M s'engagent à soumettre toute utilisation du logo composite et/ou du logo signature et/ou du logo site et plus généralement tous leurs projets de communication portant sur le Tour de France à l'accord préalable et par écrit d'A.S.O..

A cet effet, LA VILLE et LA 3M devront adresser aux représentants du Service Relations Collectivités d'A.S.O., par courrier postal ou électronique ou par remise en mains propres, les

projets de leurs campagnes promotionnelles ou publicitaires et tous documents faisant référence au Tour de France.

A.S.O. devra notifier son accord ou son refus au sujet desdits documents par courrier postal ou électronique ou par remise en mains propres dans un délai de 15 (quinze) jours suivant la réception du projet de LA VILLE et de LA 3M.

6.2.2. La Fête du Tour

Dans le cadre de la promotion du Tour de France, LA VILLE s'engage à tout mettre en œuvre pour organiser, dimanche 5 juin 2016, une randonnée populaire empruntant le parcours des étapes visées à l'article 1, événement ouvert à tous et gratuit : La Fête du Tour.

6.2.3. Opérations d'hospitalité ou de relations publiques avec des tiers

LA VILLE et LA 3M reconnaissent expressément que tous les droits d'exploitation commerciale portant sur le Tour de France sont exclusivement réservés à A.S.O..

En conséquence, LA VILLE et LA 3M s'interdisent de développer et/ou de commercialiser toute opération de promotion et de communication portant directement ou indirectement sur le Tour de France au profit de tiers.

Dans le cas où LA VILLE et LA 3M souhaiteraient néanmoins effectuer des opérations d'hospitalité ou de relations publiques, elles se rapprocheront d'A.S.O. et les parties conviendront par acte séparé des conditions, notamment financières, de leur collaboration.

6.2.4. Retransmission d'images télévisées du Tour de France

A l'arrivée de l'étape, avec le concours de France Télévisions, A.S.O. installe un écran vidéo géant d'environ 30 m², visible depuis la ligne d'arrivée, qui permet au public et aux invités de suivre la retransmission en direct de la course.

A.S.O. autorise LA VILLE et LA 3M à mettre en place à leurs frais, un ou plusieurs autres écrans géants dans la ville et à diffuser le Direct (images et son qui l'accompagnent) diffusé simultanément par France Télévisions, à l'exception de tout autre programme, aux conditions suivantes :

- . Les emplacements de ces écrans géants devront être choisis d'un commun accord entre les parties ;

- . Aucune marque (autre que celles des sponsors du Tour de France) ne pourra apparaître avec le nom, la marque et/ou le logo du Tour de France lors de la diffusion de ces images sur les écrans géants ;

- . La diffusion du Direct devra se faire sans coupure publicitaire autre que celles prévues par France Télévisions ;

- . La diffusion pourra avoir lieu pendant toute la durée du Tour de France ;

- . Aucune exploitation commerciale de cette opération ne pourra être effectuée et notamment le public devra pouvoir accéder gratuitement aux images.

6.2.5. Images du Tour de France

Dans l'hypothèse où LA VILLE et LA 3M souhaiteraient utiliser des images du Tour de France dans le cadre de sa communication institutionnelle, elles devront solliciter expressément A.S.O..

A cet égard, il est d'ores et déjà convenu :

. que LA VILLE et LA 3M pourront utiliser les images du Tour de France produites dans le cadre de la couverture générale du Tour de France sans paiement additionnel autre que les frais techniques de recherche, copie et montage éventuel, dans le seul cadre de leur communication institutionnelle ;

. que pour les photographies, LA VILLE et LA 3M pourront utiliser les photographies qu'A.S.O. aura fait réaliser dans le cadre du Tour de France par ses photographes habituels, avec obligation de mentionner « crédit A.S.O. et le nom du photographe », sans paiement additionnel ;

. que pour l'accès d'un photographe et, le cas échéant, d'une équipe vidéo (2 personnes maximum) de LA VILLE et de LA 3M, ces derniers devront être accrédités par le Service Relations Collectivités d'A.S.O. étant en outre convenu que ceux-ci devront strictement respecter les règles et contraintes définies par A.S.O. et que les images prises ne pourront être utilisées que par LA VILLE et par LA 3M et dans le seul cadre de leur communication institutionnelle ;

. qu'il appartiendra à LA VILLE et à LA 3M de recueillir l'accord préalable des coureurs représentés avant toute exploitation de leur image individuelle et ce quel que soit le support, A.S.O. ne pouvant être tenue responsable à ce sujet.

6.2.6. Site internet

Droit non exclusif de créer une rubrique dédiée à l'événement sur le site internet (adresse commençant par <http://www.>) de LA VILLE et de LA 3M, reprenant le logo composite et/ou le logo signature et/ou le logo site. En aucun cas ce site internet ne pourra apparaître comme le site officiel du Tour de France ni être dédié exclusivement au Tour de France.

Le nom de LA VILLE et de LA 3M devront nécessairement faire partie de l'URL du site internet (exemple : <http://www.lacollectivite.letour.com> ou <http://www.lacollectivite.com/letour>.) L'URL devra être soumis à l'accord préalable et écrit d'A.S.O.. Il est expressément convenu qu'aucune application mobile par téléchargement, ni site mobile ne pourra être proposé par LA VILLE et par LA 3M. Sauf accord préalable d'A.S.O, aucune autre marque commerciale ne pourra apparaître sur le site (hors partenaires officiels de l'événement).

Sur demande de LA VILLE et de LA 3M, au moins 20 jours avant le départ du Tour de France, A.S.O mettra à sa disposition les contenus dits « roadbook », comprenant les cartes officielles du Tour de France, les descriptions et profils d'étapes (langues disponibles : français, anglais, espagnol, allemand ; format et livraison à définir), pour une utilisation sur le site internet précité uniquement.

Pour toute diffusion d'images relatives au Tour de France, LA VILLE et LA 3M se rapprocheront d'A.S.O. afin de déterminer les contenus et les conditions des droits de diffusion de ces derniers.

6.2.7. Réseaux Sociaux

A.S.O. concède à LA VILLE et à LA 3M le droit non exclusif de créer une page Facebook et un compte Twitter dédiés à l'événement aux conditions suivantes :

Le nom de LA VILLE et de LA 3M devront nécessairement apparaître dans le nom et l'URL des comptes dédiés. Exemples :

Nom : LeTourLaCollectivité/URL : www.facebook.com/letourlacollectivite

Nom : Le Tour La Collectivité et URL : www.twitter.com/letourlacollectivite ;

L'URL devra être soumis à l'accord préalable et écrit d'A.S.O..

En aucun cas, ces comptes ne pourront apparaître comme les comptes officiels du Tour de France.

Si LA VILLE et LA 3M souhaitent reprendre les contenus officiels du Tour de France, la page Facebook de LA VILLE et de LA 3M devront partager les contenus diffusés par LA VILLE et par LA 3M, la page officielle du Tour de France (www.facebook.com/letour) et le compte Twitter de LA VILLE et de LA 3M devront retweeter le compte officiel du Tour de France (www.twitter.com/letour).

LA VILLE et LA 3M seront libres du contenu éditorial sous réserve de véhiculer une bonne image de l'événement, de respecter la législation en vigueur, de ne pas introduire dans le contenu des informations susceptibles de porter atteinte à l'ordre public et à la dignité humaine par son caractère avilissant et/ou d'une extrême violence, à ne pas violer les droits quelconques des tiers de sorte à ne pas donner lieu à des actions en contrefaçon, en concurrence déloyale, ou en responsabilité civile.

LA VILLE et LA 3M pourront exploiter ces pages/comptes pendant toute la durée de la convention. Au terme de la durée d'exploitation convenue ci-dessus, LA VILLE et LA 3M s'engagent à communiquer à A.S.O. les accès aux comptes précités et lui transféreront gratuitement la propriété de ces comptes.

6.2.8. Articles Promotionnels

A.S.O. développe un programme de licence de fabrication d'articles promotionnels sous les marques d'A.S.O. (ci-après les Articles Promotionnels). Ces Articles Promotionnels sont vendus exclusivement par les licenciés d'A.S.O.. Ils doivent obligatoirement être distribués gratuitement par les Partenaires ou Fournisseurs Officiels du Tour de France. Ne sont pas considérés comme Articles Promotionnels au sens de la présente convention, les articles promotionnels revêtus des seules marques de LA VILLE et de LA 3M, quelles qu'elles soient.

Pour le cas où LA VILLE et LA 3M souhaiteraient distribuer des Articles Promotionnels, elles s'engagent à :

- . soumettre lesdits Articles Promotionnels à l'approbation préalable et écrite d'A.S.O. selon les modalités définies au paragraphe 6.2.1. ci-dessus ;

- . ne pas vendre les Articles Promotionnels, mais uniquement à les distribuer à titre gratuit ;

- . acheter lesdits Articles Promotionnels auprès des licenciés d'A.S.O., sauf dans l'hypothèse où les licenciés d'A.S.O. ne fabriqueraient pas l'article retenu par LA VILLE et par LA 3M ou s'ils n'offraient pas des conditions, notamment financières, satisfaisantes.

Dans ce cas, LA VILLE et LA 3M après avoir recueilli l'accord écrit d'A.S.O., pourront le faire fabriquer auprès de tout fournisseur de leur choix à la condition que ce fournisseur ait obligatoirement signé, avant toute fabrication, une lettre d'engagement dont le modèle figure en annexe 1 aux présentes.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITE – ASSURANCES

Chaque partie conserve sa propre responsabilité, A.S.O. assumant celle de l'organisation de l'épreuve et LA VILLE et LA 3M celle leur incombant au titre de leurs obligations telles que visées aux présentes.

7.1. A.S.O.

A.S.O. déclare que les risques dont elle assume la charge en tant qu'organisateur du Tour de France sont couverts par des polices d'assurances en responsabilité civile, qui satisfont :

- . d'une part, aux dispositions de l'article L 321-1 du code du Sport ;
- . d'autre part, aux prescriptions de l'article R 331-10 du code du Sport ;

A.S.O. s'engage à fournir, sur simple demande, à LA VILLE et à LA 3M, les attestations des assureurs correspondant aux polices susmentionnées et à maintenir lesdites garanties d'assurances pendant toute la durée de la présente convention.

7.2. LA VILLE ET LA 3M

LA VILLE et LA 3M seront responsables de tous dommages corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers, à leurs personnels ou aux personnels d'A.S.O. au cours, à l'occasion de ou pendant la mise en place, le démontage, le stockage, le transport, la circulation et plus généralement l'utilisation des matériels, personnels, sites et locaux mis à disposition d'A.S.O., dans le cadre des présentes, par LA VILLE et par LA 3M et/ou leurs éventuels sous-traitants dont elles se portent garant.

LA VILLE et LA 3M s'engagent à fournir, sur simple demande, à A.S.O., les attestations des contrats d'assurances en cours de validité correspondant à la couverture des dommages susmentionnés, les certificats de conformité de leurs infrastructures et à maintenir lesdites garanties d'assurances pour des montants suffisants.

LA VILLE et LA 3M s'engagent également à vérifier que les sous-traitants disposent bien de garanties d'assurances en cours de validité et pour des montants suffisants.

ARTICLE 8 : PARTICIPATION FINANCIERE

LA VILLE et LA 3M s'engagent à régler à A.S.O. une participation financière de 175 000 € (cent soixante-quinze mille euros) hors taxes, dans les conditions et suivant l'échéancier ci-après :

- le 1^{er} juin 2016 : 90 000 € (quatre-vingt-dix mille euros) hors taxes répartis à 50 % entre LA VILLE et LA 3M, soit 45 000 € (quarante-cinq mille euros) hors taxes chacune ;
- le 15 juillet 2016 : 85 000 € (quatre-vingt-cinq mille euros) hors taxes répartis à 50 % entre LA VILLE et LA 3M, soit 42 500 € (quarante-deux mille cinq cents euros) hors taxes chacune.

Les montants ci-dessus énumérés seront augmentés de la TVA au taux en vigueur.

Les règlements seront effectués, sur présentation de factures, au compte d'A.S.O. ouvert à la banque LCL Direction Grandes Entreprises, 61 rue Lafayette F-75009 Paris, sous le numéro 0000003263U (code banque : 30002, code guichet : 00790, clé RIB : 90).

ARTICLE 9 : NATURE DE LA CONTRIBUTION DE LA VILLE ET DE LA 3M

Il est entendu que la contribution financière de LA VILLE et de LA 3M à A.S.O. ne constitue pas une subvention à A.S.O., mais la contrepartie d'une prestation.

En conséquence, A.S.O. ne saurait être tenue des obligations faites par la loi aux entreprises recevant des subventions, au regard notamment de l'article L.1611.4. du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 10 : INTUITU PERSONAE

De convention expresse entre les parties, il est bien entendu que les droits et avantages consentis par A.S.O. à LA VILLE et à LA 3M le sont à titre strictement personnel et ne pourront, en conséquence, faire l'objet de la part de LA VILLE et de LA 3M d'aucune cession, concession, directe ou indirecte, totale ou partielle, de quelque nature que ce soit.

Pour sa part, A.S.O. a la faculté de se substituer ou s'adjoindre librement toutes autres sociétés affiliées ou associées au Groupe Amaury pour l'exercice et le bénéfice de droits et obligations prévus au présent contrat, la notion de groupe étant entendue dans son acception prévue à l'article L-233.3. du Code de Commerce.

ARTICLE 11 : DUREE - RESILIATION ANTICIPEE

La présente convention est conclue pour une durée déterminée prenant effet à compter de la date de signature pour expirer de plein droit, sans formalité, ni indemnité à la charge de l'une ou l'autre des parties, le 30 septembre suivant le déroulement de l'épreuve visée à la présente convention.

En cas d'inexécution ou de violation des obligations par LA VILLE et par LA 3M, A.S.O. pourra résilier de plein droit la présente convention. La résiliation sera considérée comme effective le dixième jour suivant la date de réception par LA VILLE et par LA 3M d'une lettre recommandée les mettant en demeure d'exécuter leurs engagements, et restée sans effet.

Les sommes qui auraient été précédemment versées par LA VILLE et par LA 3M resteraient acquises à A.S.O. à titre d'indemnité provisionnelle, sans préjudice de son droit de demander tous dommages-intérêts complémentaires en réparation du préjudice subi.

LA VILLE et LA 3M pourront également mettre fin de plein droit à la présente convention, dans les mêmes conditions que ci-dessus, en cas d'inexécution par A.S.O. de l'une quelconque de ses obligations essentielles, les sommes qui auraient été précédemment versées par LA VILLE et par LA 3M à A.S.O. devant dans ce cas être remboursées sans intérêt.

ARTICLE 12 : ANNULATION - FORCE MAJEURE

A.S.O. n'est pas responsable des reports, annulations ou suppressions d'étapes du Tour de France dus à des cas de force majeure.

En cas de force majeure, telle que définie par la jurisprudence des Cours et Tribunaux français et les cas visés ci-dessous, le présent contrat pourra être suspendu pour une durée maximale de 15 (quinze) jours sans que son terme soit retardé.

Pendant cette durée, toutes les obligations seront suspendues de part et d'autre, à l'exception des obligations relatives aux approbations préalables d'A.S.O. en matière d'opération de communication de LA VILLE et de LA 3M, à la confidentialité et l'intuitu personae.

Le contrat reprendra ses effets lors de la disparition de la cause de suspension.

Passé le délai de 15 (quinze) jours, à défaut de reprise, le contrat pourra être considéré comme résilié de plein droit, à l'initiative d'A.S.O., sans versement d'une quelconque indemnité à la charge de l'une ou l'autre des parties.

Pour les besoins des présentes, les parties conviennent d'attribuer aux événements suivants les effets de la force majeure : incendie, inondation, épidémie, pandémie, attentat, ouragan, tornade, tempête, gel, tremblement de terre, guerre, guerre civile, réquisition, arrêt de travail, lock-out ou grève des personnels nécessaires à la tenue des événements sportifs ou à l'acheminement des compétiteurs ou spectateurs, révolution, émeutes, mouvement de foule, moratoire légal, fait du prince, retrait ou suspension des autorisations fédérales, retrait ou suspension des autorisations d'occupation des sites de déroulement des manifestations, vol de tout ou partie du matériel nécessaire à la tenue des événements sportifs, manque d'énergie électrique, interruption ou retard dans les transports ou les postes de télécommunication, impossibilité de retransmettre les événements sportifs par ondes hertziennes terrestres, par câble ou par satellite, conditions climatiques ou politiques rendant impossible ou très difficile la tenue des événements sportifs, conditions rendant impossible ou très difficile le maintien de la sécurité des participants aux événements sportifs ou des spectateurs.

ARTICLE 13 : DIVERS

Les titres et intitulés des articles de la présente convention ne figurent que pour la commodité de lecture ; ils n'affectent en aucune manière le sens des dispositions auxquelles ils font référence.

De convention expresse entre les parties, la présente annule tout accord, arrangement ou contrat antérieur écrit ou non écrit conclu entre les parties et se rapportant à l'objet de la présente.

Toutes conventions dérogatoires ou complémentaires à la présente convention devront être constatées par écrit et signées par les personnes habilitées à représenter les parties.

La présente convention a été rédigée en langue française qui sera la langue officielle du contrat. En cas de traduction du présent contrat dans une autre langue, la version française prévaudra pour toute difficulté d'interprétation.

La présente convention est soumise à la loi française.

En cas de litige sur la validité, l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour régler leur différend à l'amiable avant de saisir le juge compétent français.

Les parties s'engagent à tenir comme strictement confidentielles et par conséquent, à ne pas divulguer à des tiers quels qu'ils soient, les conditions de la présente convention. Cette divulgation ne pourra intervenir que d'un commun accord écrit entre les parties et suivant les conditions qui seront également définies d'un commun accord entre elles, à moins que ladite divulgation ne soit requise par la loi ou les règlements ou pour les besoins d'une procédure judiciaire.

L'annexe à la présente convention en fait partie intégrante et en est indissociable :

Annexe 1 : lettre d'engagement à l'intention des fabricants d'articles promotionnels.

Fait à Issy-les-Moulineaux,..... 2016 en trois exemplaires, dont 1 remis à chacune des parties.

Pour la société Amaury Sport Organisation *
Le Directeur Délégué,

Monsieur Christian PRUDHOMME

Pour la ville de Montpellier *
Pour Le Maire et par délégation
l'Adjoint délégué à la Jeunesse
et aux Sports
Monsieur Fablen ABERT

.....
Pour Montpellier Méditerranée Métropole
Pour le Président,
le Vice-Président Sports et Traditions Sportives
Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER

.....
** Signature précédée de la mention "lu et approuvé"*

Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

Signature du Pacte de jumelage entre la Municipalité de Palerme (Italie), la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier s'est construite autour de ses échanges avec les autres pays. Les liens tissés par les jumelages et la présence de nombreuses nationalités parmi sa population sont des atouts qui au fil de temps ont conduit la ville à construire une politique internationale au service des montpelliérains.

Dans le cadre de la stratégie en matière de politique internationale de la Ville (présenté dans la délibération n°2015/552 du Conseil municipal du 17/12/2015), et notamment par la volonté d'un positionnement fort au sein de la zone régionale euro-méditerranéenne, la Ville de Montpellier, déjà jumelée avec les villes de Barcelone, Kos, Heidelberg, Tlemcen, Fès, Tibériade et Bethléem, et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent désormais, se rapprocher d'une ville italienne.

La Ville de Palerme, capitale régionale de la Sicile, forte d'une population de 655 000 habitants, et de plus d'un million en comptant sa métropole, possède de fortes similitudes avec Montpellier et sa métropole, notamment en termes de superficie et de patrimoine. Elle s'inscrit donc parfaitement dans la philosophie des relations engagées avec les partenaires euro-méditerranéens.

Suite à l'invitation de Monsieur le Maire de Palerme, M. Leoluca ORLANDO, Monsieur le Maire de Montpellier s'est rendu au mois de février à Palerme, en vue de définir conjointement les différents axes de travail.

Au mois de juin, M. le Maire de Palerme viendra, à son tour, à Montpellier afin de signer le Pacte de jumelage qui liera la Ville de Palerme, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole autour de différentes thématiques qui auront notamment pour objectif de développer les coopérations économiques, touristiques, culturelles et universitaires. Ce pacte de jumelage aura une durée de validité de dix ans et pourra être renouvelable moyennant un accord entre les parties.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer le pacte de jumelage et à prendre tous les actes relatifs à cette opération,
- D'imputer les dépenses inhérentes à cette opération sur le budget de la Direction des Relations Internationales, tous chapitres.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 Avril 2016

Pacte de Jumelage entre la Municipalité de Palerme (Italie), la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole (France)

La Municipalité de Palerme (Italie), la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole (France), dans les limites de leurs compétences nationales respectives, conviennent de souscrire le présent Pacte de Jumelage en vue de:

- 1) contribuer conjointement au dialogue entre les peuples, à la cause de la paix et à la reconnaissance des droits de l'homme;
- 2) promouvoir les rapports de coopération entre les Parties, en favorisant les liens d'amitié;
- 3) favoriser l'échange d'expériences dans les domaines techniques et administratifs, dans le cadre de programmes de promotion sociale, environnementale, d'éducation, de santé publique, de planification énergétique et de développement éco-durable ainsi que soutenir l'organisation d'activités telles que, à titre d'exemples:
 - ✓ des missions d'experts des Parties en matière d'assistance technique et de formation de ressources humaines dans des domaines thématiques d'intérêt commun (développement économique, environnement, tourisme, énergie, santé, éducation et formation, alimentation et production alimentaire, artisanat);
 - ✓ participation réciproque des délégations des Parties à des événements, expositions et foires internationales;
- 4) appuyer toute activité ayant trait à l'éducation culturelle et artistique relevant des compétences des Parties, avec une attention particulière à la reconnaissance de l'itinéraire Arabo-Normand de Palerme lequel est inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO et au syncrétisme culturel qu'il représente, ainsi que la promotion de toute initiative académique et de recherche...;
- 5) promouvoir et mener des études et des recherches conjointes visant au développement de programmes de coopération internationale relevant de l'intérêt des Parties, tout comme des projets d'actions extérieures pour le développement;
- 6) contribuer à l'identification de projets complémentaires en matière de production et de tourisme éco-durable entre les Parties;
- 7) favoriser la diffusion et la connaissance des produits et des travaux typiques des deux territoires concernés, ainsi que la connaissance des us et coutumes des cultures respectives;
- 8) assurer la coordination et la valorisation des relations culturelles, économiques et sociales des Parties avec des institutions publiques (p. ex. Université), des organisations du tiers secteur participant à des activités d'intérêt général relevant des compétences des Parties (des organisations de nature privée visant toutefois à la production de biens et de services à destination publique ou collective, des coopératives sociales, des associations de promotion sociale, des associations de bénévolat, des organisations non gouvernementales, des organisations sans but lucratif) ainsi que des organismes privés, dont les activités pourraient être concernées par le présent accord relevant des compétences des Parties;
- 9) le présent Pacte de Jumelage ne devra engendrer aucun frais à prendre en charge par le budget de l'Etat italien ; pour le côté italien, tous les coûts éventuels seront couverts par le budget municipal. Le présent



Pacte de Jumelage ne devra engendrer aucun frais à prendre à charge par le budget de l'Etat français, tous les coûts éventuels seront couverts par le budget métropolitain et par le budget municipal;

10) les activités promues par les Parties devront être mises en place dans le plein respect des règlements et des législations en vigueur dans chacun des deux pays, ainsi que des obligations mutuelles internationales et de celles qui découlent de l'appartenance à l'Union Européenne;

11) les Parties s'engagent à informer l'Ambassade de leur pays respectif au sujet des initiatives mises en place en vue de la mise en œuvre du présent Pacte de Jumelage.

Fait à _____ en trois exemplaires originaux, en langue italienne et en langue française, chacun de ces textes faisant également foi. Le présent Pacte de Jumelage sera effectif à partir de la date de sa signature et aura une durée de validité de dix ans, renouvelable moyennant un accord mutuel.

Le _____

Philippe Saurel

Leoluca Orlando

Maire de la Ville de Montpellier
Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Maire de Palerme

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

Absents :

Stratégie en matière de politique internationale de la Ville de Montpellier Année 2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier s'est construite autour de ses échanges avec les autres pays. Les liens tissés par les jumelages et la présence de nombreuses nationalités parmi sa population sont des atouts qui au fil de temps ont conduit la ville à construire une politique internationale au service des montpelliérains.

La Ville de Montpellier associe l'échange d'expertise et le partage d'expérience afin de favoriser l'ouverture internationale et interculturelle de la ville. Elle se concentre sur des actions dans les domaines du tourisme, de la culture, de la jeunesse et de la solidarité internationale. En partenariat étroit avec la Métropole, elle veillera à soutenir les actions économiques et universitaires afin d'accroître la notoriété de la ville et l'intérêt des montpelliérains. Elle entend faire rayonner la ville à l'étranger pour renforcer son attractivité et générer des retombées directes et indirectes pour les habitants.

Dans le cadre de la politique internationale de la Ville et des priorités stratégiques et géographiques notamment par un positionnement fort au sein de la zone régionale euro-méditerranéenne, l'année 2016 sera marquée par différents événements :

- La signature du jumelage avec la Ville de Palerme,
- Le 55^{ème} anniversaire du jumelage entre Montpellier et Heidelberg,
- Le 35^{ème} anniversaire de la Maison de Montpellier à Heidelberg,
- Le 50^{ème} anniversaire de la Maison de Heidelberg à Montpellier,
- Le 35^{ème} anniversaire de jumelage avec Chengdu,

- Le 30^{ème} anniversaire de la Francophonie,
- Dans le cadre des coopérations de mobilité à destination de la jeunesse, la poursuite et l'extension des programmes de mobilité étudiante mis en place jusqu'à aujourd'hui avec les villes de Louisville, Sherbrooke, Heidelberg, Chengdu, Bethléem et Tibériade, aux autres villes jumelles de la zone régionale euro-méditerranéenne notamment les villes de Fès, Tlemcen, Kos, et Palerme...,
- L'accueil de délégations des Villes jumelles pour le développement des projets euro-méditerranéens,
- L'organisation de nombreuses manifestations (plus de mille expositions, conférences, tables rondes, réunions...par an) à vocation internationale et de solidarité internationale sur les trois sites de la Direction des Relations Internationales (Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, Espace Martin Luther King, et premier étage de l'Espace Jacques Premier d'Aragon) avec les partenaires associatifs locaux, ainsi que par le renforcement des partenariats euro-méditerranéens, notamment lors de la Comédie du Livre, du CINEMED....
- La participation d'un chef montpelliérain à la semaine gastronomique française « So Frenchy So Tasty » à Tibériade, organisée par l'Ambassade de France en Israël, en partenariat avec l'Institut Français d'Israël, le service de coopération économique, UBIFRANCE, et la ville jumelle de Montpellier, Tibériade en février 2016,
- Le développement d'opérations conjointes de promotion de la Ville et de la Métropole en lien avec l'Office de Tourisme,
- La réalisation de travaux, pour l'entretien courant des bâtiments ainsi que des locaux associatifs gérés par la Direction des Relations Internationales destinés à promouvoir auprès des citoyens les cultures étrangères en facilitant les activités du tissu associatif local dédiées à l'international qui participent à la vie culturelle de la cité.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la stratégie en matière de politique internationale de la Ville pour l'année 2016,
- d'autoriser Monsieur le Maire, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 18/12/2015

Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE,

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

Mandats spéciaux, présentation de missions opérationnelles de membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier développe des activités internationales dans le cadre de l'article 14 de la loi 2014-773 du 7 juillet 2014 relative à l'action internationale des collectivités territoriales.

Le développement et la mise en œuvre de ces activités sont assurés par la Direction des Relations Internationales, à travers ses jumelages et autres relations bilatérales.

L'action internationale vise par ce biais à mettre en œuvre des projets au bénéfice de la Ville de Montpellier, de ses citoyens et des acteurs locaux.

Mission à Fès du 4 au 7 mai 2016

Fès, ville jumelle de Montpellier depuis 2003, organise pour la quatrième année consécutive le Forum annuel des villes jumelées et partenaires de Fès sur le thème cette année du « Rôle des Conseils Communaux dans le promotion et l'encouragement de l'investissement ».

Monsieur Robert COTTE, Adjoint au Maire, représentera la Ville de Montpellier devant les autres villes jumelles de Fès présentes à cet événement.

La participation de Montpellier, au-delà du renforcement des liens d'amitié qui l'unissent avec sa ville jumelle, permettra de renforcer le positionnement stratégique euro-méditerranéen de la ville.

Cet événement coïncidera avec la 22^{ème} édition du Festival des Musiques Sacrées du Monde.

Mission à Bornova (Turquie) du 1er au 3 juin 2016

Monsieur Vincent HALUSKA, Conseiller Municipal, Délégué aux Economies d'Energie représentera Monsieur le Maire à la conférence annuelle du réseau « Energie Cities » qui se déroulera à Bornova en Turquie du 1^{er} au 3 juin prochain.

Cette conférence de trois jours sur le thème « Inspirer le changement par la coopération » rassemblera plusieurs centaines de décideurs politiques et praticiens engagés dans la transition énergétique.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'accorder à Monsieur Robert COTTE, Adjoint au Maire, un mandat spécial pour le déplacement à Fès, et à Monsieur Vincent HALUSKA, Conseiller Municipal, un mandat spécial pour le déplacement à Bornova,
- D'autoriser le déplacement d'administratif qualifié invité par M. le Maire,
- D'autoriser Monsieur l'Adjoint au Maire et Monsieur le Conseiller Municipal à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale,
- D'imputer les dépenses inhérentes à ces déplacements sur le budget de la Direction des Relations Internationales pour un montant total de 3 500 euros (chapitre 920).

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 Avril 2016

Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

Participation d'un Chef pâtissier au « Festival Diplomatie Culinaire et Cultures Méditerranéennes au service de la paix » organisé à Fès (Maroc) du 15 au 17 avril 2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'agence d'ingénierie culturelle « Parchemins concepts » en partenariat avec les Ambassades, les instituts culturels des pays invités et la Ville de Fès organise du 14 au 17 avril 2016 le « Festival Diplomatie Culinaire et Cultures Méditerranéennes au service de la paix » à Fès, ville jumelle de Montpellier. Il s'agit d'un événement qui allie les patrimoines gastronomiques arabo-andalous, amazigh et judaïque de la région Fès-Meknès.

Pour cette première édition, 6 villes de l'Euro-Méditerranée, Séville, Montpellier, Palerme, futur ville jumelle de la ville et de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que Fès, Beyrouth et Istanbul ont été choisies par Parchemin concepts afin d'allier les arts gastronomiques de chaque pays et la diplomatie. Il constituera désormais un événement annuel qui s'annoncera avec le printemps pour inviter les différentes cultures méditerranéennes à se mettre "autour d'une table" pour évoquer les patrimoines et cultures communes et susciter un dialogue entre les deux rives de la méditerranée.

Lors de ce rendez-vous, des Chefs cuisiniers des deux rives vont se rencontrer pour présenter leurs œuvres et faire des créations communes.

Au menu de ce festival figurera également des conférences, des concerts, des projections de films, des expositions et des dîners-débats liés à la même thématique.

Dans le cadre du fort positionnement euro-méditerranéen, et afin de développer les échanges de coopération économique avec Fès et plus largement le Maroc, la Ville de Montpellier a sélectionné Mme Anne-Sophie DEMAÏ, chef pâtissière de la Pâtisserie Elémentaire, située à Port Marianne à Montpellier. Cette dernière a représenté la Ville de Montpellier à Tibériade en Israël au mois de février lors de la semaine gastronomique française organisée par l'Ambassade de France.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver le déplacement de Mme Anne-Sophie DEMAI à Fès afin de promouvoir la Ville de Montpellier et sa Métropole du 15 au 17 avril 2016,
- De prélever les dépenses inhérentes à ce déplacement estimées à maximum 1200 euros, sur le budget de la Direction des Relations Internationales.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 Avril 2016

Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DÉMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

Election d'un Adjoint au Maire

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La délibération n° 2016/71 du Conseil municipal du 25 février 2016 a déterminé le nombre d'Adjoints au Maire de la Ville de Montpellier, en fixant celui-ci à 22.

Suite à la démission de Monsieur Bernard TRAVIER, acceptée par courrier du Préfet en date du 13 avril 2016, de ses fonctions d'Adjoint au Maire, et conformément aux dispositions de l'article L 2122-10 du Code général des collectivités territoriales, il convient de procéder à l'élection d'un nouvel Adjoint au Maire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De procéder à cette élection.

A été élue :

- Caroline NAVARRE

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

Société Publique Locale d'Aménagement (SAAM) – Modifications Statutaires – Approbation de l'autorisation accordée au représentant de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La commune de Montpellier est actionnaire de la SPLA SAAM au capital de 1 770 000 euros composé de 17 700 actions. Elle détient 22,60% du capital, soit 4000 actions et occupe 4 postes sur 18 au Conseil d'Administration de la société.

La SPLA SAAM, présidée par Monsieur Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, est, de par sa nature juridique, détenue à 100% par des actionnaires publics. A ce titre elle est également composée de 21 autres collectivités que sont la Métropole de Montpellier (50,79%), la Région Languedoc-Roussillon (10,06%), les communes de Lattes (1,69%), Castelnau-le-Lez (1,13%), Baillargues, Castries, Clapiers, Courbonsec, Courbonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Lavérune, Le Crès, Pérols, Prades le Lez, Saint Jean de Védas, Saint Georges d'Orques, Sussargues, Vendargues et Villeneuve lès Maguelone (détenant chacune 0.85% du capital). Ces 17 dernières communes composent l'Assemblée Spéciale des actionnaires représentée par Monsieur Jean-Luc Savy au Conseil d'Administration. Chaque commune disposant d'un poste de censeur au Conseil d'Administration.

La SAAM a pour objet la réalisation, pour le compte exclusif de ses actionnaires et sur leur territoire, de toute opération d'aménagement au sens de l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme : *« actions ou opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti et les espaces naturels »*.

- » Soucieux d'impulser une nouvelle dynamique à la société, et d'ouvrir son activité vers d'autres prestations dans des domaines plus étendus, le Conseil d'administration de la société, en date du 29 mars 2016, a proposé la réunion d'une prochaine Assemblée Générale Extraordinaire à effet d'adopter la modification de ses statuts.

Cette modification statutaire consiste à réviser les dispositions relatives à :

- **la dénomination de la société** (article 1 des statuts) ;
- **la forme de la société** (article 2 des statuts) par la transformation de structure juridique de SPLA (*société publique locale d'aménagement entièrement dédiée à l'aménagement*) en SPL (*société publique locale, dont les champs d'activité sont les plus étendus tels que l'aménagement, la construction, la gestion de services publics industriels et commerciaux, et toutes autres activités d'intérêt général*) ;
- **l'objet social de la société** (article 3 des statuts), en vue d'apporter une offre globale de services de qualité, en termes d'aménagement, d'urbanisme et d'environnement, de développement, économique, touristique et de loisirs.


Ces modifications statutaires exigent, à peine de nullité, une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités et groupement de collectivités actionnaires, tel que prévu à l'article L.1524-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose : « *A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité.* »

Conformément aux articles L.1524-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, il est en conséquence proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur Patrick RIVAS, représentant de la Ville de Montpellier à l'Assemblée Générale de la SPLA SAAM, à voter en faveur de ces modifications statutaires ;
- d'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 Avril 2016

Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLYA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

Maison d'enfants Marie Caizergues - Désignation d'une personnalité qualifiée

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément aux dispositions statutaires de l'Association, la Ville de Montpellier est représentée au sein du Conseil d'Administration de la Maison d'enfants Marie Caizergues par trois membres du Conseil Municipal (désignés par délibération du Conseil municipal du 18 juin 2015) et deux personnalités qualifiées (désignés par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2014).

Suite au départ de la collectivité de Monsieur Michel PINET, il est nécessaire désigner une nouvelle personnalité qualifiée au sein de cette instance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation.

A été élue :

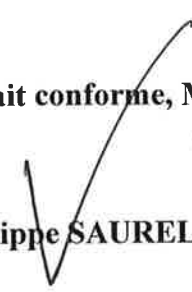
- Hélène COULET, chef du service Finances et Conseil de gestion du CCAS

Les représentants de la Ville au sein de cette association sont maintenant :

- Hélène COULET,
- Dominique BETTSCHART

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) - Désignation d'un nouveau représentant au Conseil d'administration

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément aux dispositions des articles L 123-6 et R 123-7 du code de l'Action sociale et des familles, la Ville de Montpellier doit être représentée au sein du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale, dont Monsieur le Maire est le Président de droit, par 8 autres membres du Conseil Municipal, élus au scrutin de liste à la représentation proportionnelle.

Les représentants de la Ville au CCAS ont été désignés par délibération du Conseil municipal du 23 juillet 2015, modifiée par délibération 25 février 2016.

Madame Samira SALOMON ne souhaitant plus siéger au Conseil d'Administration du CCAS, il convient de la remplacer au sein de cette instance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation.

A été élue :

- Véronique DEMON

Les représentants de la Ville au sein de cette association sont maintenant :

- **Annie YAGUE**
- **Véronique DEMON**
- **Jérémie MALEK**
- **Rémi ASSIE**
- **Nicole LIZA**
- **Clare HART**
- **Nancy CANAUD**
- **Thibault RASSAT**

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 Avril 2016

Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

Université Montpellier 3 - UFR 1 - Désignation d'un nouveau représentant

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Conseil de l'UFR 1 de l'Université Montpellier 3 regroupe les départements pédagogiques de Lettres Modernes, Lettres Classiques, Philosophie, Arts Plastiques, Arts du Spectacle, Musique et Psychanalyse.

Suite à la modification des délégations de l'exécutif municipal, il est proposé de remplacer Madame Sonia KERANGUEVEN, représentante suppléante de la Ville dans cette instance.

Il convient d'élire un nouveau membre, de même sexe afin de garantir la parité des représentants, conformément aux statuts de l'Université.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de désigner la représentante suppléante au Conseil de l'UFR 1 de l'Université Montpellier 3.

A été élue :

- Séverine SCUDIER

Les représentants de la Ville au sein de cette association sont maintenant :

- Chantal MARION
- Séverine SCUDIER

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

Association « Maison de Montpellier à Chengdu » Désignation d'un représentant de la Ville au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'association « Maison de Montpellier à Chengdu » a pour but d'assurer la gestion de la Maison ouverte à Chengdu, ville jumelle de Montpellier. Elle suscite l'animation indispensable à l'action de la Maison au plan culturel, touristique, technique et économique. Elle assure également la promotion de la Ville de Montpellier, de son histoire, son développement économique, ses richesses culturelles, et du dynamisme de son artisanat notamment à travers la promotion de produits artisanaux de Montpellier et de son agglomération.

Conformément aux dispositions statutaires de l'association, la Ville de Montpellier, en qualité de membre actif, doit être représentée au sein de l'Assemblée générale et du Conseil d'Administration de l'Association de la Maison de Montpellier à Chengdu par quatre membres élus représentants du Conseil Municipal.

Suite à la modification des délégations de l'exécutif municipal, il est nécessaire de désigner un nouveau représentant de la Ville au sein de ces instances afin de remplacer Madame Sonia KERANGUEVEN.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation.

A été élu:

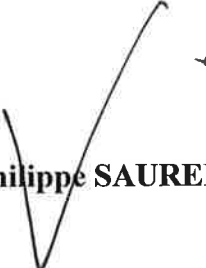
- Pascal KRZYZANSKI

Les représentants de la Ville au sein de cette association sont maintenant :

- **Titina DASYLVA**
- **Robert COTTE**
- **Chantal MARION**
- **Pascal KRZYZANSKI**

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 29 Avril 2016

Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

Centre Equestre Montpellier Grammont - Désignation d'un nouveau représentant

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Centre Equestre Montpellier Grammont a pour but de promouvoir l'enseignement de l'équitation.

Conformément à l'article 9 des statuts de l'association et selon les modalités décrites dans la convention signée entre la Ville de Montpellier et l'association Centre Equestre Montpellier Grammont, la municipalité de Montpellier doit être représentée par deux élus au sein du Comité directeur de l'association.

Suite à la modification des délégations de l'exécutif municipal, il est nécessaire de désigner un nouveau représentant de la Ville au sein de cette instance afin de remplacer Madame Sonia KERANGUEVEN.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de procéder à cette désignation.

A été élue :

- Séverine SCUDIER

Les représentants de la Ville au sein de cette instance sont maintenant :

- Fabien ABERT

- Séverine SCUDIER

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 Avril 2016

Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance Désignations d'un nouveau représentant de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'article 1er de la loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance institue le maire, comme « pilote » de la prévention de la délinquance sur le territoire de sa commune et en coordonne sa mise en œuvre.

Cette même loi fait obligation de l'installation d'un Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) dans les communes de plus de 10.000 habitants et/ou il existe une Zone Urbaine Sensible.

La Ville de Montpellier a mis en œuvre cette instance depuis le 25 octobre 2006 afin d'installer le partenariat local nécessaire en matière de prévention et de sécurité, co-produire des réponses, et enfin, adapter les politiques publiques mises en œuvre dans ces domaines.

Présidé par le Maire de la commune, le CLSPD est composé de membres de droit : le Préfet, le Procureur de la République et du Président du Conseil Général, ou leurs représentants :

Concernant le territoire de la Ville de Montpellier, il est organisé de la manière suivante :

- En assemblée plénière,
- En comité restreint,
- En groupe territorial.

L'assemblée plénière présidée par le Maire se réunit au minimum une fois par an. Cette instance a pour vocation d'arrêter les objectifs à mettre en œuvre sur le territoire de la commune en matière de prévention et de sécurité. En outre, elle est l'occasion de présenter un bilan des politiques et projets développés au cours de l'année écoulée et de valider ceux de l'année à venir.

Cette séance annuelle est l'occasion de présenter un bilan de la convention de coordination conclut entre la Police Municipale, la Police Nationale, et aujourd'hui le centre de vidéo surveillance urbaine (CSU).

Le comité restreint présidé par l'adjoint délégué à la sécurité se réunit trimestriellement et permet le suivi ainsi que la mise en œuvre opérationnelle des orientations fixées par l'assemblée plénière. Il constitue de fait le bureau du CLSPD plénier.

Les groupe territoriaux présidés par les élus de quartier sont des instances de proximité installées au sein du territoire communal. Au nombre de 5, ils permettent la prise en compte des difficultés rencontrées par la population, le tissu associatif, les institutions et opérateurs de terrain au sein de chaque secteur. Ils ont pour vocation à assurer une représentation locale des services dédiés à la sécurité et prévention et de favoriser les échanges d'informations.

L'ensemble de ce dispositif répond de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité. Il est animé au quotidien par une équipe projet dédiée, placée sous la responsabilité d'un chef de service et coordonnateur.

Suite à la modification des délégations de l'exécutif municipal, il convient d'élire un nouveau représentant pour remplacer Madame Sonia KERANGUEVEN au sein de cette instance.

En conséquence, il est donc proposé au Conseil Municipal :

- De procéder à cette désignation.

A été élue :

- **Caroline NAVARRE**

Les représentants de la Ville au sein de cette instance sont maintenant :

- **P. SAUREL**
- **M.-H. SANTARELLI**
- **H. DE VERBIZIER**
- **JM. DI RUGGIERO**
- **M. BODKIN**
- **P. KRZYZANSKI**
- **G. BARRAL**
- **R. COTTE**
- **C. NAVARRE**
- **R. ASSIE**

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 Avril 2016

Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

Commission consultative des cessions immobilières Désignation d'un nouveau représentant

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n° 2013/352 du 22 juillet 2013, le Conseil municipal a approuvé la création d'une commission consultative intervenant dans le cadre de l'instruction des cessions foncières et immobilières, propriétés de la Ville, en tant qu'outil de transparence et d'aide à la décision du Conseil municipal en la matière. L'existence de cette commission ayant pris fin avec l'achèvement du précédent mandat municipal, il est aujourd'hui proposé de procéder à son renouvellement.

Sur le fondement de l'article L. 2121-22 du Code général des collectivités territoriales, « le Conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration soit à l'initiative d'un de ses membres. Elles sont convoquées par le maire, qui en est le président, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché. Dans les communes de plus de 3500 habitants, la composition des différentes commissions, y compris les commissions d'appel d'offres et les bureaux d'adjudications, doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale ».

La commission consultative des cessions immobilières est chargée d'émettre un avis consultatif sur le choix de l'acquéreur dans le cadre de la procédure générale de mise en vente suivante :

Cette commission, dont la présidence est assurée par le Maire, ou par l'Adjoint délégué à l'urbanisme, est composée de 8 élus représentant l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale, conformément à l'article L.2121-22 du Code général des collectivités territoriales précité.

La composition de cette commission a été fixée par délibération n° 2014/150 en date du 24 avril 2014.

Suite aux modifications des délégations de l'exécutif municipal, il est proposé de désigner un nouveau membre afin de remplacer Monsieur Bernard TRAVIER au sein de cette instance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'élire un nouveau membre de cette commission,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

A été élu : Thibault RASSAT

Les représentants de la Ville au sein de cette instance sont maintenant :

- **Max LEVITA**
- **Abdi EL KANDOUSSI**
- **Mylène CHARDES**
- **Thibault RASSAT**
- **Michèle DRAY-FITOUSSI**
- **Henri DE VERBIZIER**
- **Michaël DELAFOSSE**
- **Gérard LANNELONGUE**

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 29/04/2016

Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

Convention constitutive de groupement de commandes Commune de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole- Marché d'impression, pose et dépose pour pavoisement

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole a renforcé les interactions entre les projets menés par la structure intercommunale et les municipalités, et notamment avec la ville-centre, Montpellier.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont à cet effet créé un service commun de direction de la communication.

Préalablement à la création de ce service commun, les deux collectivités avaient attribué des marchés distincts pour l'impression, la pose et la dépose pour le pavoisement des kakémonos, tentures de rues ou banderoles des sites équipés (rond-point du zénith, avenue Pierre Mendés France, place Jean Jaurès, place de la comédie, rues de l'Ecusson).

Dans une optique de rationalisation des dépenses engagées, il apparaît opportun de lancer une consultation conjointe afin que les deux collectivités aient un prestataire commun pour les interventions sur les pavoisements à venir, destinés à promouvoir les événements organisés par l'un et/ou l'autre membre du groupement.

Il est donc envisagé de créer un groupement de commande entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'un accord cadre à bons de commandes, conformément au décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, pour une durée d'un an renouvelable trois fois.

Ce marché estimé à 75 000 € HT par an fera l'objet d'une procédure d'appel d'offres ouvert.

Le marché sera donc conclu avec un montant minimum annuel de 50 000 € HT et avec un montant maximum annuel de 200 000 €.

La Ville de Montpellier sera désignée en qualité de coordonnateur du groupement. Elle sera chargée de la passation du marché jusqu'à sa notification. La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, seront chargées, chacun pour la partie qui la concerne, de l'exécution financière du marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le principe d'un groupement de commandes avec Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation d'un marché d'impression, de pose et dépose pour pavoisement;
- d'approuver la convention constitutive dudit groupement telle que jointe en annexe à la présente ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la ville chapitre 920, 922, 923, 924, 928 et 929 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, toute personne ayant délégation pour le faire, à signer cette convention ;
- d'autoriser d'ores et déjà la signature par le représentant de Montpellier Méditerranée Métropole de l'ensemble des actes relatifs à la mise en œuvre de la convention objet de la présente, notamment le marché, tel que décrit dans la présente délibération au nom des deux membres du groupement, y compris le cas échéant son éventuelle résiliation.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 29/04/2016

**Convention constitutive de groupement de commandes entre
la Commune de Montpellier et
Montpellier Méditerranée Métropole**

Marché d'Impression, pose et dépose pour pavoisement.

Entre

- La Commune de Montpellier, représentée par son Maire, Monsieur Philippe SAUREL, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 29 septembre 2015;
- Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL agissant en vertu de la délibération du Conseil de métropole en date du 26 mai 2016 ;

Il est convenu ce qui suit.

Préambule

Par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 Montpellier Méditerranée Métropole est créée à compter du 1^{er} janvier 2015, suite à la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Cette transformation renforce les interactions entre les projets menés par la structure intercommunale et les municipalités, notamment concernant la Ville Centre.

Il est donc souhaitable, dans un souci d'harmonisation et de rationalisation, notamment financière mais aussi de lisibilité et de cohérence des actions événementielles de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole de mettre en place un groupement de commandes pour la passation d'un marché d'Impression, pose et dépose pour le pavoisement.

Article 1 – Objet de la convention constitutive du groupement

La présente convention a pour objet de constituer un groupement de commandes entre la commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole et d'en déterminer les modalités de fonctionnement pour la passation en procédure d'appel d'offres ouvert d'un marché d'Impression, pose et dépose pour pavoisement estimé à 75 000 € HT par an.

Article 2 – Objet du groupement

En application de l'article 8 VII 2 ° du Code des marchés publics, le groupement de commandes a pour objet la passation et la conclusion d'un marché public en procédure d'appel d'offres ouvert relatif à l'Impression, pose et dépose pour pavoisement de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 – Membres du groupement

Le groupement de commandes est constitué par :

- La commune de Montpellier ;
- Montpellier Méditerranée Métropole ;

Article 4 – Désignation du coordonnateur

La Ville de Montpellier est désignée en qualité de coordonnateur du groupement, objet des présentes.

Le siège du coordonnateur est situé 1, place Georges Frêche - 34267 MONTPELLIER cedex 2.

Article 5 – Missions du coordonnateur

Le coordonnateur est chargé de la préparation et la passation du marché objet des présentes (recensement des besoins, élaboration du dossier de consultation des entreprises, définition et mise en œuvre de la procédure de passation, rédaction et envoi de l'avis d'appel public à la concurrence, réception des candidatures et des offres, analyse des offres, convocation et conduite des réunions de la commission d'appel d'offres prévue par l'article 8 III du Code des marchés publics, rédaction du rapport de présentation et transmission au contrôle de légalité....)

En application de l'article 8 VII 1° du Code des marchés publics, le coordonnateur est chargé de signer le marché et de le notifier. Chaque membre du groupement s'assurera de son exécution pour ce qui le concerne.

Le coordonnateur reste compétent en cas d'infructuosité du marché pour mener à bien la suite de la procédure conformément au code des marchés publics.

Dans le cadre de la procédure de passation, le coordonnateur gère les relations précontentieuses et les contentieux formés par ou contre le groupement, à l'exception des litiges courants et des recours contentieux formés par ou contre un membre du groupement à titre individuel.

Article 6 – Dispositions financières

La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

Les frais de publicité et les autres frais occasionnés pour la gestion de la procédure incomberont au coordonnateur.

Article 7 – Commission d'appel d'offres du groupement

La Commission d'Appel d'Offres est celle de la Ville.

Article 8 – Durée de la convention constitutive du groupement

La convention prend effet à compter de sa signature par les membres du groupement jusqu'à l'accomplissement des missions du coordonnateur telles que définies à l'article 5.

Article 9 – Modifications de la présente convention

Les éventuelles modifications de la convention constitutive du groupement de commandes prennent la forme d'un avenant et doivent être approuvées dans les mêmes termes par les membres du groupement.

Fait à Montpellier, le

Pour la Commune de Montpellier,
Le Maire

Pour Montpellier Méditerranée Métropole
Le Président

Philippe SAUREL

Philippe SAUREL

Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

Journal municipal Montpellier Notre Ville - Autorisation de signer le marché 5D0060

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite passer un marché en vue d'informer les Montpelliérains sur ses actions et sur les services qui leurs sont proposés par l'intermédiaire d'un mensuel dénommé « Montpellier Notre Ville ».

En conséquence, un appel d'offres a été lancé en application des articles 33 3° al. 57 à 59 et 77 du code des marchés publics.

Il s'agit d'un marché à bons de commande, conclu à compter de la notification jusqu'au 31 décembre 2016, soit 8 numéros du journal, avec un montant minimum de 47. 000 euros H.T. et un montant maximum annuel de 370. 000 euros H.T.

Les prestations comportent une tranche unique et sont réparties en 3 lots :

Lot 1 : direction artistique et mise en page : 10 000 à 60 000 euros HT

Lot 2 : impression, façonnage et livraison : 30 000 à 250 000 euros HT

Lot 3 : diffusion en boîtes à lettres : 7 000 à 60 000 euros HT

Les offres ont été analysées au regard des critères énoncés dans le règlement de la consultation :

- la qualité de la prestation. Pondération : 60%.
- le prix. Pondération : 40%.
- pour les lots 1 et 3

- la qualité de la prestation. Pondération : 40%.
- le prix. Pondération : 60%.
- pour le lot 2

La Commission d'Appel d'Offres, le 12 avril 2016, a retenu les offres des sociétés :

- Scoop Communication, pour le lot n°1 ;
- Chirripo, pour les lots n°2 et 3 ;

Ces offres sont économiquement les plus avantageuses, appréciées en fonction des critères ci-dessus énoncés.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer le marché de réalisation du journal mensuel Montpellier Notre Ville avec les sociétés retenues par la Commission d'Appel d'Offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 29/04/2016